

« *ENSEMBLE IMMOBILIER*
de
CHAMONIX SUD »

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

PREMIERE TRANCHE B

II

Mes Claude THIBIERGE et Georges DAUBLON
Notaires Associés à PARIS
9 rue d'Astorg

PARTIE PRELIMINAIRE

DESIGNATION ET DESCRIPTION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER
APRES REALISATION DES CONSTRUCTIONS PROJETEES

Article 1

Désignation

Le présent état descriptif de division concerne un ensemble immobilier qui sera édifié sur un terrain situé à CHAMONIX-MONT BLANC (Haute-Savoie) Promenade Marie Paradis, sans numéro, d'une contenance de 8.638 m², cadastré section D, savoir :

| | |
|--|-------------------|
| - 861, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour neuf ares soixante cinq centiares, ci | 9 a 65 ca |
| - 862, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour quatre ares dix sept centiares, ci ... | 4 a 17 ca |
| - 863, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour trois ares neuf centiares, ci | 3 a 09 ca |
| - 864, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour quatre ares quatre vingts centiares, ci | 4 a 80 ca |
| - 867, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour quatre ares soixante et un centiares, ci | 4 a 61 ca |
| - 869, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour sept ares soixante sept centiares, ci. | 7 a 67 ca |
| - 870, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour deux ares soixante six centiares, ci . | 2 a 66 ca |
| - 4.077, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour trois ares treize centiares, ci | 3 a 13 ca |
| - 4.079, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour trois ares six centiares, ci | 3 a 06 ca |
| - 4.081, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour deux ares trente et un centiares, ci . | 2 a 31 ca |
| - 4.338, lieudit " Le Praz Conduit " pour deux ares dix centiares, ci | 2 a 10 ca |
| - 4.355, lieudit " Le Praz Conduit " pour un are soixante dix neuf centiares, ci .. | 1 a 79 ca |
| - 4.358, lieudit " Le Praz Conduit " pour un are soixante deux centiares, ci | 1 a 62 ca |
| - 4.342, lieudit " Le Praz Conduit " pour un are quatre vingt quatre centiares, ci. | 1 a 84 ca |
| à reporter | <u>52 a 50 ca</u> |

| | |
|---|---------------------|
| report | 52 a 50 ca |
| - 4.344, lieudit " Le Praz Conduit " pour deux ares soixante quatorze centiares, ci : | 2 a 74 ca |
| - 4.348, lieudit " Le Praz Conduit " pour deux ares cinq centiares, ci | 2 a 05 ca |
| - 4.363, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour six ares cinquante sept centiares, ci. | 6 a 57 ca |
| - 4.365, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour neuf ares soixante dix huit centiares, ci | 9 a 78 ca |
| - 4.473, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour cinq ares quatre vingt quatre centiares, ci | 5 a 84 ca |
| - 4.475, lieudit " L'Ile de Praz Conduit " pour trois ares quarante cinq centiares, ci | 3 a 45 ca |
| - 4.480, lieudit " Le Praz Conduit " pour trois ares quarante cinq centiares, ci | 3 a 45 ca |
| TOTAL EGAL : QUATRE VINGT SIX ARES TRENTE HUIT CENTIARES, ci | 86 a 38 ca ===== |

Ledit terrain est situé à l'intérieur du périmètre de la " Zone d'Aménagement Concerté de CHAMONIX SUD " créée par arrêté préfectoral en date du dix huit août mil neuf cent soixante quinze.

L'approbation du dossier de réalisation de la " Zone d'Aménagement Concerté " résulte d'un arrêté de Monsieur le Préfet de Haute-Savoie en date du quatre février mil neuf cent soixante dix sept.

Le plan d'aménagement de la zone comprenant son règlement, impose notamment la réalisation de 1.400 places de stationnement pour voitures automobiles avec la stipulation ci-après littéralement rapportée :

" STATIONNEMENT " :

" Les constructeurs seront tenus de réaliser une place de stationnement pour 55 m2 de construction hors oeuvre.
" Toutes les places de stationnement resteront non affectées et en permanence à la disposition soit du public (150 places), soit des ayants droit de la co-propriété (1.250 places) sans qu'aucun puisse prétendre se voir attribuer un emplacement précis. Les deux tiers des places de stationnement réservées aux ayants droit de la co-propriété seront abrités en sous-sol. "

L'ensemble immobilier régi par le présent règlement de co-propriété constitue la première tranche deuxième partie dénommée " Première tranche B ".

L'ensemble des constructions de la " Zone d'Aménagement Concerté " devra avoir en commun certains des éléments d'équipement, notamment la voirie, les espaces verts et les parkings ; il sera créé une Union de Syndicats ayant pour objet la gestion et la propriété de ces éléments d'équipement communs ou de partie d'entre eux.

Article 2

Description

L'ensemble immobilier auquel s'appliquent les présentes comportera des aménagements et des services communs.

Il sera composé :

- de six bâtiments collectifs à usage d'habitation et de commerce, édifiés autour d'une place,
- de parkings souterrains d'un seul niveau,
- et de zones aménagées pour le stationnement des voitures automobiles (parkings) en surface.

1°) Aménagements communs.

Les aménagements communs comporteront :

- les espaces libres,
- les voies intérieures de desserte avec leurs dispositifs d'éclairage,
- les canalisations et réseaux divers, tels que ceux d'eau, d'électricité et de tout-à-l'égout,
- les aires de stationnement extérieures pour voitures automobiles.

Il est indiqué ici pour mémoire que la loge du gardien a été aménagée dans la première tranche Bâtiment 6.

2°) Bâtiments.

Les six bâtiments collectifs devant composer la première tranche deuxième partie dénommée " Première tranche B " de construction de l'ensemble immobilier sont respectivement désignés par les signes : B1, B2, B3, B4, B5 et B6.

Toutefois, ces bâtiments pourront être désignés de la façon suivante :

Bâtiment B1 : Le Triolet,

Bâtiment B2 : La Balme,

Bâtiment B3 : La Forclaz,

Bâtiment B4 : Le Lognan,

Bâtiment B5 : Le Chailloud,

Bâtiment B6 : Le Genevrier.

Chacun des cinq bâtiments B1, B2, B3, B4 et B5 est desservi par un hall d'entrée, un escalier intérieur et un ascenseur.

Le bâtiment B6 n'est desservi que par un hall d'entrée et un escalier.

Les parkings souterrains qui s'étendent sous les bâtiments et sous la place entre les bâtiments sont desservis indifféremment par les escaliers et ascenseurs desdits bâtiments ; ils communiquent à l'extérieur par deux rampes d'accès :

- une rampe d'entrée située sous le bâtiment B2,
- une rampe de sortie située sous le bâtiment B6.

Les différents bâtiments comprennent, savoir :

BATIMENT B1

Un bâtiment dit " *Bâtiment B1* " situé au Sud du terrain et élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages et d'un cinquième étage partiel, comprenant :

- Au sous-sol :
 - . des parkings,
 - . vingt huit caves,
 - . un local à skis (quarante six casiers),
 - . un local vide-ordures,
 - . un local ventilation mécanique.
- En rez de jardin, situé au même niveau que le sous-sol :
 - . un hall d'entrée donnant au Sud, équipé d'un escalier intérieur, d'un ascenseur desservant les étages,
 - . neuf studios avec jardin privatif,
 - . deux appartements de deux pièces avec jardin privatif,
 - . deux réserves communiquant chacune par un escalier intérieur avec le local commercial correspondant situé au niveau supérieur.
- Au rez-de-chaussée :
 - . un hall d'entrée donnant sur la place au Nord, équipé d'un escalier intérieur et d'un ascenseur accédant aux quatre étages et aux parkings situés au sous-sol,
 - . un local à skis (vingt huit casiers),
 - . un local boîtes aux lettres,
 - . un local vide-ordures,
 - . un local ventilation mécanique,
 - . quatre locaux à usage de commerce, dont deux avec réserve située au niveau inférieur,
 - . une galerie couverte,
 - . dix studios,
 - . deux appartements de deux pièces.
- Au premier étage :
 - . un local vide-ordures,

- . sept studios,
- . quatre appartements de deux pièces,
- . sept appartements de deux/trois pièces.
- Au deuxième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . deux studios,
 - . quatre deux pièces sur un niveau,
 - . quatre deux pièces sur deux niveaux,
 - . quatre deux/trois pièces sur un niveau,
 - . un deux/trois pièces sur deux niveaux,
 - . trois trois/quatre pièces sur deux niveaux.
- Au troisième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un studio,
 - . quatre deux pièces,
 - . trois deux/trois pièces,
 - . un trois/quatre pièces sur deux niveaux.
- Au quatrième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . trois studios,
 - . deux deux/trois pièces,
 - . un trois pièces sur deux niveaux.

BATIMENT B2

Un bâtiment dit " *bâtiment B2* " situé au Nord du bâtiment B1 et mitoyen avec le bâtiment B3, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée, de quatre étages et d'un cinquième étage partiel, comprenant :

- Au sous-sol :
 - . un local E.D.F. avec accès à l'extérieur,
 - . un local ventilation mécanique,
 - . un local à skis (cinquante quatre casiers),
 - . un local P. et T.,
 - . une rampe d'accès aux parkings,
 - . des parkings,

. trois réserves communiquant chacune par escalier intérieur avec le local commercial correspondant situé au niveau supérieur,

- . un local vide-ordures,
- . un local ventilation mécanique,
- . un escalier,
- . un ascenseur desservant les étages supérieurs.

- Au rez-de-chaussée :

. un hall d'entrée équipé d'un escalier intérieur et d'un ascenseur accédant aux quatre étages et aux parkings situés au sous-sol,

- . un local pour voitures d'enfant,
- . neuf locaux à usage de commerce.

- Au premier étage :

- . douze studios,
- . trois deux/trois pièces,
- . un trois pièces,
- . un local vide-ordures,
- . un local commun.

- Au deuxième étage :

- . un local vide-ordures,
- . dix studios,
- . trois deux/trois pièces,
- . deux deux/trois pièces en duplex,
- . un trois pièces,
- . un local commun.

- Au troisième étage :

- . six studios,
- . trois deux/trois pièces,
- . deux deux/trois pièces en duplex,
- . un trois pièces,
- . un local commun.

- Au quatrième étage :

- . un studio,
- . deux deux pièces en duplex,
- . un deux/trois pièces,
- . un deux/trois pièces en duplex,
- . un trois pièces,

- . deux quatre pièces en duplex,
- . un local commun.
- au cinquième étage :
 - . deux deux/trois pièces,
 - . un local vide-ordures,
 - . l'accès à la machinerie d'ascenseur.

BATIMENT B3

Un bâtiment dit " *bâtiment B3* " situé en mitoyen entre les bâtiment B2 et B4, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et de six étages, comprenant :

- Au sous-sol :
 - . des parkings,
 - . un local ventilation mécanique,
 - . un local vide-ordures,
 - . un local E.D.F. basse tension,
 - . un escalier et un ascenseur desservant les étages supérieurs.
- Au rez-de-chaussée :
 - . un hall d'entrée équipé d'un escalier intérieur et d'un ascenseur accédant aux cinq étages supérieurs et aux parkings souterrains,
 - . un local à skis (soixante cinq casiers),
 - . un local voitures d'enfants,
 - . sept locaux à usage de commerce.
- Au premier étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . deux locaux communs,
 - . onze studios,
 - . deux deux pièces.
- Aux deuxième et troisième étages :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . douze studios,
 - . deux deux pièces.

- Au quatrième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . quatre studios,
 - . huit deux pièces en duplex,
 - . deux deux pièces.
- Au cinquième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . quatre studios,
 - . deux deux pièces.
- Au sixième étage, non desservi par l'ascenseur :
 - . deux studios,
 - . un deux pièces,
 - . un deux/trois pièces,
 - . l'accès à la machinerie d'ascenseur.

BATIMENT B4

Un bâtiment dit " *bâtiment B4* " situé en mitoyen entre les bâtiments B3 et B5, élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et de six étages, comprenant :

- Au sous-sol :
 - . un local à skis (cinquante cinq casiers),
 - . un local vide-ordures,
 - . une réserve,
 - . deux locaux communs,
 - . un local ventilation mécanique,
 - . des parkings,
 - . un escalier et un ascenseur desservant les étages supérieurs.
- Au rez-de-chaussée :
 - . un hall d'entrée équipé d'un escalier intérieur et d'un ascenseur accédant aux cinq étages et aux parkings souterrains,
 - . un local pour voitures d'enfants,
 - . sept locaux à usage de commerce,
 - . une galerie couverte communiquant avec le bâtiment B3.
 - . une terrasse.

- Aux premier, deuxième et troisième étages :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . huit studios,
 - . quatre deux pièces.
- Au quatrième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . huit studios,
 - . deux deux pièces.
- Au cinquième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . cinq studios,
 - . un deux pièces,
 - . un deux/trois pièces.
- Au sixième étage, non desservi par l'ascenseur :
 - . la machinerie d'ascenseur,
 - . deux deux pièces.

BATIMENT B5

Un bâtiment dit " *Bâtiment B5* " situé en mitoyen entre les bâtiments B4 et B6, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et de cinq étages, comprenant :

- Au sous-sol :
 - . la chaufferie générale,
 - . un local à skis (quarante huit casiers),
 - . un local vide-ordures,
 - . un local ventilation mécanique
 - . cinq réserves communiquant par un escalier intérieur avec le local commercial correspondant situé au niveau supérieur,
 - . des parkings.
- Au rez-de-chaussée :
 - . un hall d'entrée équipé d'un escalier intérieur et d'un ascenseur accédant aux quatre étages et aux parkings souterrains,

- . sept locaux à usage de commerce,
- . une galerie communiquant avec les bâtiments B4 et B6.
- Au premier étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . deux locaux communs,
 - . neuf studios,
 - . deux deux pièces,
 - . un deux/trois pièces.
- Au deuxième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . dix studios,
 - . deux deux pièces,
 - . un deux/trois pièces.
- Au troisième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . quatre studios,
 - . deux deux pièces,
 - . six deux pièces en duplex,
 - . un trois pièces.
- Au quatrième étage :
 - . un local vide-ordures,
 - . un local commun,
 - . quatre studios,
 - . deux deux pièces.
- Au cinquième étage, non desservi par l'ascenseur :
 - . la machinerie d'ascenseur,
 - . un studio,
 - . deux deux pièces,
 - . un deux/trois pièces.

BATIMENT B6

Un bâtiment dit " *bâtiment B6* " contigu au bâtiment B5, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et de trois étages, comprenant :

- Au sous-sol :

- . une rampe de sortie des parkings,
- . des parkings,
- . cinq réserves,
- . un local E.D.F. de comptage,
- . un local vide-ordures,
- . un local ventilation mécanique,
- . un escalier communiquant avec les niveaux supérieurs.

- Au rez-de-chaussée :

- . un hall d'entrée équipé d'un escalier intérieur accédant au premier étage, aux parkings souterrains et aux réserves situées sous ce bâtiment,
- . un local à skis (dix sept casiers),
- . un local pour voitures d'enfants,
- . cinq locaux à usage commercial dont un communiquant avec la réserve située au niveau inférieur,
- . une galerie couverte communiquant avec le bâtiment B5.

- Au premier étage :

- . un local vide-ordures,
- . six studios,
- . trois deux pièces,
- . trois deux/trois pièces,
- . l'accès de trois quatre pièces situés aux niveaux supérieurs,
- . l'accès de deux trois pièces situés aux niveaux supérieurs.

Remarque : Les coursives des bâtiments B2, B3, B4 et B5 situées aux niveaux 1, 2, 3 et 4, communiquent d'un bâtiment à l'autre.

P L A N S

Sont demeurés ci-annexés après mention, savoir :

- un plan masse figurant l'emplacement des bâtiments composant la première tranche deuxième partie, numéro E 01,
- un plan du sous-sol général, numéro E 02.

1) Bâtiment B1 :

- un plan du sous-sol, rez-de-jardin, du rez-de-chaussée et de chacun des cinq étages, références E 03, E 04, E 05, E 06, E 07 et E 08,
- un plan de coupe,
- un plan de répartition.

2) Bâtiment B2 :

- un plan du sous-sol, du rez-de-chaussée et de chacun des cinq étages, références E 16, E 17, E 18, E 19, E 20, E 21, E 22,
- un plan de coupe,
- un plan de répartition.

3) Bâtiment B3 :

- un plan du sous-sol, du rez-de-chaussée et de chacun des six étages, référence E 31, E 32, E 33, E 34, E 35, E 36, E 37,
- un plan de coupe,
- un plan de répartition.

4) Bâtiment B4 :

- un plan du sous-sol, du rez-de-chaussée et de chacun des six étages, référence E 42, E 43, E 44, E 45, E 46, E 47, E 48, E 49,
- un plan de coupe,
- un plan de répartition.

5) Bâtiment B5 :

- un plan du sous-sol, du rez-de-chaussée et de chacun des cinq étages, référence E 54, E 55, E 56, E 57, E 58, E 59, E 60,
- un plan de coupe,
- un plan de répartition.

6) Bâtiment B6 :

- un plan du sous-sol, du rez-de-chaussée et de chacun des trois étages, référence E 65, E 66, E 67, E 68, E 69,
- un plan de coupe,
- un plan de répartition.

P R E M I E R E P A R T I E

" PARTIES PRIVATIVES " ET " PARTIES COMMUNES "

I - DEFINITION DES " PARTIES PRIVATIVES "

Article 3

Les locaux et espaces qui, aux termes de l'état descriptif de division ci-après établi, sont compris dans la composition d'un lot, sont affectés à l'usage exclusif du propriétaire du lot considéré et, comme tels, constituent des " parties privatives ".

Il en est de même pour les accessoires desdits locaux, tels notamment que :

Les carrelages, dalles, et e que les
Les plafonds (à l'exception des g. les
ties communes ") ;

Les cloisons intérieures avec leurs portes .

Les balcons particuliers, les fenêtres et portes
les persiennes et volets, les appuis des fenêtres, les por-
tes ;

Les enduits des gros murs et cloisons séparatives ;

Les canalisations intérieures, les convecteurs des chauffages
individuels ;

Les installations sanitaires des salles de bains et water-
closets ;

Les installations de la cuisine, éviers, etc ... ;

Les placards et penderies ;

L'encadrement et le dessus des cheminées ;

Et, en résumé, tout ce qui est inclus à l'intérieur des lo-
caux, la présente désignation n'étant qu'énonciative et non limita-
tive.

Les parties privatives comprennent, en outre, les espaces
dont la jouissance exclusive est réservée à un co-proprétaire dé-
terminé, tels que les terrasses ou jardins privatifs.

Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque
co-proprétaire.

Les séparations entre les appartements, lorsqu'elles ne font
pas partie du gros oeuvre, seront mitoyennes entre les co-proprié-
taires voisins.

II - DEFINITION DES " PARTIES COMMUNES "

Article 4

Les " parties communes " sont celles qui ne sont pas affec-
tées à l'usage exclusif d'un co-proprétaire déterminé. Elles font
l'objet d'une propriété indivise entre l'ensemble des co-proprié-
taires.

Les parties communes comprennent :

- la totalité du sol, c'est-à-dire l'ensemble du terrain, en
ce compris le sol des parties construites, des cours, parcs, jardins
(y compris les jardins privatifs) et des voies intérieures,

- les aménagements communs, tels que les espaces verts et les
voies intérieures de desserte, les éclairages extérieurs,

- les canalisations et réseaux divers, tels que ceux d'eau, d'électricité et de tout-à-l'égout,
- les locaux affectés à des services communs généraux,
- la loge du gardien qui sera située dans le bâtiment B6 première tranche première partie,
- la chaufferie située dans le bâtiment B5,
- la production d'eau chaude,
- le local basse tension E.D.F. situé dans le bâtiment B3,
- tous les accessoires de ces parties communes générales, tels que les installations d'éclairage, de chauffage et de production d'eau chaude, et, éventuellement, d'arrosage automatique des espaces verts.

Les éléments ci-après indiqués de chaque bâtiment, savoir :

- les fondations, les gros murs de façade et de refend, les murs pignons,
- le gros oeuvre des planchers, y compris ceux des balcons et terrasses, à l'exclusion du revêtement du sol,
- les couvertures des bâtiments et toutes les terrasses accessibles ou non accessibles,
- les souches de cheminées,
- les coffres, gaines et têtes de cheminées, les tuyaux d'aération des water-closets, et ceux de ventilation des salles de bains,
- les tuyaux de chute et d'écoulement des eaux pluviales, ménagères et usées, et du tout-à-l'égout, les conduits, prises d'air, canalisations, colonnes montantes et descendantes d'eau et d'électricité (sauf toutefois les parties de ces canalisations se trouvant à l'intérieur des appartements ou des locaux en dépendant et pouvant être affectées à l'usage exclusif de ceux-ci), jusqu'aux branchements sur les canalisations générales visées au " A " qui précède,
- les transformateurs,
- l'installation de chauffage de base propre à chaque bâtiment (canalisation, pompe d'accélération, etc...),
- les locaux des machines des ascenseurs, des compteurs et des branchements d'égout,
- les vestibules et couloirs d'entrée, coursives, les escaliers, leurs cages et paliers, et les locaux vide-ordures, ainsi que les locaux communs,
- les locaux à skis. Les casiers sont mis à la disposition des co-propriétaires ; ceux-ci devront en assurer l'entretien et le gardiennage,

- tous les accessoires de ces parties communes, tels que les glaces, tapis, paillasons (non compris les tapis-brosses sur les paliers d'entrée qui sont " parties privatives "),

- les éléments d'équipement des bâtiments, à savoir :
 - . les ascenseurs et leurs machineries,
 - . les antennes collectives et les canalisations correspondantes,
 - . les vide-ordures et leurs mécanismes,
 - . les ventilations mécaniques, leurs conduits et leur mécanisme.

Cette énumération est purement énonciative et non limitative.

Les parkings constituent un lot de co-propriété ; ils pourront être transférés ultérieurement par la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE CHAMONIX-SUD à l'Union de Syndicats dont il est question ci-dessus.

Jusqu'à ce transfert, ils doivent être considérés comme des parties communes mises à la disposition de l'ensemble des co-propriétaires qui en supporteront les charges d'entretien dans les proportions prévues pour les charges communes générales.

Les " parties communes " sont l'objet d'une propriété indivise entre l'ensemble des co-propriétaires.

Article 5

Accessoires aux " parties communes "

Sont accessoires aux " parties communes " :

- le droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes ou d'en affouiller le sol,
- le droit d'édifier des bâtiments nouveaux dans des cours, parcs ou jardins constituant des parties communes,
- le droit d'affouiller de tels cours, parcs ou jardins,
- le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes.

Article 6

Les " parties communes " et les droits qui leur sont accessoires ne peuvent faire l'objet, séparément des parties privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée.

D E U X I E M E P A R T I E

DESIGNATION DES LOTS

Article 7

L'ensemble immobilier ci-dessus désigné fait l'objet de *TROIS CENT QUATRE VINGT TROIS (383)* lots, à savoir :

- Sous-sol général : lot numéro 1, parkings,
- Bâtiment B1 : lots numéros 2 à 107 inclus,
- Bâtiment B2 : lots numéros 200 à 262 inclus,
- Bâtiment B3 : lots numéros 300 à 371 inclus,
- Bâtiment B4 : lots numéros 400 à 463 inclus,
- Bâtiment B5 : lots numéros 500 à 554 inclus,
- Bâtiment B6 : lots numéros 600 à 625 inclus,
- Un lot foncier avec jouissance de terrain numéro 1.000.

La désignation de ces lots est établie dans l'état descriptif de division reçu aux minutes de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes le

La désignation des lots établie dans ledit état descriptif de division comprend pour chacun d'eux l'indication des "*parties privatives*" réservées à la jouissance exclusive de son propriétaire et une quote-part indivise des "*parties communes*".

Cette quote-part est exprimée en /cent millièmes.

TABLEAU RECAPITULATIF

L'état descriptif de division sus-énoncé est résumé dans un tableau récapitulatif établi ci-après conformément à l'article 71 du décret numéro 55-1350 du quatorze octobre mil neuf cent cinquante cinq modifié par le décret numéro 59-90 du sept janvier mil neuf cent cinquante neuf portant application du décret numéro 55-22 du quatre janvier mil neuf cent cinquante cinq.

| N° des lots | Bâtiment | Escalier | Etag e | Nature des lots | | Quote-part parties communes générales en / 100,000e |
|-------------|----------|----------|----------|-----------------|------------------|---|
| | | | | N° Appt | Type | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
| 1 | B1 | | Sous-sol | | Parkings | 1,644 |
| 2 | B1 | E | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 3 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 4 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 5 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 6 | B1 | U | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 7 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 8 | B1 | Q | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 9 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 10 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 11 | B1 | I | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 12 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 13 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 14 | B1 | N | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 15 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 16 | B1 | U | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 17 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 18 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| | | | | | à reporter | 1.678 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | |
|----|----|----------|------------|----------------|----------------------|-----------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | |
| | | | | | report | 1,678 | |
| 19 | B1 | E | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 20 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 21 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 22 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 23 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 24 | B1 | | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 25 | B1 | | D | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 26 | B1 | | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 27 | B1 | | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 28 | B1 | | | Sous-sol | | Cave | 2 |
| 29 | B1 | Q | Sous-sol | | Cave | 2 | |
| 30 | B1 | | R. de J. | 002 | Studio "St A2" | 219 | |
| 31 | B1 | | R. de J. | 004 | Studio "St B3" | 219 | |
| 32 | B1 | | R. de J. | 006 | Studio "St B3" | 222 | |
| 33 | B1 | | R. de J. | 008 | Studio "St B3" | 222 | |
| 34 | B1 | | I | R. de J. | 0010 | Studio "St F2" | 251 |
| 35 | B1 | | | R. de J. | 0012 | Studio "St B3" | 230 |
| 36 | B1 | | R. de J. | 0014 | Studio "St B3" | 230 | |
| 37 | B1 | N | R. de J. | 0016 | Appartement "2pp J2" | 341 | |
| 38 | B1 | | R. de J. | 0018 | Appartement "2pp A2" | 305 | |
| 39 | B1 | | R. de J. | 0020 | Studio " St B3" | 225 | |
| 40 | B1 | | R. de J. | 0022 | Studio " St B3" | 224 | |
| 41 | B1 | | R. J./R. C | | Commerce C1, R1 | 214 | |
| 42 | B1 | | D | R. J./R. C | | Commerce C2, R2 | 221 |
| 43 | B1 | R. de C. | | 02 | Studio "St A3" | 226 | |
| 44 | B1 | R. de C. | | 04 | Studio "St B4" | 226 | |
| 45 | B1 | R. de C. | 06 | Studio "St B4" | 230 | | |
| | | | | | à reporter | 5,505 | |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|----|----|---|-----------|------------|------------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 5.505 |
| 46 | B1 | E | R. de C. | 08 | Studio "St B4" | 230 |
| 47 | B1 | | R. de C. | 010 | Studio "St B4" | 232 |
| 48 | B1 | | R. de C. | 012 | Studio "St B4" | 232 |
| 49 | B1 | | R. de C. | 014 | Studio "St B4" | 234 |
| 50 | B1 | | R. de C. | 016 | Studio "St B4" | 234 |
| 51 | B1 | U | R. de C. | 018 | Appartement "2pp J1" | 341 |
| 52 | B1 | | R. de C. | 020 | Appartement "2pp A1" | 308 |
| 53 | B1 | | R. de C. | 022 | Studio "St B6" | 227 |
| 54 | B1 | | R. de C. | 024 | Studio "St B6" | 227 |
| 55 | B1 | Q | R. de C. | | Commerce C3 | 352 |
| 56 | B1 | | R. de C. | | Commerce C4 | 249 |
| 57 | B1 | | 1er étage | 109 | Appartement "2pp C" | 294 |
| 58 | B1 | | 1er étage | 107 | Studio "St B8" | 179 |
| 59 | B1 | I | 1er étage | 105 | Studio "St B7" | 185 |
| 60 | B1 | | 1er étage | 103 | Studio "St B8" | 179 |
| 61 | B1 | | 1er étage | 101 | Studio "St A4" | 209 |
| 62 | B1 | | 1er étage | 102 | Appartement "2/3pp H1" | 357 |
| 63 | B1 | N | 1er étage | 104 | Appartement "2/3pp I1" | 361 |
| 64 | B1 | | 1er étage | 106 | Appartement "2/3pp I4" | 366 |
| 65 | B1 | | 1er étage | 108 | Appartement "2/3pp I5" | 369 |
| 66 | B1 | | 1er étage | 110 | Appartement "2pp J3" | 316 |
| 67 | B1 | D | 1er étage | 112 | Appartement "2pp A3" | 298 |
| 68 | B1 | | 1er étage | 114 | Appartement "2/3pp I3" | 387 |
| 69 | B1 | | 1er étage | 116 | Appartement "2/3pp I2" | 387 |
| 70 | B1 | | 1er étage | 118 | Appartement "2/3pp H2" | 390 |
| 71 | B1 | | 1er étage | 117 | Studio "St A5" | 186 |
| 72 | B1 | | 1er étage | 115 | Studio "St B7" | 177 |
| | | | | | à reporter | 13.011 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|----|----|---|-------------|------------|------------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 13.011 |
| 73 | B1 | E | 1er étage | 113 | Studio "St F1" | 191 |
| 74 | B1 | | 1er étage | 111 | Appartement "2pp B" | 294 |
| 75 | B1 | | 2è étage | 209 | Appartement "2pp C" | 299 |
| 76 | B1 | | 2/3è étages | 207 | Appartement "2pp E3" | 273 |
| 77 | B1 | U | 2/3è étages | 205 | Appartement "2pp E2" | 276 |
| 78 | B1 | | 2/3è étages | 203 | Appartement "2pp E3" | 273 |
| 79 | B1 | | 2/3è étages | 201 | Appartement "2pp D2" | 276 |
| 80 | B1 | | 2/3è étages | 202 | Appartement "3/4pp D" | 519 |
| 81 | B1 | Q | 2/3è étages | 204 | Appartement "3/4pp B" | 525 |
| 82 | B1 | | 2è étage | 206 | Appartement "2/3pp I4" | 373 |
| 83 | B1 | | 2è étage | 208 | Appartement "2/3pp I5" | 377 |
| 84 | B1 | | 2è étage | 210 | Appartement "2pp J3" | 322 |
| 85 | B1 | I | 2è étage | 212 | Appartement "2pp A3" | 304 |
| 86 | B1 | | 2è étage | 214 | Appartement "2/3pp I3" | 396 |
| 87 | B1 | | 2è étage | 216 | Appartement "2/3pp I7" | 396 |
| 88 | B1 | | 2/3è étages | 218 | Appartement "3/4pp A" | 537 |
| 89 | B1 | N | 2/3è étages | 217 | Appartement "2/3pp D2" | 344 |
| 90 | B1 | | 2è étage | 215 | Studio "St B1" | 183 |
| 91 | B1 | | 2è étage | 213 | Studio "St F1" | 197 |
| 92 | B1 | | 2è étage | 211 | Appartement "2pp B" | 299 |
| 93 | B1 | U | 3è étage | 301 | Appartement "2pp C" | 304 |
| 94 | B1 | | 3è étage | 302 | Appartement "2/3pp I4" | 380 |
| 95 | B1 | | 3è étage | 304 | Appartement "2/3pp I5" | 384 |
| 96 | B1 | | 3è étage | 306 | Appartement "2pp J4" | 328 |
| 97 | B1 | | 3è étage | 308 | Appartement "2pp A3" | 310 |
| 98 | B1 | | 3è étage | 310 | Appartement "2/3pp I3" | 402 |
| 99 | B1 | | 3/4è étages | 312 | Appartement "3/4pp C" | 549 |
| | | | | | à reporter | 22.322 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | N° Appt | | | |
|-----|----|-----------|-------------|------------|-----------------------|------------------------|-----|
| | | | | | report | | |
| 100 | B1 | E | 3è étage | 305 | Studio "St F1" | 203 | |
| 101 | B1 | | 3è étage | 303 | Appartement "2pp B" | 304 | |
| 102 | B1 | | 4/5è étages | 401 | Appartement "3pp A" | 418 | |
| 103 | B1 | | 4è étage | 402 | Studio "St P2" | 226 | |
| 104 | B1 | | 4è étage | 404 | Studio "St P1" | 226 | |
| 105 | B1 | | 4è étage | 406 | Studio "St R" | 244 | |
| 106 | B1 | | D | 4è étage | 408 | Appartement "2/3pp I6" | 409 |
| 107 | B1 | 4è étage | | 403 | Appartement "2/3pp E" | 325 | |
| 200 | B2 | Q | R. de C. | | Commerce C13.R13 | 417 | |
| 201 | B2 | | R. de C. | | Commerce C12 | 302 | |
| 202 | B2 | | R. de C. | | Commerce C11 | 329 | |
| 203 | B2 | | R. de C. | | Commerce C10 | 197 | |
| 204 | B2 | | R. de C. | | Commerce C8 | 199 | |
| 205 | B2 | | I | R. de C. | | Commerce C6 | 200 |
| 206 | B2 | | | R. de C. | | Commerce C5.R5 | 323 |
| 207 | B2 | | | R. de C. | | Commerce C7.R7 | 320 |
| 208 | B2 | N | R. de C. | | Commerce C9 | 293 | |
| 209 | B2 | | 1er étage | 110 | Appartement "2/3pp P" | 336 | |
| 210 | B2 | | 1er étage | 108 | Studio "St B2" | 177 | |
| 211 | B2 | | 1er étage | 106 | Studio "St B11" | 186 | |
| 212 | B2 | | 1er étage | 104 | Studio "St B2" | 177 | |
| 213 | B2 | | 1er étage | 102 | Studio "St A6" | 202 | |
| 214 | B2 | | D | 1er étage | 101 | Studio "St A6" | 238 |
| 215 | B2 | | | 1er étage | 103 | Studio "St B2" | 216 |
| 216 | B2 | | | 1er étage | 105 | Studio "St B11" | 226 |
| 217 | B2 | 1er étage | | 107 | Studio "St B2" | 216 | |
| | | | | | à reporter | 29.231 | |

78

6/6

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | |
|-----|----|----------|-------------|-------------|-----------------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | | |
| | | | | | report | 29.231 | |
| 218 | B2 | F | 1er étage | 109 | Studio "St B11" | 226 | |
| 219 | B2 | | 1er étage | 111 | Studio "St B2" | 216 | |
| 220 | B2 | | 1er étage | 113 | Appartement "2/3pp K" | 395 | |
| 221 | B2 | U | 1er étage | 115 | Appartement "3pp D" | 412 | |
| 222 | B2 | | 1er étage | 117 | Studio "St B2" | 190 | |
| 223 | B2 | | 1er étage | 119 | Studio "St B2" | 190 | |
| 224 | B2 | | 1er étage | 112 | Appartement "2/3pp N" | 384 | |
| 225 | B2 | | 2è étage | 210 | Appartement "2/3pp P" | 340 | |
| 226 | B2 | | 2è étage | 208 | Studio "St B2" | 182 | |
| 227 | B2 | | Q | 2è étage | 206 | Studio "St B11" | 191 |
| 228 | B2 | | | 2è étage | 204 | Studio "St B10" | 182 |
| 229 | B2 | | | 2/3è étages | 202 | Appartement "2/3ppD1" | 356 |
| 230 | B2 | | | 2/3è étages | 201 | Appartement "2/3ppD1" | 405 |
| 231 | B2 | I | 2è étage | 203 | Studio "St B10" | 219 | |
| 232 | B2 | | 2è étage | 205 | Studio "St B11" | 228 | |
| 233 | B2 | | 2è étage | 207 | Studio "St B2" | 219 | |
| 234 | B2 | | 2è étage | 209 | Studio "St B11" | 228 | |
| 235 | B2 | | 2è étage | 211 | Studio "St B2" | 219 | |
| 236 | B2 | | N | 2è étage | 213 | Appartement "2/3pp K" | 398 |
| 237 | B2 | | | 2è étage | 215 | Appartement "3pp D" | 416 |
| 238 | B2 | 2è étage | | 217 | Studio "St B2" | 195 | |
| 239 | B2 | U | 2è étage | 219 | Studio "St B2" | 195 | |
| 240 | B2 | | 2è étage | 212 | Appartement "2/3pp N" | 387 | |
| 241 | B2 | | 3è étage | 306 | Appartement "2/3pp P" | 343 | |
| 242 | B2 | | 3è étage | 304 | Studio "St B10" | 186 | |
| 243 | B2 | | 3/4è étages | 302 | Appartement "2/3pp L" | 345 | |
| | | | | | | à reporter | 36.478 |

100

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | | |
|-----|----|----------|-------------|------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | | |
| | | | | | report | 36.478 | | |
| 244 | B2 | E | 3/4è étages | 301 | Appartement "2/3pp L" | 393 | | |
| 245 | B2 | | 3è étage | 303 | Studio "St B10" | 221 | | |
| 246 | B2 | | 3è étage | 305 | Studio "St B11" | 231 | | |
| 247 | B2 | | 3è étage | 307 | Studio "St B2" | 221 | | |
| 248 | B2 | | 3è étage | 309 | Appartement "2/3pp M" | 375 | | |
| 249 | B2 | | 3è étage | 311 | Appartement "3pp E" | 385 | | |
| 250 | B2 | | U | 3è étage | 313 | Studio "St B2" | 200 | |
| 251 | B2 | | | 3è étage | 315 | Studio "St B2" | 200 | |
| 252 | B2 | | | 3è étage | 308 | Appartement "2/3pp N" | 391 | |
| 253 | B2 | | | 4/5è étage | 402 | Appartement "4pp D" | 612 | |
| 254 | B2 | Q | | 4/5è étage | 401 | Appartement "2/3pp L" | 397 | |
| 255 | B2 | | | 4è étage | 403 | Studio "St B10" | 224 | |
| 256 | B2 | | | 4è étage | 405 | Appartement "2/3pp M" | 379 | |
| 257 | B2 | | | 4è étage | 407 | Appartement "3pp E" | 389 | |
| 258 | B2 | | | I | 4/5è étages | 409 | Appartement "2pp E7" | 283 |
| 259 | B2 | | | | 4/5è étages | 411 | Appartement "2pp E7" | 283 |
| 260 | B2 | | 4/5è étages | | 404 | Appartement "4pp C" | 534 | |
| 261 | B2 | | 5è étage | | 501 | Appartement "2/3pp J" | 387 | |
| 262 | B2 | | N | | 5è étage | 503 | Appartement "2/3pp R" | 399 |
| 300 | B3 | | | | R. de C. | | Commerce C18 | 249 |
| 301 | B3 | R. de C. | | | | Commerce C20 | 305 | |
| 302 | B3 | R. de C. | | | | Commerce C19 | 362 | |
| 303 | B3 | U | | | R. de C. | | Commerce C17 | 207 |
| 304 | B3 | | | | R. de C. | | Commerce C16 | 154 |
| 305 | B3 | | | R. de C. | | Commerce C15 | 166 | |
| 306 | B3 | | | R. de C. | | Commerce C14 | 166 | |
| | | | | | | à reporter | 44.591 | |

63

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-----------|---------|----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 44.591 |
| 307 | B3 | P | 1er étage | 103 | Studio "St B13" | 198 |
| 308 | B3 | | 1er étage | 101 | Studio "St B13" | 198 |
| 309 | B3 | | 1er étage | 102 | Studio "St B12" | 232 |
| 310 | B3 | | 1er étage | 104 | Studio "St B12" | 232 |
| 311 | B3 | U | 1er étage | 106 | Appartement "2pp K5" | 386 |
| 312 | B3 | | 1er étage | 108 | Appartement "2pp K5" | 386 |
| 313 | B3 | | 1er étage | 110 | Studio "St B12" | 232 |
| 314 | B3 | | 1er étage | 112 | Studio "St B12" | 232 |
| 315 | B3 | Q | 1er étage | 113 | Studio "St B13" | 194 |
| 316 | B3 | | 1er étage | 111 | Studio "St B13" | 194 |
| 317 | B3 | | 1er étage | 109 | Studio "St C1" | 207 |
| 318 | B3 | | 1er étage | 107 | Studio "St D1" | 207 |
| 319 | B3 | I | 1er étage | 105 | Studio "St D1" | 207 |
| 320 | B3 | | 2è étage | 208 | Appartement "2pp K5" | 390 |
| 321 | B3 | | 2è étage | 210 | Studio "St B12" | 234 |
| 322 | B3 | | 2è étage | 212 | Studio "St B12" | 234 |
| 323 | B3 | N | 2è étage | 215 | Studio "St B13" | 198 |
| 324 | B3 | | 2è étage | 213 | Studio "St B13" | 198 |
| 325 | B3 | | 2è étage | 211 | Studio "St C2" | 216 |
| 326 | B3 | | 2è étage | 209 | Studio "St D2" | 216 |
| 327 | B3 | U | 2è étage | 207 | Studio "St D2" | 216 |
| 328 | B3 | | 2è étage | 205 | Studio "St C2" | 216 |
| 329 | B3 | | 2è étage | 203 | Studio "St B13" | 203 |
| 330 | B3 | | 2è étage | 201 | Studio "St B13" | 203 |
| 331 | B3 | | 2è étage | 202 | Studio "St B12" | 234 |
| 332 | B3 | | 2è étage | 204 | Studio "St B12" | 234 |
| 333 | B3 | | 2è étage | 206 | Appartement "2pp K5" | 390 |
| | | | | | à reporter | 51.078 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | |
|-----|----|-------------|-------------|-------------|----------------------|----------------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | |
| | | | | | report | 51.078 | |
| 334 | B3 | E | 3è étage | 308 | Appartement "2pp K5" | 393 | |
| 335 | B3 | | 3è étage | 310 | Studio "St B12" | 237 | |
| 336 | B3 | | 3è étage | 312 | Studio "St B12" | 237 | |
| 337 | B3 | | 3è étage | 315 | Studio "St B13" | 203 | |
| 338 | B3 | | 3è étage | 313 | Studio "St B13" | 203 | |
| 339 | B3 | | 3è étage | 311 | Studio "St C2" | 221 | |
| 340 | B3 | | U | 3è étage | 309 | Studio "St D2" | 221 |
| 341 | B3 | | | 3è étage | 307 | Studio "St D2" | 221 |
| 342 | B3 | | | 3è étage | 305 | Studio "St C2" | 221 |
| 343 | B3 | | O | 3è étage | 303 | Studio "St B13" | 208 |
| 344 | B3 | 3è étage | | 301 | Studio "St B13" | 208 | |
| 345 | B3 | 3è étage | | 302 | Studio "St B12" | 237 | |
| 346 | B3 | 3è étage | | 304 | Studio "St B12" | 237 | |
| 347 | B3 | 3è étage | | 306 | Appartement "2pp K5" | 393 | |
| 348 | B3 | I | | 4è étage | 408 | Appartement "2pp K5" | 397 |
| 349 | B3 | | 4/5è étages | 410 | Appartement "2pp E5" | 335 | |
| 350 | B3 | | 4/5è étages | 412 | Appartement "2pp E5" | 335 | |
| 351 | B3 | | 4/5è étages | 415 | Appartement "2pp E6" | 286 | |
| 352 | B3 | N | 4/5è étages | 413 | Appartement "2pp E6" | 286 | |
| 353 | B3 | | 4è étage | 411 | Studio "St C2" | 226 | |
| 354 | B3 | | 4è étage | 409 | Studio "St D2" | 226 | |
| 355 | B3 | | 4è étage | 407 | Studio "St D2" | 226 | |
| 356 | B3 | | 4è étage | 405 | Studio "St C2" | 226 | |
| 357 | B3 | | D | 4/5è étages | 403 | Appartement "2pp E6" | 290 |
| 358 | B3 | 4/5è étages | | 401 | Appartement "2pp E6" | 290 | |
| 359 | B3 | 4/5è étages | | 402 | Appartement "2pp E5" | 335 | |
| 360 | B3 | 4/5è étages | | 404 | Appartement "2pp E5" | 335 | |
| | | | | | à reporter | 58.311 | |

100

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-----------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 58,311 |
| 361 | B3 | | 4è étage | 406 | Appartement "2pp K5" | 397 |
| 362 | B3 | F | 5è étage | 504 | Appartement "2pp K5" | 400 |
| 363 | B3 | | 5è étage | 507 | Studio "St C2" | 228 |
| 364 | B3 | | 5è étage | 505 | Studio "St D2" | 228 |
| 365 | B3 | | 5è étage | 503 | Studio "St D2" | 228 |
| 366 | B3 | | 5è étage | 501 | Studio "St C2" | 228 |
| 367 | B3 | D | 5è étage | 502 | Appartement "2pp K5" | 400 |
| 368 | B3 | | 6è étage | 605 | Studio "St T" | 259 |
| 369 | B3 | | 6è étage | 603 | Studio "St S" | 262 |
| 370 | B3 | | 6è étage | 601 | Appartement "2pp S" | 347 |
| 371 | B3 | O | 6è étage | 602 | Appartement "2/3pp A" | 405 |
| 400 | B4 | | R. de C. | | Commerce C23 | 117 |
| 401 | B4 | | R. de C. | | Commerce C24 | 137 |
| 402 | B4 | I | R. de C. | | Commerce C26 | 204 |
| 403 | B4 | | R. de C. | | Commerce C25 | 332 |
| 404 | B4 | | R. de C. | | Commerce C21 | 337 |
| 405 | B4 | | R. de C. | | Commerce C22 | 290 |
| 406 | B4 | | R. de C. | | Commerce C22B | 158 |
| 407 | B4 | N | 1er étage | 104 | Studio "St J1" | 259 |
| 408 | B4 | | 1er étage | 102 | Studio "St B5" | 225 |
| 409 | B4 | | 1er étage | 101 | Studio "St B9" | 190 |
| 410 | B4 | | 1er étage | 103 | Studio "St B9" | 190 |
| 411 | B4 | D | 1er étage | 105 | Appartement "2pp F" | 268 |
| 412 | B4 | | 1er étage | 107 | Appartement "2pp G" | 264 |
| 413 | B4 | | 1er étage | 109 | Appartement "2pp F" | 257 |
| 414 | B4 | | 1er étage | 111 | Appartement "2pp G" | 259 |
| | | | | | à reporter | 65,180 |

72

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | |
|-----|----|----------|-----------|------------|---------------------|---------------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | |
| | | | | | report | 65.180 | |
| 415 | B4 | E | 1er étage | 113 | Studio "St B9" | 177 | |
| 416 | B4 | | 1er étage | 115 | Studio "St B9" | 177 | |
| 417 | B4 | | 1er étage | 108 | Studio "St B5" | 220 | |
| 418 | B4 | | 1er étage | 106 | Studio "St I1" | 259 | |
| 419 | B4 | | 2è étage | 204 | Studio "St J1" | 264 | |
| 420 | B4 | U | 2è étage | 202 | Studio "St B5" | 230 | |
| 421 | B4 | | 2è étage | 201 | Studio "St B9" | 195 | |
| 422 | B4 | | 2è étage | 203 | Studio "St B9" | 195 | |
| 423 | B4 | | 2è étage | 205 | Appartement "2pp G" | 273 | |
| 424 | B4 | | 2è étage | 207 | Appartement "2pp F" | 269 | |
| 425 | B4 | | Q | 2è étage | 209 | Appartement "2pp G" | 262 |
| 426 | B4 | | | 2è étage | 211 | Appartement "2pp F" | 264 |
| 427 | B4 | | | 2è étage | 213 | Studio "St B9" | 183 |
| 428 | B4 | | | 2è étage | 215 | Studio "St B9" | 183 |
| 429 | B4 | | I | 2è étage | 208 | Studio "St B5" | 225 |
| 430 | B4 | 2è étage | | 206 | Studio "St I1" | 264 | |
| 431 | B4 | 3è étage | | 304 | Studio "St J1" | 269 | |
| 432 | B4 | N | 3è étage | 302 | Studio "St B5" | 234 | |
| 433 | B4 | | 3è étage | 301 | Studio "St B9" | 200 | |
| 434 | B4 | | 3è étage | 303 | Studio "St B9" | 200 | |
| 435 | B4 | | 3è étage | 305 | Appartement "2pp F" | 277 | |
| 436 | B4 | | 3è étage | 307 | Appartement "2pp G" | 274 | |
| 437 | B4 | | 3è étage | 309 | Appartement "2pp F" | 267 | |
| 438 | B4 | | U | 3è étage | 311 | Appartement "2pp G" | 269 |
| 439 | B4 | | | 3è étage | 313 | Studio "St B9" | 189 |
| 440 | B4 | 3è étage | | 315 | Studio "St B9" | 189 | |
| 441 | B4 | | 3è étage | 308 | Studio "St B5" | 230 | |
| | | | | | à reporter | 71.418 | |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|----------------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 71.418 |
| 442 | B4 | | 3è étage | 306 | Studio "St I1" | 269 |
| 443 | B4 | E | 4è étage | 404 | Studio "St J1" | 274 |
| 444 | B4 | | 4è étage | 402 | Studio "St B5" | 238 |
| 445 | B4 | | 4è étage | 401 | Appartement "2pp M" | 310 |
| 446 | B4 | | 4è étage | 403 | Studio "St K" | 218 |
| 447 | B4 | | 4è étage | 405 | Studio "St K" | 215 |
| 448 | B4 | U | 4è étage | 407 | Studio "St K" | 209 |
| 449 | B4 | | 4è étage | 409 | Studio "St K" | 212 |
| 450 | B4 | | 4è étage | 411 | Appartement "2pp M" | 293 |
| 451 | B4 | | 4è étage | 408 | Studio "St G1" | 269 |
| 452 | B4 | Q | 4è étage | 406 | Studio "St I1" | 274 |
| 453 | B4 | | 5è étage | 504 | Studio "St J2" | 274 |
| 454 | B4 | | 5è étage | 502 | Studio "St G2" | 271 |
| 455 | B4 | | 5è étage | 501 | Appartement "2pp H" | 285 |
| 456 | B4 | I | 5è étage | 503 | Appartement "2/3pp G" | 325 |
| 457 | B4 | | 5è étage | 505 | Studio "St L" | 212 |
| 458 | B4 | | 5è étage | 508 | Studio "St G2" | 269 |
| 459 | B4 | | 5è étage | 506 | Studio "St I2" | 274 |
| 460 | B4 | | 6è étage | 602 | Appartement "2pp L" | 406 |
| 461 | B4 | Z | 6è étage | 604 | Appartement "2pp L" | 406 |
| 462 | B4 | | | | Terrasse | 75 |
| 463 | B4 | | Sous-sol | | Réserve R43 | 66 |
| 500 | B5 | D | R. C. et s/sol | | Commerce C30. R30 | 292 |
| 501 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C32. R32 | 286 |
| 502 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C33. R33 | 340 |
| 503 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C31. R31 | 249 |
| | | | | | à reporter | 78,229 |

62

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|---------------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 78.229 |
| 504 | B5 | | R.C. et s/sol | | Commerce C29.R29 | 243 |
| 505 | B5 | | R. de C. | | Commerce C27 | 218 |
| 506 | B5 | E | R. de C. | | Commerce C28 | 198 |
| 507 | B5 | | 1er étage | 104 | Appartement 2pp K1 | 371 |
| 508 | B5 | | 1er étage | 102 | Appartement "2/3pp F" | 350 |
| 509 | B5 | | 1er étage | 101 | Studio "St B2" | 163 |
| 510 | B5 | U | 1er étage | 103 | Studio "St B2" | 160 |
| 511 | B5 | | 1er étage | 105 | Studio "St D" | 173 |
| 512 | B5 | | 1er étage | 107 | Studio "St D" | 173 |
| 513 | B5 | | 1er étage | 109 | Studio "St C" | 173 |
| 514 | B5 | | 1er étage | 111 | Studio "St B2" | 151 |
| 515 | B5 | Q | 1er étage | 113 | Studio "St A1" | 161 |
| 516 | B5 | | 1er étage | 110 | Studio "St A3" | 251 |
| 517 | B5 | | 1er étage | 108 | Studio "St B4" | 235 |
| 518 | B5 | | 1er étage | 106 | Appartement "2pp K2" | 380 |
| 519 | B5 | I | 2è étage | 204 | Appartement "2pp K2" | 383 |
| 520 | B5 | | 2è étage | 202 | Appartement "2/3pp F" | 356 |
| 521 | B5 | | 2è étage | 201 | Studio "St B2" | 169 |
| 522 | B5 | | 2è étage | 203 | Studio "St B2" | 166 |
| 523 | B5 | N | 2è étage | 205 | Studio "St C" | 184 |
| 524 | B5 | | 2è étage | 207 | Studio "St D" (60) | 179 |
| 525 | B5 | | 2è étage | 209 | Studio "St D" | 179 |
| 526 | B5 | | 2è étage | 211 | Studio "St C" | 179 |
| 527 | B5 | U | 2è étage | 213 | Studio "St B2" | 157 |
| 528 | B5 | | 2è étage | 215 | Studio "St A1" | 167 |
| 529 | B5 | | 2è étage | 210 | Studio "St A3" | 255 |
| 530 | B5 | | 2è étage | 208 | Studio "St B4" | 238 |
| | | | | | à reporter | 84.241 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-------------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 84,241 |
| 531 | B5 | | 2è étage | 206 | Appartement "2pp K2" | 385 |
| 532 | B5 | | 3è étage | 304 | Appartement "2pp K3" | 389 |
| 533 | B5 | E | 3/4è étages | 302 | Appartement "3pp B" | 496 |
| 534 | B5 | | 3/4è étages | 301 | Appartement "2pp E1" | 245 |
| 535 | B5 | | 3/4è étages | 303 | Appartement "2pp E1" | 241 |
| 536 | B5 | | 3è étage | 305 | Studio "St C" | 190 |
| 537 | B5 | U | 3è étage | 307 | Studio "St D" | 185 |
| 538 | B5 | | 3è étage | 309 | Studio "St D" | 185 |
| 539 | B5 | | 3è étage | 311 | Studio "St C" | 185 |
| 540 | B5 | | 3/4è étages | 313 | Appartement "2pp E1" | 231 |
| 541 | B5 | Q | 3/4è étages | 315 | Appartement "2pp D1" | 231 |
| 542 | B5 | | 3/4è étages | 310 | Appartement "2pp D3" | 334 |
| 543 | B5 | | 3/4è étages | 308 | Appartement "2pp E4" | 334 |
| 544 | B5 | | 3è étage | 306 | Appartement "2pp K3" | 391 |
| 545 | B5 | | 4è étage | 402 | Appartement "2pp K4" | 389 |
| 546 | B5 | I | 4è étage | 401 | Studio "St C" | 196 |
| 547 | B5 | | 4è étage | 403 | Studio "St D" | 191 |
| 548 | B5 | | 4è étage | 405 | Studio "St D" | 191 |
| 549 | B5 | | 4è étage | 407 | Studio "St C" | 191 |
| 550 | B5 | N | 4è étage | 404 | Appartement "2pp K4" | 391 |
| 551 | B5 | | 5è étage | 502 | Appartement "2/3pp A" | 389 |
| 552 | B5 | | 5è étage | 501 | Appartement "2pp P" | 308 |
| 553 | B5 | | 5è étage | 503 | Studio "St H" | 215 |
| 554 | B5 | U | 5è étage | 505 | Appartement "2pp N" | 287 |
| 600 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R42 | 245 |
| 601 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R41 | 233 |
| | | | | | à reporter | 91,489 |

SS

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-------|----|---|-------------|---------|----------------------------------|----------------------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 91.489 |
| 602 | B6 | E | Sous-sol | | Réserve R40 | 185 |
| 603 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R39 | 185 |
| 604 | B6 | | R. de C. | | Commerce "C37" | 269 |
| 605 | B6 | | R. C/S. sol | | Commerce C38. R38 | 448 |
| 606 | B6 | D | R. de C. | | Commerce C36 | 219 |
| 607 | B6 | | R. de C. | | Commerce C35 | 448 |
| 608 | B6 | | R. de C. | | Commerce C34 | 556 |
| 609 | B6 | | 1er étage | 105 | Studio "St N" | 166 |
| 610 | B6 | Q | 2/3è étages | 206 | Appartement "4pp B" | 632 |
| 611 | B6 | | 1er étage | 107 | Appartement "2pp I" | 216 |
| 612 | B6 | | 2è étage | 208 | Appartement "3pp C" | 473 |
| 613 | B6 | | 2/3è étages | 210 | Appartement "4pp A" | 551 |
| 614 | B6 | I | 1er étage | 109 | Appartement "2pp R" | 280 |
| 615 | B6 | | 1er étage | 114 | Appartement "2/3pp B" | 417 |
| 616 | B6 | | 1er étage | 112 | Studio "St E" | 233 |
| 617 | B6 | | 1er étage | 110 | Studio "St E" | 236 |
| 618 | B6 | N | 1er étage | 108 | Appartement "2/3pp C" | 424 |
| 619 | B6 | | 1er étage | 106 | Studio "St E" | 246 |
| 620 | B6 | | 1er étage | 104 | Studio "St E" | 248 |
| 621 | B6 | | 1er étage | 102 | Appartement "2/3pp B" | 464 |
| 622 | B6 | U | 1er étage | 101 | Appartement "2pp R" | 286 |
| 623 | B6 | | 2/3è étages | 202 | Appartement "4pp A" | 636 |
| 624 | B6 | | 2è étage | 204 | Appartement "3pp C" | 512 |
| 625 | B6 | | 1er étage | 103 | Studio "St M" | 151 |
| 1.000 | | | | | Jouissance terrain ²⁵ | 30 |
| | | | | | TOTAL | 100.000/ 100.000° |

22

T R O I S I E M E P A R T I E

REGLEMENT DE CO-PROPRIETE

TITRE I

DESTINATION ET USAGE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

Chapitre I

DESTINATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

Article 8

L'ensemble immobilier est destiné à l'usage d'habitation.

Toutefois, les boutiques situées au rez-de-chaussée des bâtiments et tous autres locaux à destination commerciale, ainsi que les réserves et accessoires de ces locaux pourront être utilisés à usage commercial.

Chapitre II

USAGE DES " PARTIES PRIVATIVES "

Article 9

Chacun des co-propriétaires aura le droit de jouir, comme bon lui semblera, des parties privatives comprises dans son lot, à condition de ne pas nuire aux droits des autres co-propriétaires et de ne rien faire qui puisse, soit compromettre la solidité d'un bâtiment, soit porter atteinte à la destination de l'ensemble immobilier et sous les réserves qui vont être ci-après formulées :

1 - Occupation -

a - Appartements :

Les appartements ne pourront être occupés que bourgeoisement ou affectés à l'exercice d'une profession libérale.

La location en meublé d'appartements entiers est autorisée. En revanche, la transformation des appartements en chambres meublées destinées à être louées à des personnes distinctes est interdite.

Les co-propriétaires et occupants devront veiller à ce que la tranquillité de l'ensemble immobilier ne soit, à aucun moment, troublée par leur fait, celui des personnes de leur famille, de leurs invités, de leurs clients ou des gens à leur service.

Ils ne pourront avoir aucun animal malfaisant, malodorant, malpropre ou criard.

b - Boutiques et magasins :

Les boutiques et réserves et autres locaux à destination commerciale pourront être utilisés à l'exercice de n'importe quel commerce ou industrie, à la condition que l'activité exercée ne nuise pas à la sécurité des immeubles et à la tranquillité des autres occupants, notamment par le bruit qui serait produit ou les odeurs qui seraient dégagées.

Les exploitants des locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée pourront utiliser la partie de terrain située au droit de leur lot pour y installer un éventaire dans les conditions déterminées à l'article 10 ci-après.

2 - Bruits - Troubles de voisinage -

L'usage des appareils de radiophonie et des électrophones est autorisé sous réserve de l'observation des règlements de ville et de police, et sous réserve également que le bruit en résultant ne soit pas perceptible par des voisins.

Tout bruit ou tapage, de quelque nature que ce soit, troublant la tranquillité des occupants, est formellement interdit, alors même qu'il aurait lieu dans l'intérieur des appartements.

Les co-propriétaires ne pourront faire ou laisser faire aucun travail avec ou sans machine et outils, de quelque genre que ce soit, qui soit de nature à nuire à la solidité d'un bâtiment ou à gêner leurs voisins par le bruit, l'odeur, les vibrations ou autrement.

3 - Utilisation des fenêtres et balcons -

Il ne pourra être étendu de linge aux fenêtres et balcons ; aucun objet ne pourra être posé sur le bord des fenêtres et balcons. Les vases à fleurs devront être fixés et reposer sur des dessous étanches, de nature à conserver l'excédent d'eau, pour ne pas détériorer les murs ni incommoder les voisins ou passants.

Les propriétaires des locaux bénéficiant d'un balcon seront tenus de procéder au déneigement des balcons chaque fois qu'il sera nécessaire, en respectant les règles de sécurité.

On devra se conformer aux règlements de police pour battre ou secouer les tapis et chiffons de nettoyage.

4 - Harmonie de l'ensemble immobilier -

a - Appartements :

Les fenêtres et persiennes, les garde-corps, balustrades, rampes et barres d'appui des balcons et fenêtres, même la peinture et, d'une façon générale, tout ce qui contribue à l'harmonie de l'ensemble de CHAMONIX-SUD, ne pourront être modifiés, bien que constituant une " *partie privative* ", que par décision de l'Union à laquelle doit adhérer le Syndicat ci-après constitué.

Il est précisé que même les travaux d'entretien de ces parties ainsi que ceux relatifs à l'entretien des façades des immeubles et autres parties communes, seront décidés par l'Union et que les frais seront inclus dans les charges communes générales.

La pose des stores est autorisée, sous réserve que la teinte figure au nombre de celles adoptées par l'Assemblée Générale du Syndicat principal.

Les tapis-brosses sur les paliers d'entrée, quoique fournis par chaque co-proprétaire, devront être d'un modèle unique arrêté par l'Assemblée Générale du Syndicat secondaire intéressé.

Les portes d'entrée des appartements ne pourront être modifiées qu'avec l'autorisation de l'Assemblée Générale du Syndicat secondaire intéressé.

Le tout devra être entretenu en bon état et aux frais de chacun des co-proprétaires.

b - Boutiques et magasins :

Toutes modifications à la devanture et la décoration extérieure des boutiques et magasins devront être agréées par le Syndic du Syndicat principal, et par l'architecte de l'immeuble.

5 - Antennes -

Une antenne collective radio et une antenne collective de télévision seront installées pour permettre la desserte de tous les appartements.

L'installation d'antennes individuelles extérieures ne sera pas autorisée.

6 - Plaques indicatrices -

a - Appartements :

Les personnes exerçant une profession libérale dans l'ensemble immobilier pourront apposer une plaque indiquant au public leur nom, leur profession et le lieu où elles exercent leur activité, savoir : à l'entrée de l'ensemble et à l'entrée du bâtiment dans lequel se trouvent situés leurs locaux professionnels. Le modèle et l'emplacement de chacune de ces deux catégories de plaques seront fixés par les Syndics du Syndicat principal et du Syndicat secondaire intéressé.

7 - Enseignes -

Il ne pourra être placé sur la façade des appartements aucune enseigne, réclame, lanterne ou écriteau quelconque, à l'exception de la publicité faite par la Société de promotion pendant la période de commercialisation des locaux construits par elle.

b - Boutiques et magasins :

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les occupants des boutiques et autres locaux commerciaux pourront placer des enseignes au droit de ceux-ci mais avec l'accord du Syndic du Syndicat principal et de l'architecte de l'immeuble.

8 - Réparation - Accès des ouvriers -

Les co-propriétaires devront souffrir, sans indemnité, l'exécution des réparations qui deviendraient nécessaires aux "parties communes", quelle qu'en soit la durée et, si besoin est, livrer accès aux architectes, entrepreneurs et ouvriers chargés de surveiller, conduire ou faire ces travaux.

9 - Libre accès -

En cas d'absence prolongée, tout occupant devra laisser les clés de son appartement au gardien ou à une personne résidant effectivement dans la commune de la situation de l'immeuble.

L'adresse de cette personne devra être portée à la connaissance du Syndic secondaire intéressé. Le détenteur des clés sera autorisé à pénétrer dans l'appartement en cas d'urgence.

L'occupant devra toujours laisser libre accès aux robinets, vannes, trappes d'accès ou de ramonage, canalisations, gaines diverses, etc... se trouvant dans son lot, quelle que soit la nature de celui-ci, afin de permettre la vérification, l'entretien ou la réparation d'un équipement collectif ou desservant un autre lot de co-propriété.

10 - Entretien des canalisations d'eau et robinetterie -

Afin d'éviter les fuites d'eau et les vibrations dans les canalisations, les robinets et chasses de cabinets d'aisances devront être maintenus en bon état de fonctionnement et les réparations exécutées sans retard.

Pendant les gelées, il ne pourra être jeté d'eau dans les conduits extérieurs d'évacuation.

11 - Responsabilité -

Tout co-propriétaire restera responsable, à l'égard des autres co-propriétaires, des conséquences dommageables entraînées, soit par le non respect des clauses du présent règlement de co-propriété, soit par sa faute ou sa négligence, et celle d'un de ses préposés, soit par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

12 - Surcharge des planchers -

Il ne pourra être placé ni entreposé aucun objet dont le poids excèderait la limite de charge des planchers, afin de ne pas compromettre leur solidité ou celle des murs et de ne pas détériorer ou lézarder les plafonds.

13 - Modifications intérieures des locaux -

Chaque co-propriétaire pourra modifier, comme bon lui semblera, la disposition intérieure de son appartement, mais il devra en aviser le Syndic du Syndicat secondaire intéressé. Celui-ci pourra exiger

que les travaux soient exécutés sous la surveillance de l'architecte qu'il désignera dont les honoraires seront à la charge du co-proprétaire faisant exécuter les travaux. Ce co-proprétaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas nuire à la solidité de l'immeuble, et il sera responsable de tous affaissements et dégradations qui se produiraient du fait de ces travaux.

14 - Terrasses -

Les co-proprétaires qui bénéficient de la jouissance exclusive des terrasses seront personnellement responsables de tous dommages, fissures, fuites, etc... provenant de leur fait, direct ou indirect, et des aménagements, plantations et installations quelconques qu'ils auraient effectués. Ils supporteront, en conséquence, tous les frais de remise en état qui s'avèreraient nécessaires en raison des dommages ci-dessus visés.

En cas de carence, les travaux pourront être commandés par le Syndic du Syndicat secondaire intéressé, aux frais de ces co-proprétaires.

En revanche, les gros travaux résultant d'une vétusté normale seront à la charge de la collectivité.

15 - Jardins -

Les co-proprétaires qui bénéficient de la jouissance exclusive de jardins devront en respecter l'aspect général. Ils ne pourront modifier les plantations sans l'accord du Syndic secondaire intéressé.

En cas de carence, les travaux d'entretien et de remise en état pourront être commandés, à leurs frais, par ledit Syndic.

Chapitre III

USAGE DES " PARTIES COMMUNES "

Article 10

Chacun des co-proprétaires usera librement des " parties communes " suivant leur destination, mais sans faire obstacle aux droits des autres co-proprétaires.

Aucun des co-proprétaires ou occupants de l'ensemble ne pourra encombrer les entrées, les vestibules, les coursives, paliers et escaliers, cours et autres endroits communs, ni laisser séjourner quoi que ce soit sur ces parties de l'ensemble.

Par dérogation, les exploitants des locaux commerciaux pourront utiliser sur une profondeur de 2,50 m le terrain situé au droit de leur lot et ce en dehors des passages réservés aux piétons pour y installer à titre précaire et temporaire un éventaire ou une terrasse pour débit de boissons ou restaurant, mais à la condition de suivre les directives du Syndic et moyennant une indemnité d'occupation dont le montant sera fixé par le Syndic du Syndicat Principal et approuvé par l'Assemblée Générale.

Les vestibules d'entrée ne pourront, en aucun cas, servir de garages de bicyclettes, de motocyclettes ou de voitures d'enfants.

Les personnes utilisant les ascenseurs devront se conformer aux dispositions d'usage et, spécialement, veiller à la fermeture des portes palières.

Il ne pourra être fait usage des ascenseurs pour monter les approvisionnements quels qu'ils soient. Les fournisseurs et ouvriers appelés à effectuer des travaux dans les bâtiments ne pourront également en faire usage.

Les tapis des escaliers, s'il en existe, pourront être enlevés tous les ans, en été, pendant une période de trois mois, pour le battage, sans que les co-propriétaires (et les locataires, s'il en existe) puissent réclamer une indemnité quelconque.

Les livraisons dans l'immeuble de provisions, matières sales ou encombrantes, etc... devront être faites le matin, avant dix heures.

Il ne devra être introduit dans l'immeuble aucune matière dangereuse, insalubre ou malodorante.

D'une manière générale, les co-propriétaires devront respecter toutes les servitudes qui grèvent ou qui pourront grever la propriété.

Chaque co-propriétaire sera personnellement responsable des dégradations faites aux parties communes, et, d'une manière générale, de toutes les conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à leur destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait de son locataire, de son personnel ou des personnes se rendant chez lui.

TITRE II

ETAT DE REPARTITION DES CHARGES

Article 11

Les dispositions du présent article ont pour objet :

- de définir les différentes catégories de charges,
- et pour chacune de ces catégories, de fixer :
 - . les lots entre lesquels elles doivent être réparties,
 - . et la quotité que devra en supporter chacun des lots.

1°) A moins de dispositions particulières fixées par l'acte de vente, l'acquéreur d'un lot devra supporter sa quote-part dans les charges de la co-propriété, à compter de la date de la notification, par le vendeur, de la mise à disposition de l'acquéreur du local vendu, à moins que l'acquéreur ne prenne possession des lieux sans attendre cette notification, dans ce cas l'acquéreur supportera lesdites charges à compter de son entrée dans les lieux.

2°) Selon les dispositions des articles 5 et 10 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, les charges seront réparties en deux types, tant pour les charges générales communes à tous les co-propriétaires que pour les charges afférentes à chacun des bâtiments, savoir :

Les frais d'assurance des immeubles construits.

Les frais de fonctionnement du Syndicat Principal, les honoraires du Syndic.

Une quote-part des frais de fonctionnement de l'Union de Syndicats et des frais d'entretien et de réparation des installations ou ouvrages dont l'Union aura la propriété ou la charge.

Les honoraires de l'architecte pour l'entretien courant des parties communes générales.

L'achat, l'entretien et le remplacement des poubelles, ou l'achat de sacs si ces derniers sont utilisés.

L'entretien et la réparation des locaux à l'usage des services communs généraux.

Les frais d'entretien et de remplacement de l'installation électrique à usage commun, la location, la pose et l'entretien des compteurs à usage collectif, pour l'ensemble des immeubles.

La présente énumération étant purement énonciative et non limitative.

2 - Répartition

Article 13

Les charges générales seront réparties entre les co-propriétaires au prorata des quotes-parts des parties communes contenues dans les lots et indiquées dans le tableau ci-annexé sous la colonne " Dépenses communes générales type 1 ".

Toutefois, les co-propriétaires qui aggraveraient les charges générales par leur fait, celui de leurs locataires ou de gens à leur service, supporteraient seuls les frais et dépenses ainsi occasionnés.

Il est rappelé ici que la décision des travaux intéressant l'aspect extérieur des bâtiments, appartient à l'Union de Syndicats de CHAMONIX-SUD, ainsi qu'il a été dit au 4 - de l'article 9 ci-dessus.

Chapitre II

FRAIS DE CONSOMMATION ELECTRIQUE

1 - Définition

Article 14

Ces frais comprennent uniquement le coût de l'électricité consommée.

2 - Répartition

Article 15

A - Consommation par l'ensemble des immeubles.

I - 1) Ces dépenses comprennent uniquement le coût de l'électricité consommée par :

I - CHARGES GENERALES TYPE I :

- gestion administrative,
- salaires et charges du gardien,
- entretien des parkings,
- nettoyage des parties communes,
- travaux de conservation, peinture, ravalement, aménagement et entretien des abords.

II - CHARGES GENERALES TYPE II :

- chauffage collectif de base,
- consommation électrique individuelle,
- eau chaude et froide.

Chapitre I

CHARGES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES CO-PROPRIETAIRES

1 - Définition

Article 12

Les charges communes à l'ensemble des co-propriétaires comprennent :

a) Impôts.

Les impôts, contributions et taxes, sous quelque forme et dénomination que ce soit, auxquels seront assujetties toutes les parties communes de l'ensemble et même ceux afférents aux parties privées, tant que en ce qui concerne ces derniers, le Service des Contributions directes ne les aura pas répartis entre les divers co-propriétaires.

b) Services communs de l'ensemble immobilier.

Les frais d'entretien et de réfection des espaces verts, des cours, allées et clôtures, ainsi que du réseau d'arrosage.

Les frais de balayage, de nettoyage et d'éclairage de la voirie et des espaces verts.

Les frais d'entretien et de réfection du réseau commun d'assainissement et de toutes installations communes et des ouvrages et aménagements d'intérêt commun.

Les frais d'entretien, de réparation et éventuellement de reconstruction des parkings.

Les salaires des personnes chargées du gardiennage, des travaux d'entretien et de réparation ci-dessus et les charges sociales y afférentes.

- le chauffage de base (pompe, etc ...),
- la production d'eau chaude (pompe, etc ...),
- l'éclairage des parties communes générales (éclairage extérieur),
- l'éclairage des parkings.

2) Répartition entre ces catégories :

Ces dépenses sont représentées par :

- chauffage de base et production d'eau chaude : 43 % de la dépense facturée par E.D.F.,
- éclairage extérieur : 20 %,
- éclairage des parkings : 37 %.

Chacune de ces rubriques de dépenses d'électricité est supportée pour :

a) Chauffage de base et production d'eau chaude (43 % de la dépense facturée par E.D.F.) :

Par tous les propriétaires de l'ensemble des lots, à l'exception des caves, des parkings, des lots fonciers, des commerces et des réserves, à savoir :

- pour le bâtiment B1 :
 - . entre les lots 30 à 40 inclus,
 - . entre les lots 43 à 54 inclus,
 - . entre les lots 57 à 107 inclus
- pour le bâtiment B2 :
 - . entre les lots 209 à 262 inclus.
- pour le bâtiment B3 :
 - . entre les lots 307 à 371 inclus.
- pour le bâtiment B4 :
 - . entre les lots 407 à 461 inclus.
- pour le bâtiment B5 :
 - . entre les lots 507 à 554 inclus.
- pour le bâtiment B6 :
 - . entre les lots 609 à 625 inclus.

Et ce, dans les proportions indiquées au tableau ci-annexé sous la colonne " E.D.F. 1 A ".

b) Eclairage extérieur (20 % de la dépense facturée par E.D.F.) :

Par tous les propriétaires des lots et ce, dans les propor-

tions indiquées au tableau ci-annexé sous la colonne " *Dépenses Générales type 2* ".

c) Parkings (37 % de la dépense facturée par E.D.F.)

Par tous les propriétaires des lots, à l'exception des lots :

- . 1 Parking,
- . 2 à 29 inclus,
- . 462 Lot foncier : terrasse,
- . 1.000 Lot foncier.

Et ce, jusqu'à la prise en charge de la gestion de ces parkings par l'Union de Syndicats, ainsi qu'il est dit à l'article ci-après, et ce dans la proportion indiquée sous la colonne " *Dépenses Générales type 2* ".

II - Consommation individuelle de tous les propriétaires de lot ne disposant pas d'un compteur E.D.F. individuel, à savoir les lots ci-dessous définis :

- pour le bâtiment B1 :
 - . entre les lots 30 à 40 inclus,
 - . entre les lots 43 à 54 inclus,
 - . entre les lots 57 à 61 inclus,
 - . entre les lots 71 à 79 inclus,
 - . entre les lots 89 à 93 inclus,
 - . entre les lots 100 à 102 inclus,
 - . le lot 107.
- pour le bâtiment B2 :
 - . entre les lots 209 à 262 inclus.
- pour le bâtiment B3 :
 - . entre les lots 307 à 371 inclus.
- pour le bâtiment B4 :
 - . entre les lots 407 à 461 inclus.
- pour le bâtiment B5 :
 - . entre les lots 507 à 554 inclus.
- pour le bâtiment B6 :
 - . entre les lots 609 à 625 inclus.

Et ce, dans les proportions indiquées au tableau ci-annexé sous la colonne " *E.D.F. 1 B* ".

B - Consommation par les propriétaires de chaque immeuble.

Ces dépenses comprennent uniquement le coût de l'électricité consommée dans chaque immeuble par :

a) l'ascenseur et la ventilation mécanique, chacun dans la proportion de :

- ascenseur : 71 %,
- ventilation mécanique : 29 %,

de la consommation relevée par immeuble pour l'ensemble de ces deux rubriques, et ce dans les proportions indiquées dans le tableau ci-annexé sous la rubrique :

- Ventilation mécanique : colonne " *Dépenses par immeuble type 2* ",
- Ascenseur : colonne " *Dépenses par immeuble type 2 - Ascenseur* ",

Entre tous les lots de chaque immeuble, à l'exception des lots :

- 1 : Parking,
- 2 à 29 : Caves,
- 462 : Terrasse,
- 1.000 : Lot foncier.

b) l'éclairage des parties communes de chaque immeuble :

La consommation relevée par immeuble sera répartie entre tous les lots à l'exception des lots :

- 1 : Parking,
- 2 à 29 : Caves,
- 462 : Terrasse,
- 1.000 : Lot foncier,

Et ce, dans les proportions indiquées dans le tableau ci-annexé sous la colonne " *Dépenses par immeuble type 2* ".

FRAIS DE CHAUFFAGE ET D'EAU CHAUDE

Article 16

1 - Définition

Indépendamment des frais de consommation d'électricité définis ci-dessus, les dépenses nécessitées par le chauffage de base et la production d'eau chaude comprennent :

- la fourniture du fuel domestique,
- l'entretien, la réparation et même le remplacement des différents éléments de l'installation de chauffage collectif de base et d'eau chaude.

2 - Répartition

Les charges de chauffage et de production d'eau chaude seront réparties entre les propriétaires des lots désignés à l'article 15 paragraphe A I 2 a (Consommation électrique, chauffage de base et production d'eau chaude).

CHARGES D'EAU FROIDE ET CHAUDE

Article 17

1 - Définition

Les charges d'eau comprennent le prix de l'eau froide consommée par les occupants de chaque lot (habitations et commerces), l'entretien et les réparations éventuelles des installations communes d'eau froide et chaude et le coût de l'électricité consommée.

2 - Mise en application

Les charges d'eau ne seront considérées comme charges spéciales que si la pose obligatoire des compteurs individuels dans chaque local (appartement ou commerce) est décidée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité prévue à la section " Voix et majorité " du présent règlement.

Dans cette hypothèse, les charges de frais d'installation seraient considérées comme " Dépenses générales type 1 ".

Jusqu'à l'installation dans la totalité des lots des compteurs individuels, les charges d'eau froide et chaude seront réparties entre les co-propriétaires dans la proportion indiquée au tableau " Dépenses générales type 2 Eau ".

3 - Contribution

Dans l'hypothèse où la pose obligatoire de compteurs individuels serait décidée, chaque co-propriétaire supportera les dépenses correspondant à la consommation d'eau froide indiquée par le compteur individuel installé dans son local quel que soit l'occupant.

La différence susceptible d'exister entre, d'une part, le total des consommations individuelles. et d'autre part, le total de celles relevées au compteur général de l'ensemble, sera répartie au prorata des consommations individuelles, à moins que la Compagnie des Eaux n'accepte de traiter directement avec chaque co-propriétaire.

CHARGES D'ENTRETIEN, DE RÉFECTION ET DE RÉPARATION

DES PARKINGS

Article 18

1 - Définition

Les charges d'entretien, de réfection et de réparation des aires de stationnement comprennent :

- les frais de balayage et de nettoyage des aires de stationnement,

- les dépenses entraînées par l'entretien, la réparation, la remise en état du revêtement et s'il y a lieu des soubassements ainsi que celles afférentes au local à usage de garage qui comprendront en outre, l'entretien, la réparation et éventuellement, la réfection des murs et du sol dudit local de la dalle formant le toit des garages, et du revêtement des rampes d'accès, exclusion étant faite des poteaux qui traversent ledit local, en vue de supporter respectivement la superstructure des bâtiments 1 à 6 inclus.

2 - Répartition

Les charges d'entretien, de réparation et de réfection des aires de stationnement seront supportées par l'Union de Syndicats lorsque la propriété des lots correspondants lui aura été transférée.

Jusqu'à ce transfert de propriété, lesdites charges seront considérées comme des charges générales et supportées par tous les co-propriétaires, dans la proportion indiquée au tableau ci-annexé colonne " *Dépenses Générales type 1* ".

Chapitre III

CHARGES PARTICULIERES AUX CO-PROPRIETAIRES

MEMBRES DU SYNDICAT SECONDAIRE 1

Article 19

Sont particuliers aux co-propriétaires, membres du Syndicat Secondaire 1 (sauf la participation le cas échéant des charges générales) :

- a) les frais de fonctionnement du Syndicat Secondaire 1,
- b) les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction des bâtiments,
- c) les frais afférents aux escaliers et au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement de l'ascenseur situés dans le bâtiment B1.

§ 1 - Frais de fonctionnement du Syndicat Secondaire 1

1 - Définition

Article 20

Ces dépenses comprennent :

- a) les frais de fonctionnement du Syndicat Secondaire 1, notamment les honoraires du Syndic, les frais d'administration de la co-propriété.

b) les primes d'assurances énumérées au chapitre relatif aux " assurances ". Toutefois, toutes surprimes résultant du fait de la profession ou des agissements d'un co-proprétaire, lui incomberont personnellement et devront être remboursés par lui,

c) les honoraires des architectes et avocats, au cas où il serait fait appel à leurs services ou conseils. Toutefois, dans le cas où leur intervention serait nécessitée par les agissements d'un co-proprétaire, lesdits honoraires lui incomberaient personnellement et devraient être remboursés uniquement par lui,

d) d'une manière générale, toutes les charges ou dépenses faites dans l'intérêt commun, même non prévues aux présentes, l'énumération ci-dessus étant énonciative et non limitative.

2 - Répartition

Article 21

Les dépenses énumérées à l'article précédent seront réparties entre tous les co-proprétaires membres du Syndicat Secondaire I, à savoir les co-proprétaires des lots numéros 2 à 107 inclus et ce dans les proportions indiquées dans la colonne " Dépenses par immeuble type 1 - Bâtiment B1 ".

§ 2 - Charges d'entretien, de réparation et de reconstruction du bâtiment B1

1 - Définition

Article 22

Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction du bâtiment B1 comprennent :

- les frais de réparations de toute nature, grosses ou menues, à faire aux gros murs (sauf cependant les menues réparations à faire aux gros murs à l'intérieur des appartements), à la toiture, aux têtes de cheminées, aux canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, aux tuyaux du tout-à-l'égout, à ceux d'écoulement des eaux pluviales, à ceux conduisant les eaux ménagères jusqu'au collecteur d'assainissement (sauf pour les parties intérieures à l'usage exclusif et particulier de chaque appartement ou locaux en dépendant), aux vide-ordures, à la porte d'entrée, aux portiers électroniques, à la descente et aux couloirs des caves et garages,

- les dépenses entraînées par le ravalement intérieur des cages d'escaliers et de leurs paliers, l'entretien et même le remplacement des tapis posés dans les entrées ou les escaliers principaux (mais non ceux des portes palières qui sont personnels aux propriétaires), les réparations nécessitées par l'usure des marches d'escaliers et des revêtements des circulations communes,

- les dépenses entraînées par le dégorgement des canalisations d'eau, des colonnes vide-ordures, des gaines de ventilation communes de l'immeuble,

- les dépenses de ravalement des façades auxquels s'ajoutent, mais seulement lorsqu'ils seront la conséquence d'un ravalement général, les frais de peinture et de réparation des extérieurs des fenêtres, des persiennes, des garde-corps et fenêtres de chaque appartement, bien que ces choses soient " parties privatives ",

- l'entretien et le remplacement des antennes de radio-télévision et des câbles jusqu'au branchement concernant chaque lot,

- les frais d'éclairage et de nettoyage des escaliers, couloirs, hall d'entrée, locaux communs du bâtiment B1,

- et, d'une manière générale, tous frais directs ou indirects d'entretien, de réparation ou de reconstruction du bâtiment B1.

2 - Répartition

Article 23

Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction du bâtiment B1 seront réparties entre les propriétaires, savoir :

- des lots numéros 2 à 107,

dans les proportions indiquées au tableau ci-annexé sous la colonne " Dépenses par immeuble type 1 - Bâtiment B1 ".

Les lots non compris dans la présente répartition n'y participeront en rien.

§ 3 - Frais afférents à l'escalier et au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement de l'ascenseur situé dans le Bâtiment B1

1 - Définition

Article 24

Les charges afférentes à l'escalier et à l'ascenseur du bâtiment B1 comprennent :

- les dépenses entraînées par le ravalement intérieur de la cage d'escalier et de ses paliers,

- toutes les dépenses entraînées par l'entretien, les réparations grosses ou menues et même le remplacement de l'ascenseur et accessoires, y compris les câbles et le moteur, et des tapis posés dans l'escalier (mais non ceux des portes palières qui sont personnels aux propriétaires),

- les réparations nécessitées par l'usure des marches des escaliers.

- les frais de consommation d'électricité occasionnés par son fonctionnement et éventuellement le coût de la location des compteurs,

- la prime de l'assurance qui pourrait être souscrite contre les accidents.

2 - Répartition

Article 25

Les charges afférentes à l'ascenseur du bâtiment B1 seront réparties entre les propriétaires, savoir :

- des lots numéros 30 à 40,
- des lots numéros 43 à 54,
- des lots numéros 57 à 107,

dans les proportions indiquées au tableau ci-annexé sous la colonne " Dépenses par immeuble - Ascenseur B1 ".

Les lots non compris dans la présente répartition n'y participeront en rien.

Chapitre IV

CHARGES PARTICULIERES AUX CO-PROPRIETAIRES

MEMBRES DU SYNDICAT SECONDAIRE II

Article 26

Sont particuliers aux co-propriétaires, membres du Syndicat Secondaire II (sauf la participation le cas échéant des charges générales) :

- a) les frais de fonctionnement du Syndicat Secondaire II,
- b) les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction des bâtiments B2, B3, B4, B5 et B6,
- c) les frais afférents au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des ascenseurs situés dans ces bâtiments.

§ 1 - Frais de fonctionnement
du Syndicat Secondaire II

1 - Définition

Article 27

Ces dépenses comprennent :

- a) les frais de fonctionnement du Syndicat Secondaire II, notamment les honoraires du Syndic, les frais d'administration de la co-propriété,
- b) les primes d'assurances énumérées au chapitre relatif aux " assurances ". Toutefois, toutes surprimes résultant du fait de la profession ou des agissements d'un co-propriétaire, lui incomberont personnellement et devront être remboursés par lui,
- c) les honoraires des architectes et avocats, au cas où il serait fait appel à leurs services ou conseils. Toutefois, dans le

cas où leur intervention serait nécessitée par les agissements d'un co-proprétaire, lesdits honoraires lui incomberaient personnellement et devraient être remboursés uniquement par lui,

d) d'une manière générale, toutes les charges ou dépenses faites dans l'intérêt commun, même non prévues aux présentes, l'énumération ci-dessus étant énonciative et non limitative.

2 - Répartition

Article 28

Les dépenses énumérées à l'article précédent seront réparties entre tous les co-proprétaires, membres du Syndicat Secondaire II, à savoir les propriétaires :

- des lots numéros 200 à 262,
- des lots numéros 300 à 371,
- des lots numéros 400 à 462,
- des lots numéros 500 à 554,
- des lots numéros 600 à 625,
- du lot unique numéro 1.000,

dans les proportions définies pour chaque bâtiment dans le tableau ci-annexé sous la colonne " Dépenses par immeuble type 1 ".

§ 2 - Charges d'entretien, de réparation et de reconstruction des Bâtiments B2, B3, B4, B5 et B6

1 - Définition

Article 29

Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction des bâtiments B2, B3, B4, B5 et B6 comprennent :

- les frais de réparation de toute nature, grosses ou menues à faire aux gros murs (sauf cependant les menues réparations à faire aux gros murs à l'intérieur des appartements), à la toiture, aux têtes de cheminées, aux canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, aux tuyaux du tout-à-l'égout, à ceux d'écoulement des eaux pluviales, à ceux conduisant les eaux ménagères jusqu'au collecteur d'assainissement (sauf pour les parties intérieures à l'usage exclusif et particulier de chaque appartement ou locaux en dépendant), aux vide-ordures, à la porte d'entrée, aux portiers électroniques, à la descente et aux couloirs des caves et garages,

- les dépenses entraînées par le ravalement intérieur des cages d'escaliers et de leurs paliers, l'entretien et même le remplacement des tapis posés dans les entrées ou les escaliers princi-

paux (mais non ceux des portes palières qui sont personnels aux propriétaires), les réparations nécessitées par l'usure des marches d'escaliers et des revêtements des circulations communes,

- les dépenses entraînées par le dégorgement des canalisations d'eau, des colonnes vide-ordures, des gaines de ventilation communes de l'immeuble,

- les dépenses de ravalement des façades auxquelles s'ajouteront, mais seulement lorsqu'ils seront la conséquence d'un ravalement général, les frais de peinture et des garde-corps et fenêtres de chaque appartement, bien que ces choses soient "*parties privatives*",

- l'entretien et le remplacement des antennes de radio-télévision et des câbles jusqu'au branchement concernant chaque lot,

- les frais d'éclairage et de nettoyage de l'escalier, couloir, hall d'entrée, locaux communs,

- et, d'une manière générale, tous frais directs ou indirects d'entretien, de réparation ou de reconstruction du bâtiment.

2 - Répartition

Article 30

Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction du bâtiment seront réparties entre les mêmes propriétaires et dans les mêmes proportions que celles définies à l'article 28.

Les lots non compris dans la présente répartition n'y participeront en rien.

§ 3 - Charges afférentes aux escaliers, coursives, au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des ascenseurs des Bâtiments B2, B3, B4, B5 et B6

1 - Définition

Article 31

Les charges afférentes à l'escalier et à l'ascenseur de chaque bâtiment comprennent :

- les dépenses entraînées par le ravalement intérieur de la cage d'escalier et de ses paliers,

- toutes les dépenses entraînées par l'entretien, les réparations grosses et menues et même le remplacement de l'ascenseur et accessoires, y compris les câbles et le moteur, et des tapis posés dans l'escalier (mais non ceux des portes palières qui sont personnels aux propriétaires),

- les réparations nécessitées par l'usure des marches des escaliers,

- les frais de consommation d'électricité occasionnés par son fonctionnement et éventuellement le coût de la location des compteurs,

- la prime de l'assurance qui pourrait être souscrite contre les accidents.

2 - Répartition

Article 32

Les charges afférentes aux ascenseurs des bâtiments B2, B3, B4, B5 et B6 seront réparties entre les propriétaires de chaque bâtiment concerné et titulaires des lots :

- numéros 209 à 262,
- numéros 307 à 371,
- numéros 403 à 461,
- numéros 507 à 554,
- numéros 609 à 625,

dans les proportions indiquées pour chaque bâtiment au tableau ci-annexé sous la colonne " *Dépenses ascenseur* ".

Les lots non compris dans la présente répartition n'y participeront en rien.

Chapitre V

REPRISE DES VESTIGES

Article 33

En cas de réparation, de reconstitution d'un élément d'équipement ou de reconstruction d'un corps de bâtiment, la valeur de reprise ou le produit de la vente des vieux matériaux ou vestiges bénéficiera aux seuls co-propriétaires qui auront à supporter les frais des travaux.

TITRE III

MUTATIONS DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE

CONSTITUTION DE DROITS REELS SUR LES PARTIES PRIVATIVES

Chapitre I

OPPOSABILITE DU REGLEMENT DE CO-PROPRIETE AUX TIERS

Article 34

Le présent règlement de co-propriété et les modifications qui pourraient y être apportées seront, à compter de leur publication au fichier immobilier, opposables aux ayants cause à titre particulier des co-propriétaires.

Article 35

Quand bien même le présent règlement de co-propriété et ses éventuels modificatifs n'auraient pas été publiés, ils seraient néanmoins opposables auxdits ayants cause qui, après en avoir eu préalablement connaissance, auraient adhéré aux obligations en résultant.

Les dispositions ci-dessus rapportées s'appliquent à l'état descriptif de division et à ses modificatifs.

Chapitre II

MUTATION DE PROPRIETE

Article 36

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent non seulement aux mutations qui portent sur le droit de propriété mais encore à celles qui ont pour objet l'un de ses démembrements, c'est-à-dire la nue-propriété, l'usufruit et les droits d'usage ou d'habitation.

Section 1

COMMUNICATION DU REGLEMENT DE CO-PROPRIETE

ET DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Article 37

Documents publiés

Le règlement de co-propriété et ses modificatifs qui auront été effectivement publiés à l'époque où sera dressé un acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, devront être, préalablement à la régularisation de l'acte, portés à la connaissance du nouveau propriétaire

ou du nouveau titulaire des droits cédés. Mention expresse devra en être portée à l'acte. Le tout à peine d'engager, le cas échéant, la responsabilité du disposant envers le nouveau propriétaire ou le cessionnaire.

Article 38

Documents non encore publiés

Les prescriptions qui figurent à l'article précédent devront être suivies à l'égard du règlement de co-propriété et de ses modificatifs qui n'auront pas encore été publiés au moment où sera dressé un acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot. En outre, le disposant devra exiger du nouveau propriétaire ou du cessionnaire, qu'il adhère, aux termes de l'acte, aux obligations susceptibles de résulter des documents non encore publiés. Le tout à peine d'engager, le cas échéant, la responsabilité du disposant vis-à-vis du Syndicat principal et du Syndicat secondaire dont il est membre.

Article 39

Les dispositions contenues dans les deux articles précédents s'appliquent à l'état descriptif de division et à ses modificatifs.

Section 2

MUTATIONS DE PROPRIETE ET CHARGES

1 - Obligation aux charges

Article 40

En cas de mutation, l'ancien propriétaire est tenu du paiement de toutes les créances syndicales qui, à la date de la mutation sont liquides et exigibles, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif. L'ancien co-propiétaire ne peut exiger la restitution, même partielle, de sommes versées à titre d'avance ou de provisions.

Article 41

Le nouveau co-propiétaire est tenu au paiement des créances syndicales qui deviennent liquides et exigibles après la mutation, sauf comptes à faire entre l'ancien et le nouveau propriétaire, directement entre eux, en ce qui concerne la répartition entre eux, des créances ainsi payées sans que le Syndicat principal et le Syndicat secondaire dont il est membre puisse être recherché à ce sujet.

Article 42

Les sommes restant disponibles sur les provisions versées par l'ancien co-propiétaire sont imputées sur ce dont le nouveau co-propiétaire devient débiteur envers le Syndicat principal et le Syndicat secondaire dont il est membre.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront à toutes les mutations, qu'elles aient lieu à titre particulier ou à titre universel, à titre gratuit ou à titre onéreux.

2 - Information des parties

Article 43

En vue de l'information des parties, le Syndic du Syndicat principal et le Syndic du Syndicat secondaire dont le cédant est membre, peuvent être requis de délivrer un état daté indiquant, d'une manière même approximative, et sous réserve de l'apurement des comptes :

a - les sommes qui correspondent à la quote-part du cédant :

. dans les charges dont le montant n'est pas encore liquidé ou devenu exigible à l'encontre du Syndicat,

. dans les charges qui résulteront d'une décision antérieurement prise par l'Assemblée Générale, mais non encore exécutée,

b - éventuellement, le solde des versements effectués par le cédant à titre d'avance ou de provision.

La réquisition de délivrer cet état peut être faite lorsqu'est envisagé un acte conventionnel devant réaliser ou constater le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot. Elle peut émaner du Notaire chargé de recevoir l'acte ou du co-proprétaire qui se propose de disposer de son droit en tout ou en partie. Quel que soit le réquérant, chaque Syndic adresse l'état au Notaire chargé de recevoir l'acte.

3 - Mutations à titre onéreux

Droits d'opposition des Syndicats

à la remise des fonds

Article 44

Lors de la mutation à titre onéreux d'un lot ou d'une fraction de lot, le vendeur doit présenter au Notaire deux certificats ayant moins d'un mois de date, émanant respectivement du Syndic du Syndicat principal et du Syndic du Syndicat secondaire, dont relève le lot muté et attestant que le vendeur est libre de toute obligation à l'égard desdits Syndicats.

Article 45

A défaut de présentation du certificat devant émaner, soit du Syndic du Syndicat principal, soit du Syndic du Syndicat secondaire, la mutation devra, en vertu de l'article 20 de la loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, être notifiée au Syndic dont le certificat n'aura pas été représenté.

Si aucun des deux certificats prévus à l'article précédent n'est représenté, la mutation devra être notifiée au Syndic du Syndicat principal et au Syndic du Syndicat secondaire.

Article 46

Les notifications prévues à l'article précédent seront faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la diligence de l'acquéreur.

Article 47

Le Syndic auquel une mutation a été notifiée en conformité des articles précédents peut, dans un délai de huit jours à compter de la réception de ladite notification, former au domicile élu, par acte extrajudiciaire, opposition au versement des fonds pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire au Syndicat qu'il représente. Cette opposition, à peine de nullité, énoncera le montant et les causes de la créance et contiendra élection de domicile dans le ressort du Tribunal de Grande Instance de la situation de l'immeuble. Aucun paiement ou transfert amiable ou judiciaire de tout ou partie du prix ne sera opposable au Syndic ayant fait opposition dans ledit délai.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, il n'est tenu compte que des créances du Syndicat effectivement liquides et exigibles à la date de la mutation.

Lorsqu'un Syndic s'est opposé, dans les conditions ci-dessus prévues, au paiement du prix de vente d'un lot, ou d'une fraction de lot, pour une créance inférieure au montant de ce prix, les effets de l'opposition ainsi formée peuvent être limités, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, conformément aux dispositions de l'article 567 du Code de Procédure Civile, au montant des sommes restant dues au Syndicat par l'ancien propriétaire.

Section 3

NOTIFICATION DES MUTATIONS

ELECTION DE DOMICILE

Article 48

Notification des mutations

Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit, de nue-propriété, d'usage ou d'habitation, tout transfert de l'un de ces droits est notifié, sans délai, au Syndic du Syndicat principal et au Syndic du Syndicat secondaire, soit par les parties, soit par le Notaire qui établit l'acte, soit par l'Avoué qui a obtenu la décision judiciaire, acte ou décision qui suivant le cas, réalise, atteste, constate ce transfert ou cette constitution.

Cette notification comporte la désignation du lot ou de la fraction de lot intéressée, ainsi que l'indication des nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur ou du titulaire de droit et, le cas échéant, du mandataire commun prévu à l'article 82 du présent règlement.

Article 49

Election de domicile par les nouveaux co-propriétaires

Tout nouveau co-propriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nue-propriété sur un lot ou une fraction de lot, doit notifier au Syndic du Syndicat principal et au Syndic du Syndicat secondaire, son domicile réel ou élu en France Métropolitaine, faute de quoi ce domicile sera considéré de plein droit comme étant élu à l'adresse de l'ensemble immobilier.

Section 4

MODIFICATION DES LOTS

Article 50

Les co-propriétaires pourront échanger entre eux des éléments détachés de leurs lots ou en céder aux propriétaires voisins, ou encore, diviser leurs locaux en plusieurs lots. Ils auront la faculté de modifier en conséquence la quote-part des charges de toute nature afférente aux locaux en question, à la condition que le total reste inchangé.

Toutefois, la nouvelle répartition des charges résultant des modifications ainsi effectuées sera, par application de l'article 11 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, soumise à l'approbation de l'Assemblée statuant à la majorité prévue par l'article 11 du présent règlement.

Bien entendu, tout co-propriétaire de plusieurs lots jouira de la faculté de modifier la composition de ses lots mais sous les mêmes conditions.

Toute modification des lots devra faire l'objet d'un acte modificatif de l'état descriptif de division.

En cas de division d'un lot, cet acte attribuera un numéro nouveau à chacune des parties du lot divisé, lesquelles formeront autant de lots distincts.

De même, en cas de réunion de plusieurs lots pour former un lot unique, l'acte modificatif attribuera à ce dernier un nouveau numéro. Toutefois, la réunion de plusieurs lots en un lot unique ne pourra avoir lieu que si cette réunion est susceptible d'être publiée au fichier immobilier, ce qui implique que les lots réunis ne soient pas grevés de droits ou charges différents publiés au fichier immobilier.

La réunion en un seul local de deux locaux contigus, appartenant à un même propriétaire, pourra être réalisée sans autorisation de l'Assemblée, mais sous les réserves ci-dessus et dans ce cas, le co-propriétaire intéressé aura la faculté d'incorporer la jouissance du palier principal dans les parties privatives, à condition que ce palier ne desserve aucun autre lot ou partie commune, à charge par lui de supporter le coût des modifications techniques qui pourront être nécessaires.

Il en sera de même lorsqu'un seul lot sera desservi par un seul palier ou sera situé à l'extrémité d'un couloir.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes ci-dessus, les modifications n'entraîneront pas de modification des charges.

Tous les travaux qui seront exécutés aux divers cas visés sous le présent titre, devront être effectués sous la surveillance de l'architecte de la maison, dont les honoraires seront à la charge du propriétaire intéressé. Ce dernier devra s'adresser aux entrepreneurs agréés par le Syndic pour tous travaux de maçonnerie, plomberie, fumisterie. Il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas nuire à la solidité de l'immeuble et sera responsable de tous affaissements et dégradations qui se produiraient du fait de ces travaux et de leurs suites.

Les numéros désignant les nouveaux lots seront pris à la suite des numéros existants, selon les modalités suivantes :

- pour le bâtiment B1, dans la série comprise entre 2 et 199,
- pour le bâtiment B2, dans la série comprise entre 200 et 299,
- pour le bâtiment B3, dans la série comprise entre 300 et 399,
- pour le bâtiment B4, dans la série comprise entre 400 et 499,
- pour le bâtiment B5, dans la série comprise entre 500 et 599,
- pour le bâtiment B6, dans la série comprise entre 600 et 699.

Dans l'intérêt commun des futurs co-propriétaires ou de leurs ayants cause, il est stipulé qu'au cas où l'état descriptif de division ou le règlement de co-propriété viendrait à être modifié, une expédition de l'acte modificatif rapportant la mention de publicité foncière, devra être remise :

1°) - Au Syndic du Syndicat principal et au Syndic du Syndicat secondaire intéressés, alors en fonction,

2°) - Au Notaire détenteur de l'original des présentes, ou à son successeur, pour en être effectué le dépôt en suite de celles-ci au rang de ses minutes.

Le coût de ces expéditions et de l'acte de dépôt au rang des minutes dudit Notaire sera à la charge du ou des co-propriétaires ayant opéré cette modification.

Chapitre III

LOCATIONS

Article 51

Le co-propriétaire qui consentira une location de son lot devra donner connaissance au locataire des articles 9 et 10 du présent règlement et l'obliger à exécuter les prescriptions de ces articles.

Article 52

Le co-propriétaire bailleur restera solidairement responsable du fait ou de la faute de ses locataires ou sous-locataires. Il demeurera seul redevable de la quote-part afférente à son lot dans les charges définies au présent règlement comme s'il occupait personnellement les lieux loués.

Article 53

Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux autorisations d'occuper qui ne constitueraient pas des locations.

Chapitre IV

CONSTITUTION DE DROITS REELS

Article 54

Communication du règlement de co-propriété
et de l'état descriptif de division

Par application de l'article 4 du décret numéro 67-223 du dix sept mars mil neuf cent soixante sept, tout acte conventionnel réalisant ou constatant la constitution d'un droit réel sur un lot ou une fraction de lot, doit mentionner expressément que le titulaire du droit a eu préalablement connaissance, s'ils ont été publiés, dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, du règlement de co-propriété ainsi que des actes qui l'ont modifié.

Il en est de même en ce qui concerne l'état descriptif de division et les actes qui l'ont modifié, lorsqu'ils existent et ont été publiés.

TITRE IV

ADMINISTRATION DES PARTIES COMMUNES

Article 55

Syndicat principal
et Syndicats secondaires

L'administration de l'ensemble immobilier est assurée par un Syndicat principal et deux Syndicats secondaires.

Article 56

Objet du Syndicat principal

Le Syndicat principal a pour objet d'assurer la gestion, l'entretien et l'amélioration des parties communes générales ainsi que le fonctionnement des services communs à tous les co-propriétaires.

Le Syndicat principal a, en outre, pour objet, de veiller au respect des dispositions du règlement de co-propriété écrites dans l'intérêt commun de tous les co-propriétaires, ainsi que de maintenir l'harmonie générale des bâtiments composant l'ensemble immobilier.

Article 57

Objet des Syndicats secondaires

I - Les Syndicats secondaires ont pour objet d'assurer la gestion, l'entretien et l'amélioration interne, savoir :

- le Syndicat secondaire I : du bâtiment B1,
- le Syndicat secondaire II : des bâtiments B2, B3, B4, B5 et B6.

Toutefois, la décision de procéder au ravalement général des façades est de la compétence du Syndicat principal.

Chaque Syndicat secondaire peut décider le ravalement des bâtiments dont il a la charge, en respectant l'harmonie de l'ensemble immobilier.

II - En outre, chacun de ces Syndicats assure le fonctionnement des éléments d'équipement et des services propres à ceux des bâtiments dont l'administration forme son objet.

III - L'objet d'un ou plusieurs Syndicats secondaires peut être étendu dans les conditions prévues à l'article 27 de la loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

Article 58

Application des titres IV et V du présent règlement à chacun des Syndicats

Les dispositions du présent titre, ainsi que celles du titre V s'appliquent indistinctement au Syndicat principal et à chacun des Syndicats secondaires, à l'exception de celles où il est spécialement indiqué que leur application est limitée à un Syndicat déterminé.

Chapitre I

SYNDICATS

Article 59

Les Syndicats sont dotés de la personnalité civile.

Ils ont qualité pour agir en justice, tant en demandant qu'en défendant, même les uns contre les autres ou contre certains des co-propriétaires.

Ils peuvent modifier le présent règlement de co-propriété comme il sera dit au chapitre I du titre V.

Article 60

Les décisions qui sont de la compétence d'un Syndicat sont prises par l'Assemblée des co-propriétaires le composant. Elles sont exécutées par le Syndic, comme il sera expliqué plus loin.

Article 61

Les Syndicats sont régis par la loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante cinq et le décret numéro 67-223 du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

Article 62

Les Syndicats doivent comprendre au moins deux co-propriétaires. Chaque Syndicat prendra naissance dès que cette situation sera réalisée. Si elle venait à cesser, le Syndicat prendrait fin.

Article 63

Le siège de chaque Syndicat est situé au cabinet du Syndic.

Chapitre II

ASSEMBLEES GENERALES DE CO-PROPRIETAIRES

Section 1

EPOQUE DES REUNIONS

Article 64

Les co-propriétaires composant un Syndicat se réuniront en Assemblée Générale au plus tard trois mois après la date à laquelle ce Syndicat aura pris naissance.

Article 65

Dans cette première réunion, l'Assemblée nommera le Syndic, fixera le chiffre de sa rémunération et arrêtera le budget prévisionnel pour le temps restant à courir sur l'exercice en cours.

Article 66

L'Assemblée des co-propriétaires se réunit au moins une fois par an.

Article 67

L'Assemblée Générale peut être réunie extraordinairement par le Syndic aussi souvent qu'il le jugera utile.

Le Syndic devra convoquer l'Assemblée Générale chaque fois qu'il en sera requis par le Conseil Syndical ou par un ou plusieurs co-propriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les co-propriétaires.

Section 2

CONVOCATIONS

1 - Personnes habilitées à convoquer l'Assemblée

Article 68

Le Syndic convoque l'Assemblée Générale.

Article 69

Le Président du Conseil Syndical est en droit de convoquer l'Assemblée Générale après avoir mis le Syndic en demeure de le faire en précisant les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée est demandée, et si cette mise en demeure est restée infructueuse pendant plus de huit jours.

Article 70

Un ou plusieurs co-propriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les co-propriétaires peuvent provoquer la réunion de l'Assemblée Générale des co-propriétaires membres de ce Syndicat.

Ils en font la demande au Syndic en précisant les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée est demandée. Cette demande vaut mise en demeure au Syndic.

Si la mise en demeure au Syndic ainsi effectuée reste infructueuse pendant plus de huit jours, tout co-propriétaire adresse une nouvelle demande au Président du Conseil Syndical. Cette demande précise les questions dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée. Elle vaut mise en demeure du Président du Conseil Syndical.

Si cette nouvelle demande reste infructueuse pendant plus de huit jours, tout co-propriétaire peut provoquer la convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept. Conformément à ce texte, le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en matière de référé peut à la requête de tout co-propriétaire, habiliter un co-propriétaire ou un mandataire de justice à l'effet de convoquer l'Assemblée Générale. Dans ce cas, il peut charger ce mandataire de présider l'Assemblée. L'assignation est délivrée au Syndic et, le cas échéant, au Président du Conseil Syndical.

Dans le cas où le Conseil Syndical ne serait pas pourvu d'un Président, tout co-propriétaire pourrait provoquer la convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept, une fois expiré le délai de huit jours qui suit la mise en demeure au Syndic.

2 - Contenu des convocations - Documents annexes

Article 71

La convocation contient l'indication des lieu, date et heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour, lequel précise chacune des questions soumises à la délibération de l'Assemblée.

Article 72

Sont notifiés au plus tard en même temps que l'ordre du jour :

1°) - Le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé, un état des dettes et créances et la situation de la trésorerie, lorsque l'Assemblée est appelée à approuver les comptes ;

2°) - Le budget prévisionnel accompagné des documents prévus au 1° ci-dessus, lorsque l'Assemblée est appelée à voter les crédits du prochain exercice ;

3°) - Le projet de règlement de co-propriété, de l'état descriptif de division, de l'état de répartition des charges ou le projet de modification desdits actes, lorsque l'Assemblée est appelée, suivant le cas, à établir ou à modifier ces actes, notamment s'il est fait application des articles 149a, 50 (alinéa 2), 149b et 145 du présent règlement et de l'article 27, 28 et 30 (alinéa 3) de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, visés à l'article 156 du présent règlement ;

4°) - Les conditions essentielles du contrat proposé, lorsque l'Assemblée est appelée à approuver ou à autoriser une transaction, un devis ou un marché pour la réalisation des travaux ou l'un des contrats visés aux articles 153, 150, 152, 120 et 130 du présent règlement ;

5°) - Le projet de résolution, lorsque est appelée à statuer sur l'une des questions visées aux articles 132 (alinéa 2), 92 et 91c du présent règlement, aux articles 30 (alinéas 1 et 2), 35,37 (alinéas 3 et 4) et 39 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, ou à autoriser, s'il y a lieu, le Syndic à introduire une demande en justice.

3 - Ordre du jour complémentaire

Article 73

Dans les six jours de la convocation, tout co-propriétaire ou le Conseil Syndical peut notifier à la personne qui a convoqué l'Assemblée, les questions dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.

Celui qui fait usage de cette faculté doit, en même temps, notifier à la personne qui a convoqué l'Assemblée Générale, le ou les documents prévus à l'article précédent qui correspondent à la question sur laquelle il est demandé que l'Assemblée soit appelée à statuer.

La personne qui convoque l'Assemblée Générale doit notifier aux membres de cette Assemblée, cinq jours au moins avant la date de la réunion, un état des questions dont l'inscription à l'ordre du jour a été requise.

Elle doit, en même temps, notifier aux mêmes personnes les documents annexes ci-dessus prévus.

4 - Délai de convocation - Formes

Article 74

Sauf urgence, la convocation est notifiée au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Cette convocation a lieu dans les formes prévues à l'article 144 du présent règlement.

5 - Personnes à convoquer

Article 75

Tous les co-propriétaires membres d'un Syndicat doivent être convoqués à l'Assemblée Générale de celui-ci.

Les mutations ne sont opposables au Syndicat qu'à compter du moment où elles ont été notifiées au Syndic. La convocation régulièrement adressée à l'ancien co-propriétaire antérieurement à la notification de la mutation survenue, n'a pas à être recommencée ; elle vaut à l'égard du nouveau co-propriétaire.

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, la convocation est valablement adressée au mandataire commun prévu à l'article

Lorsqu'une Société est propriétaire de plusieurs lots dont elle attribue la jouissance à ses associés, chacun d'eux reçoit notification des convocations ainsi que des documents annexes ci-dessus visés. A cet effet, le représentant légal de la Société est tenu de communiquer, sans frais au Syndic, ainsi que le cas échéant, à toute personne habilitée à convoquer l'Assemblée et à la demande de ces derniers les nom et domicile réel ou élu de chacun des associés. Il doit immédiatement informer le Syndic de toute modification des renseignements ainsi communiqués.

A l'égard du Syndicat, la qualité d'associé résultant suffisamment de la communication faite en application de l'alinéa qui précède.

La convocation de l'Assemblée Générale des co-propriétaires est également notifiée au représentant légal de la Société ; ce dernier peut assister à la réunion avec voix consultative.

6 - Fixation des lieu, date et heure de la réunion

Article 76

La personne qui convoque l'Assemblée fixe le lieu, la date et l'heure de la réunion.

L'Assemblée Générale est réunie en un lieu de la commune de la situation de l'immeuble ou dans une commune limitrophe ou au Cabinet du Syndic.

Le Conseil se réunit, sur convocation de son Président, toutes les fois que ce dernier le juge utile, ou sur demande du Syndic.

7 - Assemblée Générale tenue sur deuxième convocation

Article 77

Le délai de convocation peut être réduit à huit jours et les notifications prévues à l'article 68 ci-dessus n'ont pas à être re-

nouvelées lorsqu'il y a lieu de convoquer une nouvelle Assemblée par application de l'article 91 dernier alinéa, du présent règlement, si l'ordre du jour de cette nouvelle Assemblée ne porte que sur des questions déjà inscrites à l'ordre du jour de la précédente.

Section 3

TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES

Article 78

L'Assemblée Générale se réunit au lieu fixé par la convocation.

Article 79

L'Assemblée Générale élit son Président. Est élu celui des co-proprétaires présents ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité entre eux, le Président est désigné par le sort parmi les co-proprétaires présents ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages.

Le Syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent présider l'Assemblée.

Toutefois, l'Assemblée Générale est présidée par le mandataire nommé en conformité de ce texte, s'il est judiciairement chargé de ce faire.

Article 80

Il est formé un bureau composé de deux scrutateurs et d'un secrétaire.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée présents et acceptants qui possèdent et représentent le plus grand nombre de quotes-parts de co-propriété, tant en leur nom que comme mandataire.

Le Syndic assure le secrétariat de la séance, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale.

Article 81

Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les nom et domicile de chaque co-proprétaire ou associé membre de l'Assemblée et le cas échéant, de son mandataire. Elle indique le nombre de voix dont dispose chaque membre de l'Assemblée, compte tenu des dispositions des articles 87 et 89 du présent règlement.

Cette feuille est émargée par chaque co-proprétaire ou associé, présent ou par son mandataire. Elle est certifiée exacte par le Président de l'Assemblée.

Article 82

Les co-propriétaires peuvent se faire représenter par un mandataire choisi parmi les autres co-propriétaires. Toutefois, le Syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent recevoir mandat pour représenter un co-propriétaire.

§ Aucun mandataire ne peut représenter plus de trois co-propriétaires.

Les représentants légaux des mineurs, interdits ou autres incapables participent aux Assemblées en leurs lieu et place.

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, les intéressés doivent être représentés par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord, désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance, à la requête de l'un d'entre eux ou du Syndic.

Article 83

S'agissant de l'Assemblée Générale du Syndicat principal, et par dérogation au deuxième alinéa de l'article précédent, un mandataire peut recevoir plus de trois délégations de vote lorsque tous ses mandants appartiennent à un même Syndicat secondaire.

Article 84

Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour et dans la mesure où les notifications prévues aux articles 68 et 69 du présent règlement ont été effectuées conformément à leurs dispositions.

Article 85

Il est établi un procès-verbal des délibérations de chaque Assemblée, qui est signé par le Président, par le secrétaire et par les membres du bureau.

Le procès-verbal comporte le texte de chaque délibération. Il indique le résultat de chaque vote et précise les noms des co-propriétaires ou associés qui se sont opposés à la décision de l'Assemblée, de ceux qui n'ont pas pris part au vote et de ceux qui se sont abstenus.

Sur la demande d'un ou plusieurs co-propriétaires ou associés opposants, le procès-verbal mentionne les réserves éventuellement formulées par eux sur la régularité des délibérations.

Les procès-verbaux des séances sont inscrits, à la suite les uns des autres, sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Syndic.

Section 4

VOIX - MAJORITE

Article 86

Dans les Assemblées Générales, chacun des co-propriétaires dispose d'autant de voix qu'il possède de quotes-parts de co-propriété.

Article 87

Toutefois, lorsqu'un co-propriétaire possède plus de la moitié des quotes-parts de parties communes appartenant à tous les co-propriétaires, le nombre de voix dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres co-propriétaires.

Article 88

Lorsque les frais qui seraient entraînés par l'exécution de la décision mise aux voix, en vertu du présent règlement incombent à tous les co-propriétaires, membres d'une Assemblée Générale, mais dans une proportion autre que celle résultant de leurs droits dans les parties communes, les co-propriétaires disposent d'un nombre de voix proportionnel à leur participation aux frais.

Article 89

Lorsqu'aux termes du présent règlement, les frais qui seraient entraînés par l'exécution de la décision mise aux voix n'incombent qu'à certains seulement des co-propriétaires, seuls des co-propriétaires prennent part au vote, et ce, avec un nombre de voix proportionnel à leur participation aux frais.

Article 90

Les décisions autres que celles visées au titre V du présent règlement de co-propriété sont prises à la majorité des voix dont disposent les co-propriétaires ou associés présents ou représentés ayant, en vertu du présent règlement voix délibérative au sujet de la résolution mise aux voix.

Article 91

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, l'Assemblée Générale réunie sur première convocation ne peut adopter qu'à la majorité des voix de tous les co-propriétaires, les décisions concernant :

a) - la désignation ou la révocation du ou des Syndics et des membres du Conseil Syndical ;

b) - les modalités de réalisation et d'exécution des travaux rendus obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ;

c) - l'autorisation donnée à certains co-propriétaires d'effectuer, à leurs frais, des travaux affectant les parties communes ou l'aspect extérieur de l'immeuble et conformes à la destination de celui-ci.

A défaut de décision prise dans les conditions de majorité prévues au premier alinéa du présent article, une nouvelle Assemblée Générale statue à la majorité des voix des co-propriétaires présents ou représentés.

Article 92

Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux décisions concernant les délégations de pouvoirs.

Une telle délégation de pouvoirs peut être donnée au Syndic, au Conseil Syndical ou à toute autre personne. Elle ne peut porter que sur un acte ou une décision expressément déterminé.

Elle peut toutefois autoriser son bénéficiaire à décider de certaines dépenses jusqu'à un montant dont la délégation fixe le maximum.

Elle ne peut en aucun cas priver l'Assemblée Générale de son pouvoir de contrôle sur l'administration de l'immeuble et la gestion du Syndic.

Il sera rendu compte à l'Assemblée de l'exécution de la délégation.

Article 93

Les décisions régulièrement prises obligeront tous les copropriétaires, même les opposants et ceux qui n'auront pas été représentés à la réunion. Elles seront notifiées aux non présents et aux dissidents au moyen d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée certifié par le Syndic et qui leur sera adressé sous pli recommandé ou remis contre récépissé.

Cette notification doit mentionner le résultat du vote et reproduire le texte de l'article 42, alinéa 2, de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

Si une Société est propriétaire de plusieurs lots dont elle attribue la jouissance à ses associés, cette notification est adressée, le cas échéant, aux associés opposants ou défaillants. En outre, et même si aucun associé n'est opposant ou défaillant, un extrait du procès-verbal de l'Assemblée est notifié au représentant légal de la Société s'il n'a pas assisté à la réunion.

Le délai prévu à l'article 42, alinéa 2, de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, pour contester les décisions de l'Assemblée Générale, court à compter des notifications ci-dessus prévues.

Chapitre III

CONSEILS SYNDICAUX

Section 1

COMPOSITION

Article 94

Le Syndicat principal et les Syndicats secondaires I et II sont dotés chacun d'un Conseil Syndical en vue d'assister le Syndic et de contrôler sa gestion.

Le Conseil Syndical du Syndicat principal est composé de sept membres, lesquels sont désignés, savoir :

- deux d'entre eux par l'Assemblée Générale du Syndicat secondaire I,
- et cinq d'entre eux par l'Assemblée Générale du Syndicat secondaire II.

Article 95

Le Conseil Syndical des Syndicats secondaires I et II est composé, savoir :

- celui du Syndicat secondaire I, de trois membres,
- celui du Syndicat secondaire II, de cinq membres.

Article 96

Les membres du Conseil Syndical sont choisis parmi les copropriétaires appartenant au Syndicat dont il s'agit, leurs conjoints ou leurs représentants légaux.

Si une Société est propriétaire de plusieurs lots, dont elle attribue la jouissance à ses associés, ceux-ci, leurs conjoints et leurs représentants légaux peuvent être membres du Conseil Syndical.

Le Syndic, son conjoint et ses préposés, même s'ils sont copropriétaires ou associés, ne peuvent être membres du Conseil Syndical.

Article 97

L'Assemblée Générale de chaque Syndicat secondaire désigne et révoque tant les représentants de ce Syndicat au Conseil Syndical du Syndicat principal, que les membres du Conseil Syndical dont est doté le Syndicat considéré.

Les décisions sont prises à la majorité de l'article du présent règlement.

Article 98

Les membres du Conseil Syndical sont nommés pour trois ans. Ils sont rééligibles.

Article 99

L'Assemblée Générale peut pourvoir chaque membre titulaire d'un ou plusieurs suppléants.

Ces membres suppléants sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité et sont désignés dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

Article 100

Si l'Assemblée Générale use de la faculté qui lui est offerte par le précédent article, en cas de cessation définitive des fonctions d'un membre titulaire, son suppléant siège au Conseil Syndical jusqu'à l'expiration du mandat du membre titulaire qu'il remplace.

Si un membre titulaire a été pourvu de plusieurs suppléants, ceux-ci siègent au Conseil Syndical, le cas échéant, dans l'ordre de leur élection.

Article 101

En cas de cessation définitive des fonctions soit d'un membre titulaire non pourvu d'un suppléant, soit de son suppléant, soit du dernier de ses suppléants, son remplaçant est désigné par l'Assemblée Générale.

A défaut, il est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance, dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 48 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

Article 102

Pour l'application des deux articles précédents, sera considéré comme une cessation définitive des fonctions, le fait de ne pas assister à trois réunions consécutives du Conseil Syndical.

Article 103

Le Conseil Syndical n'est plus régulièrement constitué si plus d'un quart des sièges devient vacant pour quelque cause que ce soit.

Section 2 ,

ORGANISATION

Article 104

Le Conseil Syndical, statuant à la majorité, élit son Président parmi ses membres.

Le Conseil Syndical peut se faire assister par tout technicien de son choix.

Il se réunit sur convocation de son Président, toutes les fois que ce dernier le juge utile ou sur demande du Syndic.

Article 105

Les fonctions de Président et de membre du Conseil Syndical ne donnent pas lieu à rémunération.

Les débours exposés par les membres du Conseil Syndical dans l'exercice de leur mandat et dûment justifiés leur sont remboursés par le Syndicat.

Les honoraires des techniciens dont le Conseil Syndical se fait assister ainsi que les frais de fonctionnement de ce Conseil sont payés par le Syndic sur l'indication du Président du Conseil Syndical, dans la limite du budget prévisionnel voté à ce sujet, par l'Assemblée Générale statuant aux conditions prévues par l'article 90 du présent règlement.

Section 3

ATTRIBUTIONS

Article 106

Le Conseil Syndical donne son avis au Syndic ou à l'Assemblée Générale sur les questions pour lesquelles il est consulté ou dont il se saisit lui-même.

Les tiers ne peuvent jamais exiger qu'une question soit soumise au Conseil Syndical ni qu'il leur soit justifié de son avis.

L'institution du Conseil Syndical ne comporte aucune restriction des pouvoirs du Syndic vis-à-vis des tiers. Les avis donnés par le Conseil Syndical à l'Assemblée Générale ou au Syndic ne lient pas ces derniers.

Article 107

Le Conseil Syndical contrôle la gestion du Syndic, notamment la comptabilité de ce dernier, la répartition des dépenses, les conditions dans lesquelles sont passés et exécutés les marchés et tous autres contrats.

Un ou plusieurs membres du Conseil, habilités à cet effet par ce dernier, peuvent prendre connaissance et copie au bureau du Syndic, après lui en avoir donné avis, de toutes pièces, documents, correspondances, registres se rapportant à la gestion du Syndic, et d'une manière générale, à l'administration de la co-propriété. Ils peuvent se faire assister pour l'exercice de ces investigations par tout technicien désigné par le Conseil Syndical.

Article 108

Le Conseil Syndical peut également recevoir d'autres missions ou délégations de l'Assemblée Générale statuant aux conditions prévues par l'article 92 du présent règlement.

Article 109

Le Conseil Syndical présente chaque année, à l'Assemblée Générale, un rapport d'activité portant notamment sur les avis qu'il a donnés au Syndic, au cours de l'exercice écoulé, sur le contrôle de la gestion du Syndic et sur l'exécution des missions et délégations que l'Assemblée Générale aurait pu lui confier.

Section 4

DELIBERATIONS

Article 110

Les délibérations du Conseil Syndical sont constatées par des procès-verbaux.

Article 111

Lorsque les membres du Conseil, présents à une réunion ne sont pas unanimes, le procès-verbal mentionne les différentes thèses qui ont été présentées et les motifs allégués à l'appui de chacune d'elles. Il indique pour chacune de ces thèses, le nombre de membres du Conseil qui se sont prononcés en sa faveur. Le cas échéant, le procès-verbal indique, en outre, le nombre de membres du Conseil qui se sont abstenus.

Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la régularité de la gestion du Syndic, le Conseil Syndical arrête son avis à la majorité des membres présents à la délibération ; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 112

Les procès-verbaux, inscrits sur un registre ouvert à cet effet, sont signés par les membres du Conseil ayant assisté à la réunion.

Article 113

Le Président du Conseil Syndical doit délivrer à tout co-propriétaire membre du Syndicat et au Syndic, à leur demande, la copie du procès-verbal de toute délibération prise par le Conseil Syndical.

Chapitre IV

SYNDICS

Section 1

NOMINATION - REVOCATION - REMUNERATION

Article 114

Les fonctions de Syndic peuvent être assumées par toute personne physique ou morale.

Une même personne peut être nommée Syndic de tous les Syndicats ou de plusieurs d'entre eux.

Article 115

Le Syndic est nommé par l'Assemblée Générale aux conditions prévues par l'article 91 du présent règlement.

Si l'Assemblée Générale, dûment convoquée à cet effet, ne nomme pas de Syndic, le Syndic est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance, dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 46 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

Dans tous les cas autres que celui envisagé à l'alinéa précédent, où le Syndicat est dépourvu de Syndic, le Président du Tribunal de Grande Instance désigne dans les conditions prévues par l'article 47 du décret précité, un administrateur provisoire chargé notamment de convoquer l'Assemblée Générale en vue de la nomination du Syndic.

Article 116

L'Assemblée fixe la durée des fonctions du Syndic.

Cette durée est fixée par le Président du Tribunal de Grande Instance dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article précédent.

Elle ne peut excéder trois ans.

Toutefois, pendant le délai prévu à l'article 1792 du Code Civil, cette durée ne peut dépasser une année lorsque le Syndic, son conjoint, leurs commettants ou employeurs, leurs préposés, leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, ont directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, même par personne interposée, participé à la construction de l'immeuble. Pendant le temps où la disposition recevra son application, le Syndic, s'il est nommé pour plus d'une année, devra, avant d'entrer en fonction, déclarer qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations ci-dessus visées. S'il venait à se révéler que contrairement à ses déclarations, le Syndic se trouve dans l'une des situations en cause, la durée de ses fonctions se trouverait réduite à un an. Si plus d'une année s'est alors écoulée depuis la nomination du Syndic, l'Assemblée Générale

pourra mettre fin à ses fonctions immédiatement et sans indemnité au profit du Syndic. Elle pourra en décider, reconduire les fonctions du Syndic, mais pour une durée qui ne pourra excéder une année. En aucun cas, la validité des actes accomplis par le Syndic au nom du Syndicat pendant la période excédant celle à laquelle il aurait dû être nommé, ne pourra être remise en cause. Le Syndicat pourra prétendre à indemnité dans les conditions du droit commun, si les actes en question lui ont porté préjudice.

Les fonctions du Syndic sont renouvelables pour les durées prévues aux deux alinéas précédents.

Article 117

L'Assemblée Générale peut, à tout moment, révoquer le Syndic, sauf à l'indemniser si ses fonctions sont rémunérées et si la révocation n'est pas fondée sur un motif légitime.

Article 118

Si le Syndic avait l'intention de se démettre de ses fonctions, il devrait en aviser le Conseil Syndical trois mois au moins à l'avance.

Article 119

En cas d'empêchement du Syndic, pour quelque cause que ce soit, ou en cas de carence de sa part à exercer les droits et actions du Syndicat, un administrateur provisoire de la co-propriété pourrait être nommé dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 49 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

Article 120

Les conditions de la rémunération du Syndic sont, sous réserve le cas échéant, de la réglementation y afférente, fixées par l'Assemblée Générale à la majorité prévue à l'article 90 du présent règlement.

Article 121

Jusqu'à la réunion de la première Assemblée Générale de chaque Syndicat, la Société dénommée " PIERRE IMMOBILIER " ayant son siège social à CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie), place de l'Eglise, exercera, à titre provisoire, les fonctions de Syndic, tant du Syndicat principal que des Syndicats secondaires, à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement. Elle aura droit, de ce chef, à une rémunération calculée selon le tarif fixé par arrêté préfectoral.

Section 2

ATTRIBUTIONS

Article 122

Règles générales

Le Syndic est chargé :

- d'assurer l'exécution des dispositions du règlement de copropriété et des délibérations de l'Assemblée Générale,

- d'administrer l'immeuble, de pourvoir à sa conservation, à sa garde et à son entretien, d'assurer la répartition et le recouvrement des charges, et en cas d'urgence, de faire procéder, de sa propre initiative à l'exécution de tous travaux nécessaires à la sauvegarde dudit immeuble,

- de représenter le Syndicat dans tous les actes civils et en justice.

D'une manière générale, le Syndic est investi des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, et notamment par l'article 18 de cette loi, ainsi que par le décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

Article 123

Travaux urgents

Lorsqu'en cas d'urgence, le Syndic fait procéder de sa propre initiative à l'exécution de travaux nécessaires à la sauvegarde de l'immeuble, il en informe les co-propriétaires et convoque immédiatement une Assemblée Générale.

Par dérogation aux dispositions de l'article ci-après, il peut dans ce cas, en vue de l'ouverture du chantier et de son premier approvisionnement, demander sans délibération préalable de l'Assemblée Générale, mais après avoir pris l'avis du Conseil Syndical, le versement d'une provision qui ne peut excéder le tiers du montant du devis estimatif des travaux.

Article 124

Personnel

Le Syndic engage et congédie le personnel du Syndicat et fixe les conditions de son travail suivant les usages locaux et les textes en vigueur.

L'Assemblée Générale a seule qualité pour fixer le nombre et la catégorie des emplois.

Article 125

Liste des co-propriétaires

Le Syndic établit et tient à jour une liste de tous les co-propriétaires membres du Syndicat, avec l'indication des lots qui leur appartiennent, ainsi que de tous les titulaires des droits visés à l'article 48 du présent règlement ; il mentionne leur état civil ainsi que leur domicile réel ou élu.

Le Syndic remet le premier janvier de chaque année au Président du Conseil Syndical un exemplaire mis à jour de la liste ci-dessus prévue.

En cours d'année, le Syndic fait connaître immédiatement au Président du Conseil Syndical, les modifications qu'il y a lieu d'apporter à cette liste.

Article 126

Archives

Le Syndic détient les archives du Syndicat, notamment une expédition ou une copie des actes énumérés aux articles 1er à 3 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept, ainsi que de toutes conventions, pièces, correspondances, plans, registres, documents relatifs à l'immeuble et au Syndicat. Il détient, en particulier, les registres contenant les procès-verbaux des Assemblées Générales des co-propriétaires et les pièces annexes.

Il délivre des copies ou extraits qu'il certifie conformes, de ces procès-verbaux.

Article 127

Comptabilité

Le Syndic tient la comptabilité du Syndicat. Il l'organise de façon à faire apparaître la position comptable de chaque co-propriétaire à l'égard du Syndicat.

Il prépare le budget prévisionnel qui est voté par l'Assemblée Générale.

Article 128

Provisions

Le Syndic peut exiger le versement des avances et des provisions prévues à l'article 133 ci-après, dans les conditions arrêtées audit article.

Article 129

Dépôts des fonds

Dans le cas où l'immeuble est administré par un Syndic qui n'est pas soumis aux dispositions du décret numéro 65-226 du vingt cinq mars mil neuf cent soixante cinq, toutes sommes ou valeurs reçues au nom et pour le compte du Syndicat doivent être versées sans délai, à un compte bancaire ou postal ouvert au nom du Syndicat. Une décision de l'Assemblée Générale peut, le cas échéant, dans les conditions et sous réserve des garanties qu'elle détermine, fixer le montant maximum des fonds que le Syndic peut être autorisé à ne pas verser à ce compte.

Article 130

Conventions soumises à autorisation de l'Assemblée Générale

Toute convention entre le Syndicat et le Syndic, ses préposés, parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, ou ceux de son conjoint au même degré, doit être spécialement autorisée par une décision de l'Assemblée Générale.

Il en est de même des conventions entre le Syndicat et une entreprise dont les personnes ci-dessus visées sont propriétaires ou associées, ou dans lesquelles elles exercent les fonctions de gérant, d'administrateur ou de directeur, de salarié ou de préposé.

Article 131

Actions en justice

Le Syndic ne peut intenter une action en justice au nom du Syndicat sans y avoir été autorisé par une décision de l'Assemblée Générale, sauf lorsqu'il s'agit d'une action en recouvrement de créance même par voie d'exécution forcée, d'une procédure engagée conformément à l'article 54 du décret du trente mars mil huit cent huit, et en cas d'urgence, notamment d'une procédure engagée conformément aux articles 806 et suivants du Code de Procédure Civile. Dans tous les cas, le Syndic doit rendre compte des actions qu'il a introduites, à la prochaine Assemblée Générale.

A l'occasion de tous litiges dont est saisie une juridiction et qui concernent le fonctionnement d'un Syndicat ou dans lesquels le Syndicat est partie, le Syndic avise chaque co-propriétaire de l'existence et de l'objet de l'instance.

Tout intéressé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, de désigner un mandataire ad hoc pour ester en justice au nom du Syndicat lorsque celui-ci est partie dans une instance relative à l'exécution de la construction de l'immeuble, aux garanties dues ou aux responsabilités encourues à cette occasion, si le Syndic, son conjoint, leurs commettants ou employeurs, leurs préposés, leurs parents ou alliés jusqu'au

troisième degré inclus ont, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, même par personne interposée, participé à ladite construction.

Section 3

EXERCICE PAR LE SYNDIC DE SES ATTRIBUTIONS

Article 132

Seul responsable de sa gestion, le Syndic ne peut se faire substituer. Toutefois, le Syndic peut, à l'occasion de l'exécution de sa mission, se faire représenter par l'un de ses préposés.

L'Assemblée Générale statuant à la majorité prévue par l'article 91 du présent règlement, peut autoriser une délégation de pouvoirs à une fin déterminée dans les limites précisées à l'article du présent règlement.

Chapitre V

PAIEMENT DES CHARGES - PROVISIONS

RECouvreMENT DES CREANCES DU SYNDICAT

Article 133

Avances -- Provisions

Les co-propriétaires verseront au Syndic de chacun des Syndicats dont ils seront membres, savoir :

1°) - Une avance de trésorerie permanente.

2°) - Au début de chaque exercice, une provision qui, sous réserve des décisions de l'Assemblée Générale, ne peut excéder le quart du budget prévisionnel voté pour l'exercice considéré.

3°) - En cours d'exercice, et au gré du Syndic, soit en une ou plusieurs fois, une somme correspondant au remboursement des dépenses régulièrement engagées et effectivement acquittées, soit de provisions trimestrielles qui ne peuvent chacune excéder le quart du budget prévisionnel pour l'exercice considéré.

4°) - Des provisions spéciales destinées à permettre l'exécution de décisions de l'Assemblée Générale, comme celles de procéder à la réalisation des travaux prévus aux chapitres III et IV de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, dans les conditions fixées par décision de ladite Assemblée.

L'Assemblée Générale décide, s'il y a lieu, du mode de placement des fonds ainsi recueillis.

Article 134

Intérêts de retard

Les sommes dues au titre du précédent article portent intérêt au profit du Syndicat. Cet intérêt, fixé au taux légal en matière civile, est dû à compter de la mise en demeure adressée par le Syndic au co-proprétaire défaillant.

Article 135

Recouvrement des fonds

Les dispositions des articles 819, 821, 824 et 825 du Code de Procédure Civile sont applicables au recouvrement des créances de toute nature du Syndicat à l'encontre de chaque co-proprétaire, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif.

Article 136

Sûretés

Les créances de toute nature du Syndicat à l'encontre de chaque co-proprétaire seront, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif, garanties par les sûretés prévues par l'article 19 de la loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

Article 137

Indivisibilité - Solidarité

Les obligations de chaque co-proprétaire sont indivisibles. En conséquence, chaque Syndicat pourra exiger de n'importe lequel des héritiers ou représentants d'un co-proprétaire, l'entière exécution des obligations à la charge de leur auteur.

Dans le cas où un ou plusieurs lots viendraient à appartenir indivisément à plusieurs co-proprétaires, ceux-ci seront tenus solidairement des charges vis-à-vis des Syndicats dont ils seront membres. En conséquence, chacun des Syndicats pourra exiger l'entier paiement de n'importe lequel des co-proprétaires indivis, de ce qui lui serait dû au titre du ou des lots indivis.

De même, les nus-proprétaires, les usufruitiers et les titulaires d'un droit d'usage ou d'habitation seront tenus solidairement vis-à-vis des Syndicats dont ils seront membres. Chacun des Syndicats pourra exiger de n'importe lequel d'entre eux l'entier paiement de ce qui lui sera dû au titre du ou des lots dont la propriété sera démembrée.

Tous les frais entraînés par la ou les significations prévues par l'article 877 du Code Civil seront à la charge des héritiers.

Chapitre VI

ASSURANCES

Article 138

Chaque Syndicat sera assuré dans la limite de son objet propre, contre :

1°) - L'incendie, la foudre, les explosions, les accidents causés par l'électricité et le gaz, et les dégâts des eaux, avec renonciation au recours contre les co-proprétaires de l'immeuble occupant eux-mêmes ou non les parties privées qui leur appartiennent, les membres de leur famille habitant avec eux et les personnes à leur service.

2°) - Le recours des voisins et le recours des locataires.

3°) - La responsabilité civile pour dommages causés aux tiers, aux co-proprétaires ou aux occupants par l'ensemble immobilier (défaut de réparations, vice de construction ou de réparation, etc...) y compris ceux résultant du fonctionnement des ascenseurs, ainsi qu'aux dommages causés par ou au personnel embauché par le Syndic.

Article 139

Les questions relatives aux assurances seront débattues et tranchées par les co-proprétaires à qui incombera le paiement des primes.

Ils décideront notamment du chiffre des risques à assurer. Les polices seront signées par le Syndic en exécution des résolutions de l'Assemblée Générale, de préférence auprès d'une ou plusieurs Compagnies ou Sociétés françaises solvables.

Le Syndic provisoire ou définitif est habilité pour signer les avenants de transfert au Syndicat des polices souscrites par le constructeur au cours de la période de construction.

Article 140

Les co-proprétaires qui estimeront insuffisantes les assurances souscrites par le Syndicat, pourront toujours souscrire en leur nom personnel une assurance complémentaire. Ils en paieront seuls les primes mais auront seuls droit à l'indemnité à laquelle elle pourrait donner lieu.

Article 141

Chaque co-proprétaire sera tenu d'assurer, en ce qui concerne ses propres lots, tout le mobilier y contenu, ainsi que le recours des voisins contre les risques d'incendie, explosions, accidents causés par l'électricité et les dégâts des eaux.

Il devra imposer à ses locataires d'assurer convenablement leurs risques locatifs et leur responsabilité vis-à-vis des autres co-proprétaires et occupants de l'immeuble ainsi que vis-à-vis des voisins.

Article 142

En cas de sinistre, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront encaissées par le Syndic du Syndicat assuré et, sous réserve des droits des créanciers inscrits, affectées par privilège aux réparations ou à la reconstruction.

Article 143

Au cas où il serait décidé de ne pas reconstituer le bâtiment ou l'élément d'équipement sinistré, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront réparties entre les co-propriétaires qui, en cas de reconstruction, en auraient supporté les charges et dans les proportions où elles leur auraient incombé.

Chapitre VII

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 144

Les notifications et mises en demeure prévues par le présent règlement de co-propriété, tant au présent titre qu'au titre suivant, sont valablement faites par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Toutefois, les notifications des convocations peuvent valablement résulter d'une remise contre récépissé ou émargement.

Il en est de même pour l'avis donné par le Syndic aux co-propriétaires de l'existence d'une instance, comme il a été prévu par l'article 131 du présent règlement de co-propriété.

TITRE V

DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Chapitre I

MODIFICATION DU REGLEMENT DE CO-PROPRIETE

Article 145

Les dispositions du présent règlement de co-propriété relatives à l'administration, l'usage et la jouissance des parties communes peuvent être modifiées, savoir :

- si elles relèvent de l'objet d'un seul Syndicat : par l'Assemblée Générale des co-propriétaires membres de ce Syndicat,

- si elles relèvent de l'objet de plusieurs Syndicats : par les décisions uniformes adoptées par les Assemblées Générales des co-propriétaires membres des Syndicats intéressés.

En outre, l'Assemblée Générale de chaque Syndicat pourra, dans les limites fixées par la loi, insérer au règlement des dispo-

sitions qui lui seront propres, à la condition de faire de ces dispositions des articles distincts indiquant nettement à quel Syndicat elles s'appliquent.

Article 146

Les décisions prises dans le cadre de l'article précédent sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des membres du Syndicat représentant au moins les trois quarts des voix.

Article 147

L'Assemblée Générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un co-proprétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent du règlement de co-propriété.

Article 148

De même, la répartition des charges ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des co-proprétaires.

Article 149

Toutefois, la participation des co-proprétaires aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement communs doit demeurer fonction de l'utilité que ces services et éléments présentent à l'égard de chaque lot.

Quant à la participation des co-proprétaires aux charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes, elle doit rester proportionnelle aux valeurs relatives des parties privatives comprises dans leurs lots, telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la co-propriété, de la consistance, de la superficie et de la situation des lots sans égard à leur utilisation.

En conséquence :

a) Lorsque des travaux ou des actes d'acquisition ou de disposition sont décidés par l'Assemblée Générale statuant à la majorité exigée par la loi, la modification de la répartition des charges ainsi rendue nécessaire peut être décidée par l'Assemblée Générale statuant à la même majorité.

En cas d'aliénation séparée d'une ou plusieurs fractions d'un lot, la répartition des charges entre ces fractions est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale statuant à la majorité des voix des co-proprétaires présents ou représentés.

A défaut de décision de l'Assemblée Générale modifiant les bases de répartition des charges dans les cas ci-dessus prévus, tout co-proprétaire pourra saisir le Tribunal de Grande Instance de la situation de l'immeuble à l'effet de faire procéder à la nouvelle répartition rendue nécessaire.

b) Lorsqu'un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives rend nécessaire la modification de la répartition des charges entraînées par les services et les éléments d'équipement collectifs, cette modification est décidée, savoir : par une Assemblée Générale réunie sur première convocation, à la majorité des voix de tous les co-propriétaires et, à défaut de décision dans ces conditions, par une nouvelle Assemblée Générale statuant à la majorité des voix des co-propriétaires présents ou représentés.

Chapitre II

ACTES D'ACQUISITION ET DE DISPOSITION

Section 1

ACTES D'ACQUISITION

Article 150

Chaque Syndicat peut, dans les limites de son objet, acquérir des parties communes ou constituer des droits réels immobiliers au profit de ces parties communes. Les actes d'acquisition sont passés par le Syndicat lui-même et de son chef.

Le Syndicat peut également acquérir lui-même, des parties privatives, à titre onéreux ou gratuit, sans que celles-ci perdent pour autant leur caractère privatif. Le Syndicat ne dispose pas de voix en Assemblée Générale, au titre des parties privatives acquises par lui.

Article 151

Les décisions concernant les acquisitions immobilières sont prises à la majorité des membres du Syndicat représentant au moins les trois quarts des voix.

Section 2

ACTES DE DISPOSITION

Article 152

Le Syndicat peut aliéner des parties communes ou constituer des droits réels immobiliers à la charge des parties communes. Les actes de disposition sont passés par le Syndicat lui-même et de son chef.

Le Syndicat peut aliéner les parties privatives dont il s'est rendu propriétaire.

Article 153

Lorsque les actes de disposition sur les parties communes ou sur des droits accessoires à ces parties communes résultent d'obligations légales ou réglementaires telles que celles relatives à l'établissement de cours communes, d'autres servitudes ou à la cession de droits de mitoyenneté, les décisions concernant les conditions auxquelles sont réalisés ces actes sont adoptées par l'Assemblée Générale réunie sur première convocation, à la majorité des voix de tous les co-propriétaires et, à défaut de décision dans ces conditions, par une nouvelle Assemblée Générale statuant à la majorité des voix des co-propriétaires présents ou représentés.

Article 154

Les décisions concernant les actes de disposition autres que ceux visés à l'article précédent sont prises à la majorité des membres du Syndicat représentant au moins les trois quarts des voix.

Article 155

L'Assemblée Générale ne peut, sauf à l'unanimité des voix de tous les co-propriétaires, décider l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble.

Chapitre III

AMELIORATION - ADDITION - SURELEVATION

Article 156

Les améliorations, additions de locaux privatifs, ainsi que l'exercice du droit de surélévation, seront effectués, le cas échéant, dans les conditions prévues aux articles 30 à 37 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, lesquels sont ainsi conçus :

" Article 30 -

" L'Assemblée Générale des co-propriétaires, statuant
" à la double majorité prévue à l'article 26 (c'est-à-dire
" la majorité des membres du Syndicat représentant au moins
" les trois quarts des voix) peut, à condition qu'elle soit
" conforme à la destination de l'immeuble, décider toute
" amélioration telle que la transformation d'un ou de plu-
" sieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'é-
" ments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage
" commun ou la création de tels locaux.

" Elle fixe alors, à la même majorité, la répartition
" du coût des travaux et de la charge des indemnités prévues
" à l'article 36 ci-après, en proportion des avantages qui
" résulteront des travaux envisagés pour chacun des co-pro-

" propriétaires, sauf à tenir compte de l'accord de certains
" d'entre eux, pour supporter une part de dépenses plus éle-
" vée.

" Elle fixe, à la même majorité, la répartition des
" dépenses de fonctionnement, d'entretien et de remplacement
" des parties communes ou des éléments transformés ou créés.

" Lorsque l'Assemblée Générale refuse l'autorisation
" prévue à l'article 25 b), tout co-propriétaire ou groupe
" de co-propriétaires peut être autorisé par le Tribunal de
" Grande Instance à exécuter, aux conditions fixées par le
" Tribunal, tous travaux d'amélioration visés à l'article
" 1er ci-dessus ; le Tribunal fixe, en outre, les conditions
" dans lesquelles les autres co-propriétaires pourront uti-
" liser les installations ainsi réalisées. Lorsqu'il est pos-
" sible d'en réserver l'usage à ceux des co-propriétaires qui
" les ont exécutées, les autres co-propriétaires ne pourront
" être autorisés à les utiliser qu'en versant leur quote-part
" du coût de ces installations, évalué à la date où cette
" faculté est exercée.

" Article 31 -

" Aucun des co-propriétaires ou de leurs ayants droit
" ne peut faire obstacle à l'exécution, même à l'intérieur
" de ses parties privatives, des travaux régulièrement et
" expressément décidés par l'Assemblée Générale en vertu de
" l'article 30 ci-dessus.

" Article 32 -

" Sous réserve des dispositions de l'article 34, la
" décision prise oblige les co-propriétaires à participer,
" dans les proportions fixées par l'Assemblée, au paiement
" des travaux à la charge des indemnités prévues à l'article
" 36, ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement d'administra-
" tion, d'entretien et de remplacement des parties communes
" ou des éléments transformés ou créés.

" Article 33 -

" La part du coût des travaux, des charges financières
" y afférentes et des indemnités incombant aux co-propriétai-
" res qui n'ont pas donné leur accord à la décision prise
" peut n'être payée que par annuités égales au dixième de
" cette part. Lorsque le Syndicat n'a pas contracté d'emprunt
" en vue de la réalisation des travaux, les charges financiè-
" res dues par les co-propriétaires payant par annuités sont
" égales au taux légal d'intérêt en matière civile.

" Toutefois, les sommes visées au précédent alinéa de-
" viennent immédiatement exigibles, lors de la première muta-
" tion entre vifs du lot de l'intéressé, même si cette muta-
" tion est réalisée par voie d'apport en Société.

" Les dispositions qui précèdent ne sont pas applica-
" bles lorsqu'il s'agit de travaux imposés par le respect
" d'obligations légales ou réglementaires.

" Article 34 -

" La décision prévue à l'article 30 n'est pas opposa-
" ble au co-proprétaire opposant qui a, dans le délai prévu
" à l'article 42, alinéa 2, saisi le Tribunal de Grande Ins-
" tance en vue de faire reconnaître que l'amélioration déci-
" dée présente un caractère somptuaire eu égard à l'état, aux
" caractéristiques et à la destination de l'immeuble.

" Article 35 -

" La surélévation ou la construction de bâtiments aux
" fins de créer de nouveaux locaux à usage privatif ne peut
" être réalisée par les soins du Syndicat que si la décision
" en est prise à l'unanimité de ses membres.

" La décision d'aliéner aux mêmes fins le droit de su-
" rélever un bâtiment existant exige, outre la majorité pré-
" vue à l'article 26, l'accord des co-proprétaires de l'é-
" tage supérieur du bâtiment à surélever, et si l'immeuble
" comprend plusieurs bâtiments, la confirmation par une As-
" semblée spéciale des co-proprétaires des lots composant
" le bâtiment à surélever, statuant à la majorité indiquée
" ci-dessus.

" Si le règlement de co-propriété stipule une majorité
" supérieure pour prendre la décision prévue à l'article pré-
" cédent, cette clause ne peut être modifiée qu'à cette même
" majorité.

" Article 36 -

" Les co-proprétaires qui subissent un préjudice par
" suite de l'exécution des travaux, en raison soit d'une di-
" minution définitive de la valeur de leur lot, soit d'un
" trouble de jouissance grave, même s'il est temporaire, soit
" de dégradations, ont droit à une indemnité.

" Cette indemnité qui est à la charge de l'ensemble
" des co-proprétaires, est répartie, s'il s'agit de travaux
" décidés dans les conditions prévues à l'article 30, en pro-
" portion de la participation de chacun au coût des travaux,
" et s'il s'agit de travaux de surélévation prévue à l'arti-
" cle 35, selon la proportion initiale des droits de chacun
" dans les parties communes.

" Article 37 -

" Toute convention par laquelle un propriétaire ou un
" tiers se réserve l'exercice de l'un des droits accessoires
" visés à l'article 3, autre que le droit de mitoyenneté, de-
" vient caduque si ce droit n'a pas été exercé dans les dix
" années qui suivent ladite convention.

" Si la convention est antérieure à la promulgation
" de la présente loi, le délai de dix ans court de ladite
" promulgation.

" Avant l'expiration de ce délai, le Syndicat peut,
" statuant à la majorité prévue à l'article 25, s'opposer à
" l'exercice de ce droit, sauf à en indemniser le titulaire
" dans le cas où ce dernier justifie que la réserve du droit
" comportait une contrepartie à sa charge.

" Toute convention postérieure à la promulgation de la
" présente loi et comportant réserve de l'un des droits visés
" ci-dessus, doit indiquer, à peine de nullité, l'importance
" et la consistance des locaux à construire et les modifica-
" tions que leur exécution entraînerait dans les droits et
" charges des co-propriétaires. "

Chapitre IV

RECONSTRUCTION

Article 157

En cas de destruction totale ou partielle, la reconstruction serait décidée et, le cas échéant, opérée dans les conditions et avec les effets prévus aux articles 38 à 41 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

En cas d'amélioration ou d'addition par rapport à l'état antérieur au sinistre, les dispositions du chapitre précédent sont applicables.

Chapitre V

MODIFICATION DES STRUCTURES JURIDIQUES

Article 158

Constitution de co-propriétés distinctes

Si la division en propriété du sol se révélait possible, les co-propriétaires dont les lots composeront l'un des bâtiments, pourraient demander que ce bâtiment soit retiré de la co-propriété initiale ou constitué en co-propriété séparée. La décision serait alors prise dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 28 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 159

Publicité foncière

Le présent règlement de co-propriété sera publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE.

Article 160

Origine de propriété

I - Du chef de la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE CHAMONIX SUD.

Les terrains sur lesquels sera réalisé l'ensemble immobilier objet du présent règlement de co-propriété, appartiennent à la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE CHAMONIX SUD, par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de la " SOCIETE D'AMENAGEMENT DE CHAMONIX SUD - LES BARRATS ", Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège à PARIS (seizième arrondissement) 27 rue de la Faisanderie, immatriculée au Registre du Commerce de PARIS, sous le numéro 75 B 7.429.

En vertu d'un acte aux minutes de l'Office Notarial de Maîtres Claude THIBIERGE et Georges DAUBLON, Notaires Associés à PARIS en date du vingt et un mars mil neuf cent soixante dix neuf moyennant le prix de 19.213.600 Francs, taxe sur la valeur ajoutée incluse, payé comptant, aux termes de l'acte qui en contient quittance dont 18.000.000 de Francs à l'aide d'un prêt consenti par la Banque de ROTHSCHILD.

Cet acte de vente a été suivi d'un acte rectificatif reçu aux minutes de l'Office Notarial dénommé ci-dessus le vingt trois mars mil neuf cent soixante dix neuf.

Lesdits actes sont en cours de publication au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

II - Du chef de la " SOCIETE D'AMENAGEMENT DE CHAMONIX SUD - LES BARRATS ".

Les terrains dont s'agit appartenaient antérieurement à la " SOCIETE D'AMENAGEMENT DE CHAMONIX SUD - LES BARRATS " par suite des acquisitions qu'elle en a faites, savoir :

- En ce qui concerne la parcelle numéro 4.344 de :

Monsieur Michel Georges TAIRRAZ, Menuisier et Madame Marie CHAMOT, son épouse, demeurant ensemble à CHAMONIX MONT-BLANC, lieu-dit " Les Praz Conduits ".

Suivant acte reçu par Maître MILAN, Notaire Associé susnommé le vingt huit juillet mil neuf cent soixante quinze.

Cette acquisition qui comprenait également d'autres parcelles, a eu lieu moyennant le prix de QUATRE VINGT MILLE FRANCS (80.000 F) payé comptant et quittancé audit acte.

Les vendeurs ont déclaré être mariés sous l'ancien régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage, préalable à leur union célébrée à la Mairie de CHAMONIX, le vingt deux octobre mil neuf cent soixante, sans changement depuis.

Ledit acte a été publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE, le quatorze août mil neuf cent soixante quinze, volume 3.551 numéro 20. L'état requis sur cette formalité était négatif en tous points.

ORIGINE ANTERIEURE

Les biens dont s'agit dépendaient antérieurement de la communauté de biens d'entre Monsieur et Madame TAIRRAZ par suite de l'acquisition que Monsieur TAIRRAZ en a faite pour le compte de ladite communauté, de Mademoiselle Denise Marie CHARLET et Mademoiselle Marie Eugénie CHARLET, toutes deux sans profession, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC, " *Les Praz Conduits* ", moyennant un prix payé comptant et quittancé aux termes d'un acte reçu par Maître MILAN, Notaire susnommé, le trois juillet mil neuf cent soixante quatorze.

Audit acte, les venderesses ont déclaré qu'elles étaient célibataires.

Une expédition de cet acte de vente a été publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE, le vingt six août mil neuf cent soixante quatorze, volume 3.330 numéro 27 et sur cette publication, il a été délivré du chef des venderesses, un certificat négatif d'inscription.

Ces immeubles appartenaient dans l'indivision et par moitié à Mesdemoiselles CHARLET susnommées pour les avoir recueillis dans la succession de Monsieur Joseph CHARLET, leur père décédé en son domicile à CHAMONIX, le vingt trois octobre mil neuf cent trente six, époux de Madame Caroline SIMOND, dont elles étaient les seules héritières, sous réserve des droits d'usufruit du quart de leur mère, ainsi que le constate un acte de notoriété reçu par Maître MILAN, Notaire susnommé, le dix neuf mars mil neuf cent trente sept.

Observation faite que Madame CHARLET née SIMOND usufruitière, est décédée en son domicile à CHAMONIX le quatorze février mil neuf cent trente sept.

- Les parcelles numéros 4.077 - 4.079 - 864 - 867 - 4.363 - 869 - 4.081 - 4.342 - 4.338 - 4.355 - 4.358 - 4.365 - 870, de :

- Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD, Administrateur de Société, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie) rue du Lyret, époux divorcé de Madame Andrée Louisa Madeline REPLUMAZ.

- Madame Colette Geneviève POUYET, sans profession, demeurant à CLUSES (Haute-Savoie) 18 boulevard du Chevrans, épouse de Monsieur Mohamed El Habib DALI.

- Monsieur Paul Robert POUYET, Professeur à l'Ecole Nationale d'Horlogerie de CLUSES, demeurant à CLUSES (Haute-Savoie) 11 rue Jean Mermoz, époux de Madame Jeanne BONNET.

- Et Madame Andrée Jacqueline POUYET, Secrétaire, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie) rue du Lyret, épouse de Monsieur Georges René PONCE.

Suivant acte reçu par Maître MILAN, Notaire Associé à CHAMONIX MONT-BLANC, le onze mai mil neuf cent soixante dix sept.

Cet acte qui concerne aussi d'autres parcelles de terrains, contenait également un contrat préliminaire à une vente en état futur d'achèvement portant sur différents locaux dépendant de l'ensemble immobilier dont la construction devait être réalisée par la Société acquéreur, et composer la première tranche de travaux.

Le prix de la vente des terrains s'élevait à TROIS MILLIONS DE FRANCS (3.000.000 F) et il a été prévu qu'il se compenserait avec le prix de la vente des locaux au profit des Consorts DESAILLOUD.

La SOCIETE D'AMENAGEMENT DE CHAMONIX SUD - " LES BARRATS " a effectivement réalisé les locaux destinés aux Consorts DESAILLOUD et compris au contrat préliminaire sus-énoncé. L'acte de vente de ces locaux doit être régularisé dans les deux mois des présentes avec compensation du prix avec celui de la vente présentement analysée.

En outre, cet acte a été conclu sous la condition résolutoire pour le cas où la Société acquéreur ne justifierait pas aux vendeurs dans le délai de quarante cinq jours dudit acte, soit de l'existence de l'une des garanties prévues par l'article 25 du décret numéro 67-1166 du vingt deux décembre mil neuf cent soixante sept, soit de la justification d'une caution donnée par une banque ou un établissement bancaire, pour le paiement du prix de la présente vente des intérêts et pénalités éventuels ci-dessus prévus.

Aux termes de cet acte, les privilège de vendeur et action résolutoire ont été réservés au profit des vendeurs.

Toutefois, les vendeurs ont déclaré renoncer à leur privilège et action résolutoire pour le cas où la Société acquéreur justifierait soit des garanties de bonne fin, soit de la caution bancaire, dans le délai prévu, et en conséquence ont autorisé Maître MILAN à ne pas prendre l'inscription de privilège ci-dessus énoncée.

En outre, les vendeurs ont déclaré, savoir :

Que Monsieur DESAILLOUD est divorcé en premières noces non remarié de Madame Andrée REPLUMAZ,

Que Monsieur POUYET est veuf en premières noces de Madame Edith Esther DESAILLOUD et époux en secondes noces de Madame BONNET avec laquelle il est marié sous l'ancien régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts, à défaut de contrat préalable à leur mariage célébré à la Mairie d'ANNECY, le neuf avril mil neuf cent quarante neuf,

Que Madame PONCE est mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître CLAVEL, Notaire à CLUSES, le quatre juin mil neuf cent soixante quatre,

Que Madame DALI est mariée sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son mariage célébré à la Mairie de GRENOBLE (Isère) le huit juillet mil neuf cent soixante sept,

Que ces régimes matrimoniaux n'ont subi aucune modification contractuelle ou judiciaire,

Que les vendeurs ne sont ni les uns ni les autres en état d'interdiction ni pourvus d'un conseil judiciaire,

Qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite, liquidation ou règlement judiciaire, cessation de paiement,

Et que les immeubles vendus sont libres de tout privilège immobilier et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Ledit acte a été publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE, le vingt sept mai mil neuf cent soixante dix sept, volume 3.984, numéro 20.

ORIGINE ANTERIEURE

Antérieurement, les immeubles ci-dessus désignés appartenaient en propre dans l'indivision pour moitié à Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD, et pour l'autre moitié, grevée pour partie des droits d'usufruit de Monsieur Paul Robert POUYET, à Mesdames PONCE et DALI de la manière suivante :

Partie (soit l'unité numéro 4.357) dépendait avec d'autres parcelles originellement de la succession de Monsieur Louis Clément DESAILLOUD, en son vivant, cultivateur, demeurant à CHAMONIX, Hameau des Praz Conduits, où il est décédé le trente et un mars mil neuf cent dix sept, époux de Madame Marceline COUTTET, intestat, laissant pour recueillir sa succession trois enfants issus de son union avec ladite dame, savoir :

- Mademoiselle Germaine Elisabeth DESAILLOUD,
- Mademoiselle Edith Esther DESAILLOUD,
- Et Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD,

Conjointement pour le tout, chacun pour un tiers, sous réserve des droits d'usufruit du quart de leur mère,

Ainsi que le constate un acte de notoriété reçu par Maître RAVANEL, Notaire à CHAMONIX, le quatre avril mil neuf cent dix neuf.

Mademoiselle Germaine Elisabeth DESAILLOUD, en son vivant Secrétaire, est décédée à SANCELLEMOZ, Commune de PASSY (Haute-Savoie) le dix huit juin mil neuf cent trente cinq, célibataire, intestat, laissant pour recueillir sa succession :

- Madame Marceline COUTTET, veuve de Monsieur Louis Clément DESAILLOUD, sa mère, pour un quart réservataire,

- Et Mademoiselle Edith Esther DESAILLOUD et Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD, ses soeur et frère germains, héritiers pour les trois quarts de surplus.

Ainsi que le constate un acte de notoriété reçu par Maître RAVANEL, Notaire susnommé, le treize décembre mil neuf cent trente cinq.

Enfin, Madame Edith Esther DESAILLOUD, en son vivant sans profession, demeurant à CHAMONIX, y est décédée le quinze juin mil

neuf cent quarante sept, épouse de Monsieur Paul Robert POUYET, intestat, laissant pour recueillir sa succession :

- Mademoiselle Andrée Jacqueline POUYET aujourd'hui épouse PONCE,

- et Mademoiselle Colette Geneviève POUYET, aujourd'hui épouse DALI.

Ses deux filles, héritières conjointement pour le tout, chacune pour moitié, sous réserve des droits d'usufruit du quart de Monsieur POUYET, leur père.

Ainsi déclaré.

Partie (sois les unités numéros 4.364, 923, 4.339, 4.341) dépendait avec d'autres parcelles originaires de la succession de Monsieur Jean Alix DESAILLOUD, en son vivant, cultivateur, demeurant à CHAMONIX, y décédé célibataire, intestat, le dix neuf décembre mil neuf cent trente neuf, laissant pour recueillir sa succession :

- Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD,

- et Madame Edith Esther DESAILLOUD, épouse de Monsieur Paul Robert POUYET,

Ses neveu et nièce, héritiers conjointement pour le tout, chacun pour moitié,

Ainsi qu'il résulte de l'intitulé de l'inventaire dressé par Maître MILAN, Notaire soussigné, le quatorze février mil neuf cent quarante.

Madame Edith Esther DESAILLOUD, épouse POUYET est depuis décédée comme il est dit ci-dessus, laissant pour recueillir sa succession ses deux filles, Mesdames PONCE et DALI, sous réserve des droits d'usufruit du quart de Monsieur POUYET, leur père.

Partie (soit les unités numéros 4.362, 924 et 4.337) appartient avec d'autres parcelles dans l'indivision pour moitié à Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD et pour l'autre moitié dans l'indivision et par moitié à Mesdames PONCE et DALI, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite dans les mêmes proportions de Madame Anna Marie COUTTET, sans profession, demeurant à CHAMONIX, rue du Lyret, veuve de Monsieur Jules Alphonse TISSAY, aux termes d'un acte reçu par le Notaire soussigné, le dix sept janvier mil neuf cent cinquante cinq.

Cette vente a eu lieu moyennant un prix partie payé comptant et partie converti en l'obligation pour les acquéreurs de soigner la venderesse tant en santé qu'en maladie.

Une expédition de cet acte de vente a été transcrite au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt et un février mil neuf cent cinquante cinq, volume 1.312, numéro 72, avec inscription d'office du même jour, volume 863, numéro 72.

Observation faite que Madame COUTTET veuve TISSAY susnommée est depuis décédée en son domicile à CHAMONIX, le vingt cinq avril mil neuf cent cinquante neuf.

Madame TISSAY était propriétaire des immeubles vendus, savoir:

La plus grande partie pour l'avoir recueillie dans la succession de Madame Marie Clotilde COUTTET, en son vivant cultivatrice, demeurant à CHAMONIX, Les Praz Conduits, où elle est décédée le vingt et un août mil neuf cent seize, veuve de Monsieur Joseph Henri DESAILLOUD, dont elle était légataire universelle, aux termes de son testament reçu par Maître LACHAT, Notaire à SALLANCHES, le douze décembre mil neuf cent sept et d'un codicille à ce testament reçu par le même Notaire le onze octobre mil neuf cent neuf.

Ce legs universel a pu recevoir son entière exécution, la testatrice étant décédée sans laisser d'héritier réservataire, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété reçu par Maître BLANC, Notaire à BONNEVILLE, suppléant Maître RAVANEL, Notaire à CHAMONIX, alors mobilisé, le vingt cinq février mil neuf cent dix sept.

Et le surplus (soit le numéro 931) par suite de l'attribution qui lui en a été faite, sans soulte à sa charge, aux termes d'un acte de donation-partage reçu par Maître RAVANEL, Notaire susnommé, le vingt deux avril mil neuf cent trente trois, transcrit au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt six mai suivant, volume 896, numéro 37.

Observation faite que Monsieur François Chérubin COUTTET, donateur audit acte, est depuis décédé en son domicile à CHAMONIX le dix sept février mil neuf cent quarante.

Partie (soit l'unité numéro 4.354) pour l'avoir recueillie avec d'autres parcelles dans la succession de Madame Marceline COUTTET, en son vivant cultivatrice, demeurant à CHAMONIX où elle est décédée intestat le treize mai mil neuf cent cinquante six, veuve de Monsieur Louis Clément DESAILLOUD, laissant pour recueillir sa succession :

- Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD, son fils, héritier pour moitié,

- et Mesdames PONCE et DALI, ses deux petites-filles, héritières conjointement pour l'autre moitié.

Ainsi que le constate un acte de notoriété reçu par le Notaire soussigné, le douze décembre mil neuf cent cinquante six.

Observation faite que les biens immobiliers dépendant de cette succession ont fait l'objet d'une attestation immobilière dressée par le Notaire soussigné le dix janvier mil neuf cent cinquante sept, publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt six février suivant, volume 1.381, numéro 9.

Observation faite que Madame COUTTET veuve TISSAY susnommée est depuis décédée en son domicile à CHAMONIX, le vingt cinq avril mil neuf cent cinquante neuf.

Madame TISSAY était propriétaire des immeubles vendus, savoir:

La plus grande partie pour l'avoir recueillie dans la succession de Madame Marie Clotilde COUTTET, en son vivant cultivatrice, demeurant à CHAMONIX, Les Praz Conduits, où elle est décédée le vingt et un août mil neuf cent seize, veuve de Monsieur Joseph Henri DESAILLOUD, dont elle était légataire universelle, aux termes de son testament reçu par Maître LACHAT, Notaire à SALLANCHES, le douze décembre mil neuf cent sept et d'un codicille à ce testament reçu par le même Notaire le onze octobre mil neuf cent neuf.

Ce legs universel a pu recevoir son entière exécution, la testatrice étant décédée sans laisser d'héritier réservataire, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété reçu par Maître BLANC, Notaire à BONNEVILLE, suppléant Maître RAVANEL, Notaire à CHAMONIX, alors mobilisé, le vingt cinq février mil neuf cent dix sept.

Et le surplus (soit le numéro 931) par suite de l'attribution qui lui en a été faite, sans soulte à sa charge, aux termes d'un acte de donation-partage reçu par Maître RAVANEL, Notaire susnommé, le vingt deux avril mil neuf cent trente trois, transcrit au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt six mai suivant, volume 896, numéro 37.

Observation faite que Monsieur François Chérubin COUTTET, donateur audit acte, est depuis décédé en son domicile à CHAMONIX le dix sept février mil neuf cent quarante.

Partie (soit l'unité numéro 4.354) pour l'avoir recueillie avec d'autres parcelles dans la succession de Madame Marceline COUTTET, en son vivant cultivatrice, demeurant à CHAMONIX où elle est décédée intestat le treize mai mil neuf cent cinquante six, veuve de Monsieur Louis Clément DESAILLOUD, laissant pour recueillir sa succession :

- Monsieur Philippe Edmond DESAILLOUD, son fils, héritier pour moitié,
- et Mesdames PONCE et DALI, ses deux petites-filles, héritières conjointement pour l'autre moitié.

Ainsi que le constate un acte de notoriété reçu par le Notaire soussigné, le douze décembre mil neuf cent cinquante six.

Observation faite que les biens immobiliers dépendant de cette succession ont fait l'objet d'une attestation immobilière dressée par le Notaire soussigné le dix janvier mil neuf cent cinquante sept, publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt six février suivant, volume 1.381, numéro 9.

Ces immeubles appartenant en propre à Madame Marceline COUTTET, veuve DESAILLOUD pour lui avoir été attribués, avec d'autres immeubles, aux termes de l'acte de donation-partage sus-énoncé du vingt deux avril mil neuf cent trente trois.

- Les parcelles numéros 4.473 (anciens numéro 858) - 4.480 (ancien numéro 4.361), avec d'autres terrains, de :

- Madame Simone Marie CHALAND, sans profession, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie) route de Genève numéro 15, épouse de Monsieur Eugène WOLFMANN.

Suivant acte reçu aux minutes de la Société Civile Professionnelle " Claude THIBIERGE et Georges DAUBLON ", Notaires Associés à PARIS, le premier juin mil neuf cent soixante dix sept.

Cet acte contenait également un contrat préliminaire à une vente en état futur d'achèvement portant sur différents locaux dépendant de l'ensemble immobilier dont la construction devait être réalisée par la Société acquéreur et composer la première tranche de travaux.

Le prix de la vente des terrains s'élevait à TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000 F) et il a été prévu qu'il se compenserait avec le prix de la vente des locaux au profit de Madame WOLFMANN.

La SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE CHAMONIX SUD - " LES BARRATS " a effectivement réalisé les locaux destinés à Madame WOLFMANN et compris au contrat préliminaire sus-énoncé. L'acte de vente de ces locaux doit être régularisé dans les deux mois des présentes avec compensation du prix avec celui de la vente présentement analysée.

En outre, l'acte du premier juin mil neuf cent soixante dix sept dont s'agit, a été conclu sous la condition résolutoire pour le cas où la Société acquéreur ne justifierait pas à Madame WOLFMANN dans le délai de quarante cinq jours dudit acte soit de l'existence de l'une des garanties prévues par l'article 25 du décret numéro 67-1166 du vingt deux décembre mil neuf cent soixante sept, soit de la justification d'une caution donnée par une Banque ou un Etablissement bancaire, pour le paiement du solde du prix de la présente vente.

Aux termes de cet acte, les privilège de vendeur et action résolutoire ont été réservés au profit de la venderesse.

Toutefois, en ce qui concerne le paiement de la somme de CENT QUATRE VINGT DIX MILLE FRANCS, fraction du prix de la vente stipulée payable à terme, la venderesse a déclaré renoncer à ses privilège et action résolutoire en raison de la caution personnelle consentie par Messieurs Paris MOURATOGLU, Economiste, demeurant à NEUILLY-sur-SEINE 34 rue de Longchamp et Claude DEVIDAL, Administrateur de Société, demeurant à BOULOGNE, 12 avenue Robert Schumann, à la garantie de cette somme et a dispensé le Notaire Associé de prendre ladite inscription.

Enfin, en ce qui concerne le paiement de la somme de CENT SOIXANTE MILLE FRANCS, la venderesse a également déclaré renoncer auxdits privilège et action résolutoire pour le cas où la Société acquéreur justifierait soit de la caution bancaire dans le délai prévu et en conséquence, a autorisé le Notaire Associé à ne pas prendre l'inscription de privilège ci-dessus énoncée.

En outre, la venderesse a déclaré :

- être mariée avec Monsieur Eugène WOLFMANN susnommé, sans contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie) le neuf octobre mil neuf cent quarante sept.

Ledit acte a été publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le six juin mil neuf cent soixante dix sept, volume 3.989, numéro 6.

ORIGINE ANTERIEURE

Ledit immeuble appartenait avec d'autres parcelles en propre à Madame WOLFMANN pour les avoir recueillies avec d'autres dans la succession de Mademoiselle Julia Sophie Caroline BOSSONNEY, en son vivant, sans profession, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie) rue du Lyret, célibataire majeure, décédée à CHAMONIX MONT-BLANC le sept mai mil neuf cent soixante douze, dont Madame WOLFMANN était légataire universelle en vertu de l'original du testament olographe établi par la de cujus en date à CHAMONIX MONT-BLANC du quatorze mars mil neuf cent soixante douze, déposé au rang des minutes de la Société Professionnelle dénommée "*Maurice SERVETTAZ et Michel SENGER*", Notaires Associés à SALLANCHES, le vingt trois mai mil neuf cent soixante douze.

Une expédition de cet acte de dépôt ainsi que la copie figurée du testament ont été régulièrement déposées au Greffe du Tribunal de Grande Instance de BONNEVILLE, ainsi que le constate le certificat délivré par le Greffier dudit Tribunal, le vingt et un juin mil neuf cent soixante douze, lequel a été déposé au rang des minutes de la Société Civile Professionnelle dénommée "*Maurice SERVETTAZ et Michel SENGER*", Notaires Associés à SALLANCHES, aux termes d'un acte reçu par ledit Maître SENGER, le premier juillet mil neuf cent soixante douze.

Ledit testament a pu recevoir sa pleine et entière exécution, Mademoiselle BOSSONNEY étant décédée sans laisser d'héritier réservataire.

Ainsi que ces qualités sont constatées aux termes d'un acte de notoriété dressé par Maître SENGER, Notaire Associé susnommé, le premier juillet mil neuf cent soixante douze.

Madame WOLFMANN a été envoyée en possession du legs universel suivant ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de BONNEVILLE, le huit septembre mil neuf cent

soixante douze, dont la grosse a été déposée au rang des minutes de la Société Civile Professionnelle dénommée " *Maurice SERVETTAZ et Michel SENGER* ", Notaires Associés à SALLANCHES, le douze octobre mil neuf cent soixante dix.

L'attestation de propriété prévue par l'article 29 du décret 55-22 du quatre janvier mil neuf cent cinquante cinq a été établie par Maître SENGER, Notaire Associé susnommé, le seize janvier mil neuf cent soixante douze et publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE, le vingt deux janvier mil neuf cent soixante treize, volume 2.941, numéro 10.

Lesdits biens appartenaient antérieurement en propre à Mademoiselle Julia Sophie Caroline BOSSONNEY par suite des faits suivants :

A/ - Les immeubles dont s'agit appartenaient à concurrence de moitié indivise chacun à :

- Monsieur Joseph Urbain BOSSONNEY,

- et Mademoiselle Julia Sophie Caroline BOSSONNEY susnommée,

tant pour les avoir recueillis dans les successions confondues de Monsieur François Clément BOSSONNEY et Madame Marie Adeline CLARET-TOURNIER, son épouse, leurs père et mère, décédés en leur domicile à CHAMONIX MONT-BLANC, savoir :

. Monsieur BOSSONNEY, le huit septembre mil neuf cent dix,

. et Madame BOSSONNEY, le vingt quatre mai mil neuf cent trente six,

dont ils étaient héritiers chacun pour un tiers,

que pour les avoir recueillis dans la succession de Mademoiselle Clara BOSSONNEY, leur soeur décédée en son domicile à CHAMONIX MONT-BLANC, le cinq avril mil neuf cent cinquante deux, célibataire, intestat dont ils étaient héritiers chacun pour moitié.

B/ - Décès de Monsieur Joseph Urbain BOSSONNEY :

Monsieur Joseph BOSSONNEY susnommé, qualifié et domicilié, est décédé intestat, à CHAMONIX MONT-BLANC, route du Valais, le dix neuf novembre mil neuf cent soixante neuf, laissant pour recueillir sa succession, savoir :

1°) - Madame Elisa Marie COUTTET, son épouse survivante, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC, rue du Lyret.

Commune en biens légalement à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de CHAMONIX MONT-BLANC, le trois juillet mil neuf cent vingt, sans que ce régime ait été changé ou modifié depuis le premier février mil neuf cent soixante six en exécution de la loi du treize juillet mil neuf cent soixante cinq,

Et usufruitière légale de moitié des biens composant sa succession en vertu de l'article 767 du Code Civil.

2°) - Et pour seule et unique héritière, à défaut d'héritiers réservataires :

Mademoiselle Julia Sophie Caroline BOSSONNEY, de cujus,

Sa soeur germaine, héritière pour le tout, sous réserve des droits d'usufruit de moitié, de Madame veuve BOSSONNEY née COUTTET, épouse survivante.

Ainsi que le constate un acte de notoriété dressé après le décès de Monsieur Joseph Urbain BOSSONNEY, par Maître MILAN, Notaire à CHAMONIX MONT-BLANC, le six mars mil neuf cent soixante dix.

L'attestation de propriété en suite dudit décès a été dressée par Maître MILAN, Notaire susnommé, le vingt six mai mil neuf cent soixante dix, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE, le seize juin mil neuf cent soixante dix, volume 2.456, numéro 19.

Observation est ici faite que l'usufruit dont jouissait Madame BOSSONNEY est aujourd'hui sans objet, par suite du décès de cette dernière survenu à CHAMONIX MONT-BLANC, le six juin mil neuf cent soixante dix.

- Les parcelles numéros 862 - 863 - 4.348, de :

. Madame Sylvaine Thérèse PETROGNANI, sans profession, demeurant à MIAMI, Etat de Floride (U.S.A.) 610 Northwest Eglety-Eighth Street, épouse de Monsieur Léon DUCROU,

. Madame Marie Adrienne GAY, sans profession, demeurant à NAPLES, Etat de Floride (U.S.A.) 891, Thirteenth Street North, veuve de Monsieur Martin Henri PETROGNANI, non remariée,

Suivant acte reçu par Maître DAUBLON, le vingt trois septembre mil neuf cent soixante seize.

Cette acquisition qui comprenait également d'autres parcelles a eu lieu moyennant le prix principal de SOIXANTE HUIT MILLE TROIS CENT VINGT FRANCS payé comptant et quittancé audit acte.

Aux termes de cet acte les venderesses ont déclaré :

- Que Madame DUCROU est mariée sans contrat de mariage préalable à son union célébrée à NEW-YORK (U.S.A.) le vingt mai mil neuf cent quarante six, n'est pas en instance de divorce ou de séparation de corps,

- Que Madame PETROGNANI est veuve et non remariée.

- Toutes deux sont de nationalité française et non résidentes.

- Ne sont pas en état d'interdiction ni pourvues d'un conseil judiciaire.

- Ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite, liquidation judiciaire, règlement judiciaire ou cessation de paiement.

- Ne sont pas actuellement et ne sont pas susceptibles d'être ultérieurement l'objet de poursuites pour profits illicites ou indignité nationale pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de leurs biens, le tout dans les termes des lois et ordonnances en vigueur.

- Que l'immeuble vendu :

- N'est pas compris dans une zone à urbaniser par priorité et n'a fait l'objet d'aucune notification tendant à son expropriation,

- Est libre de tout privilège ou hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Cet acte a été publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le seize novembre mil neuf cent soixante seize, volume 3.847, numéro 11.

L'état requis sur cette formalité était négatif en tous points.

ORIGINE ANTERIEURE

L'immeuble dont s'agit appartenait avec d'autres parcelles antérieurement indivisément entre elles à Mesdames PETROGNANI et DUCROU pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur Martin Henri PETROGNANI respectivement leurs époux et père, en son vivant sans profession, demeurant à COLLIER (Etats-Unis d'Amérique) 891 13 th Saint North, où il est décédé le vingt juin mil neuf cent soixante sept.

Duquel elles étaient seules héritières ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Maître BOUVET, Notaire Associé, membre de la Société Civile Professionnelle " *Michel BOUVET, Daniel ALLIX et Christian EGRET* " titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à PARIS (dixième arrondissement) place de la République, numéro 16, le vingt septembre mil neuf cent soixante seize.

Une attestation notariée concernant ledit immeuble a été dressée par Maître BOUVET, Notaire Associé de ladite Société Civile Professionnelle, le vingt trois septembre mil neuf cent soixante seize.

Une expédition de cet acte sera publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE avant ou en même temps que les présentes.

Lesdits terrains appartenait plus antérieurement à Monsieur et Madame PETROGNANI par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite de Monsieur Jules COUTTET, propriétaire, et Madame Alina GAY, son épouse, demeurant ensemble aux PRAZ CONDUITS, Commune de CHAMONIX MONT-BLANC (Haute-Savoie) suivant acte reçu par Maître RAVENEL, Notaire à CHAMONIX MONT-BLANC, le trente et un janvier mil neuf cent vingt neuf.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de VINGT TROIS MILLE CINQ CENT VINGT FRANCS (23.520 F) payé comptant et quittancé audit acte.

Aux termes de l'acte de vente dont s'agit, les vendeurs ont déclaré, savoir :

- Monsieur COUTTET être né à CHAMONIX le premier janvier mil huit cent soixante quatorze, et Madame à TRIENT (Valais Suisse) le dix février mil huit cent soixante dix neuf,

- être mariés sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage ayant précédé leur union célébrée à la Mairie de CHAMONIX le dix septembre mil neuf cent deux,

- que les immeubles vendus n'étaient grevés d'aucun privilège hypothèque ou inscription.

Ledit acte a été transcrit au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt et un mars mil neuf cent vingt neuf, volume 831, numéro 28.

- Les parcelles numéros 4.475 (ancien numéro 4.075) et 861,
de :

Mademoiselle Marie Eugénie CHARLET, sans profession, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC, Le Praz Conduit, célibataire.

Suivant acte reçu par Maître MILAN, Notaire Associé susnommé le premier avril mil neuf cent soixante seize,

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de CINQ CENT SOIXANTE DIX MILLE FRANCS, payé comptant et quittancé audit acte.

Ledit acte a été publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE, le douze avril mil neuf cent soixante seize, volume 3.710, numéro 8.

L'état requis sur cette formalité s'est révélé négatif d'inscription.

Les immeubles présentement vendus appartenaient originellement dans l'indivision et par moitié à Mademoiselle Marie Eugénie CHARLET, venderesse, et Mademoiselle Marie Denise CHARLET ci-après nommée depuis décédée, pour les avoir recueillis dans la succession de Monsieur Joseph CHARLET, leur père, décédé en son domicile à CHAMONIX le vingt trois octobre mil neuf cent trente six, époux de Madame Caroline SIMOND, dont elles étaient les seules héritières, sous réserve des droits d'usufruit du quart de leur mère, ainsi que le constate un acte de notoriété reçu par le Notaire soussigné le dix neuf mars mil neuf cent trente sept.

Observation faite que Madame veuve CHARLET née SIMOND, usufruitière, est décédée en son domicile à CHAMONIX le quatorze février mil neuf cent trente sept.

Mademoiselle Marie Denise CHARLET, en son vivant retraitée, demeurant à CHAMONIX MONT-BLANC, les Praz Conduits est décédée en son domicile le cinq août mil neuf cent soixante quatorze, célibataire, intestat, laissant pour recueillir

lir sa succession, Mademoiselle Marie Eugénie CHARLET, sa soeur, venderesse aux présentes, ainsi que le constate l'initulé de l'inventaire dressé par le Notaire soussigné le trois février mil neuf cent soixante quinze.

Observation faite que les biens immobiliers dépendant de cette succession ont fait l'objet d'une attestation immobilière dressée par le Notaire soussigné le trois février mil neuf cent soixante quinze, publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le vingt six février suivant, volume 3.437, numéro 13.

ORIGINE ANTERIEURE

Monsieur Joseph CHARLET était lui-même propriétaire de ces immeubles par suite de l'acquisition qu'il en avait faite avant son mariage de Monsieur Pierre Edouard DESAILLOUD et Madame Marie Alexandrine Claire SIMOND, son épouse, demeurant au BREY, Commune d'ANNECY-le-VIEUX, aux termes d'un acte reçu par Maître LOCHET, Notaire à CHAMONIX, le quinze décembre mil huit cent quatre vingt six, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE le treize janvier mil huit cent quatre vingt sept, volume 292, numéro 16.

| No des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| 1 | 1.644 | 4.911 | - | - | - | - | - |
| 2 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 3 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 4 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 5 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 6 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 7 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 8 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 9 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 10 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 11 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 12 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 13 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 14 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 15 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 16 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 17 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 18 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 19 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 20 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 21 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 22 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 23 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 24 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 25 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 26 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 27 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 28 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 29 | 2 | 3 | - | - | - | - | - |
| 30 | 219 | 176 | 236 | 270 | 95 | 86 | - |
| 31 | 219 | 162 | 217 | 247 | 95 | 79 | - |
| 32 | 222 | 162 | 217 | 247 | 97 | 79 | - |
| 33 | 222 | 162 | 217 | 247 | 97 | 79 | - |
| 34 | 251 | 186 | 249 | 283 | 109 | 90 | - |
| à reporter | 2.833 | 5.843 | 1.136 | 1.294 | 493 | 413 | - |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports .. | 2.833 | 5.843 | 1.136 | 1.294 | 493 | 413 | - |
| 35 | 230 | 162 | 217 | 247 | 100 | 79 | - |
| 36 | 230 | 162 | 217 | 247 | 100 | 79 | - |
| 37 | 341 | 266 | 356 | 406 | 148 | 129 | - |
| 38 | 305 | 231 | 310 | 353 | 133 | 112 | - |
| 39 | 225 | 162 | 217 | 247 | 98 | 79 | - |
| 40 | 224 | 162 | 217 | 247 | 98 | 79 | - |
| 41 | 214 | 476 | - | - | 93 | 232 | - |
| 42 | 221 | 489 | - | - | 96 | 238 | - |
| 43 | 226 | 176 | 236 | 270 | 98 | 86 | - |
| 44 | 226 | 162 | 217 | 247 | 98 | 79 | - |
| 45 | 230 | 162 | 217 | 247 | 100 | 79 | - |
| 46 | 230 | 162 | 217 | 247 | 100 | 79 | - |
| 47 | 232 | 162 | 217 | 247 | 101 | 79 | - |
| 48 | 232 | 162 | 217 | 247 | 101 | 79 | - |
| 49 | 234 | 162 | 217 | 247 | 102 | 79 | - |
| 50 | 234 | 162 | 217 | 247 | 102 | 79 | - |
| 51 | 341 | 266 | 356 | 406 | 148 | 129 | - |
| 52 | 308 | 231 | 310 | 353 | 134 | 112 | - |
| 53 | 227 | 162 | 217 | 247 | 99 | 79 | - |
| 54 | 227 | 162 | 217 | 247 | 99 | 79 | - |
| 55 | 352 | 536 | - | - | 153 | 261 | - |
| 56 | 249 | 379 | - | - | 109 | 185 | - |
| 57 | 294 | 271 | 363 | 414 | 128 | 132 | 30 |
| 58 | 179 | 162 | 217 | 247 | 78 | 79 | 15 |
| 59 | 185 | 162 | 217 | 247 | 81 | 79 | 15 |
| 60 | 179 | 162 | 217 | 247 | 78 | 79 | 15 |
| 61 | 209 | 176 | 236 | 270 | 91 | 86 | 15 |
| 62 | 357 | 348 | 467 | - | 156 | 170 | 45 |
| 63 | 361 | 334 | 447 | - | 157 | 162 | 45 |
| 64 | 366 | 334 | 447 | - | 159 | 162 | 45 |
| 65 | 369 | 334 | 447 | - | 161 | 162 | 45 |
| 66 | 316 | 266 | 356 | - | 137 | 129 | 30 |
| 67 | 298 | 231 | 310 | - | 130 | 112 | 30 |
| è reporter | 11.484 | 13.779 | 9.249 | 7.718 | 4.259 | 4.276 | 330 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports .. | 11.484 | 13.779 | 9.249 | 7.718 | 4.259 | 4.276 | 330 |
| 68 | 387 | 334 | 447 | - | 169 | 162 | 45 |
| 69 | 387 | 334 | 447 | - | 169 | 162 | 45 |
| 70 | 390 | 348 | 467 | - | 170 | 170 | 45 |
| 71 | 186 | 176 | 236 | 270 | 81 | 86 | 15 |
| 72 | 177 | 162 | 217 | 247 | 77 | 79 | 15 |
| 73 | 191 | 186 | 249 | 283 | 83 | 90 | 15 |
| 74 | 294 | 259 | 347 | 396 | 128 | 126 | 30 |
| 75 | 299 | 271 | 363 | 414 | 130 | 132 | 36 |
| 76 | 273 | 247 | 332 | 378 | 119 | 120 | 36 |
| 77 | 276 | 247 | 332 | 378 | 120 | 120 | 36 |
| 78 | 273 | 247 | 332 | 378 | 119 | 120 | 36 |
| 79 | 276 | 245 | 328 | 374 | 120 | 119 | 36 |
| 80 | 519 | 486 | 651 | - | 226 | 236 | 72 |
| 81 | 525 | 472 | 633 | - | 228 | 230 | 72 |
| 82 | 373 | 334 | 447 | - | 162 | 162 | 54 |
| 83 | 377 | 334 | 447 | - | 164 | 162 | 54 |
| 84 | 322 | 266 | 356 | - | 140 | 129 | 36 |
| 85 | 304 | 231 | 310 | - | 132 | 112 | 36 |
| 86 | 396 | 334 | 447 | - | 172 | 162 | 54 |
| 87 | 396 | 334 | 447 | - | 172 | 162 | 54 |
| 88 | 537 | 521 | 698 | - | 234 | 254 | 72 |
| 89 | 344 | 359 | 481 | 549 | 150 | 175 | 54 |
| 90 | 183 | 162 | 217 | 247 | 80 | 79 | 18 |
| 91 | 197 | 186 | 249 | 283 | 86 | 90 | 18 |
| 92 | 299 | 259 | 347 | 396 | 130 | 126 | 36 |
| 93 | 304 | 271 | 363 | 414 | 132 | 132 | 42 |
| 94 | 380 | 334 | 447 | - | 165 | 162 | 63 |
| 95 | 384 | 334 | 447 | - | 167 | 162 | 63 |
| 96 | 328 | 266 | 356 | - | 143 | 129 | 42 |
| 97 | 310 | 231 | 310 | - | 135 | 112 | 42 |
| 98 | 402 | 334 | 447 | - | 175 | 162 | 63 |
| 99 | 549 | 527 | 706 | - | 239 | 256 | 96 |
| 100 | 203 | 186 | 249 | 283 | 88 | 90 | 21 |
| à reporter | 22.525 | 23.596 | 22.401 | 13.008 | 9.064 | 9.046 | 1.782 |

| No des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-----------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports . . | 22.525 | 23.596 | 22.401 | 13.008 | 9.064 | 9.046 | 1.782 |
| 101 | 304 | 259 | 347 | 396 | 132 | 126 | 42 |
| 102 | 418 | 415 | 556 | 634 | 182 | 206 | 72 |
| 103 | 226 | 202 | 271 | - | 98 | 98 | 24 |
| 104 | 226 | 202 | 271 | - | 98 | 98 | 24 |
| 105 | 244 | 223 | 299 | - | 106 | 108 | 24 |
| 106 | 409 | 334 | 447 | - | 178 | 162 | 72 |
| 107 | 325 | 313 | 419 | 486 | 142 | 156 | 72 |
| TOTAUX DU BATIMENT B1 | | | | | <u>10.000è</u> | <u>10.000è</u> | <u>2.112è</u> |
| 200 | 417 | 774 | - | - | 228 | 438 | - |
| 201 | 302 | 460 | - | - | 165 | 260 | - |
| 202 | 329 | 501 | - | - | 180 | 284 | - |
| 203 | 197 | 300 | - | - | 108 | 170 | - |
| 204 | 199 | 303 | - | - | 109 | 171 | - |
| 205 | 200 | 304 | - | - | 109 | 172 | - |
| 206 | 323 | 582 | - | - | 177 | 329 | - |
| 207 | 320 | 581 | - | - | 175 | 328 | - |
| 208 | 293 | 447 | - | - | 160 | 253 | - |
| 209 | 336 | 326 | 436 | 497 | 183 | 184 | 15 |
| 210 | 177 | 162 | 217 | 247 | 97 | 92 | 15 |
| 211 | 186 | 162 | 217 | 247 | 102 | 92 | 15 |
| 212 | 177 | 162 | 217 | 247 | 97 | 92 | 15 |
| 213 | 202 | 176 | 236 | 270 | 110 | 100 | 15 |
| 214 | 238 | 176 | 236 | 270 | 130 | 100 | 15 |
| 215 | 216 | 162 | 217 | 247 | 118 | 92 | 15 |
| 216 | 226 | 162 | 217 | 247 | 123 | 92 | 15 |
| 217 | 216 | 162 | 217 | 247 | 118 | 92 | 15 |
| 218 | 226 | 162 | 217 | 247 | 123 | 92 | 15 |
| 219 | 216 | 162 | 217 | 247 | 118 | 92 | 15 |
| 220 | 395 | 357 | 478 | 545 | 215 | 202 | 15 |
| 221 | 412 | 380 | 510 | 581 | 225 | 215 | 15 |
| 222 | 190 | 162 | 217 | 247 | 104 | 92 | 15 |
| 223 | 190 | 162 | 217 | 247 | 104 | 92 | 15 |
| 224 | 384 | 326 | 436 | 497 | 210 | 184 | 15 |
| à reporter | 31.244 | 33.157 | 29.513 | 19.654 | 3.588 | 4.310 | 240 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports . . | 31.244 | 33.157 | 29.513 | 19.654 | 3.588 | 4.310 | 240 |
| 225 | 340 | 326 | 436 | 497 | 185 | 184 | 54 |
| 226 | 182 | 162 | 217 | 247 | 99 | 92 | 18 |
| 227 | 191 | 162 | 217 | 247 | 104 | 92 | 18 |
| 228 | 182 | 162 | 217 | 247 | 99 | 92 | 18 |
| 229 | 356 | 359 | 481 | 549 | 195 | 203 | 54 |
| 230 | 405 | 359 | 481 | 549 | 221 | 203 | 54 |
| 231 | 219 | 162 | 217 | 247 | 119 | 92 | 18 |
| 232 | 228 | 162 | 217 | 247 | 125 | 92 | 18 |
| 233 | 219 | 162 | 217 | 247 | 119 | 92 | 18 |
| 234 | 228 | 162 | 217 | 247 | 125 | 92 | 18 |
| 235 | 219 | 162 | 217 | 247 | 119 | 92 | 18 |
| 236 | 398 | 357 | 478 | 545 | 217 | 202 | 54 |
| 237 | 416 | 380 | 510 | 581 | 227 | 215 | 54 |
| 238 | 195 | 162 | 217 | 247 | 106 | 92 | 18 |
| 239 | 195 | 162 | 217 | 247 | 106 | 92 | 18 |
| 240 | 387 | 326 | 436 | 497 | 212 | 184 | 54 |
| 241 | 343 | 326 | 436 | 497 | 187 | 184 | 63 |
| 242 | 186 | 162 | 217 | 247 | 102 | 92 | 21 |
| 243 | 345 | 344 | 461 | 525 | 189 | 195 | 63 |
| 244 | 393 | 344 | 461 | 525 | 215 | 195 | 63 |
| 245 | 221 | 162 | 217 | 247 | 121 | 92 | 21 |
| 246 | 231 | 162 | 217 | 247 | 126 | 92 | 21 |
| 247 | 221 | 162 | 217 | 247 | 121 | 92 | 21 |
| 248 | 375 | 308 | 413 | 471 | 205 | 174 | 63 |
| 249 | 385 | 316 | 423 | 482 | 210 | 179 | 63 |
| 250 | 200 | 162 | 217 | 247 | 109 | 92 | 21 |
| 251 | 200 | 162 | 217 | 247 | 109 | 92 | 21 |
| 252 | 391 | 326 | 436 | 497 | 214 | 184 | 63 |
| 253 | 612 | 546 | 731 | 834 | 336 | 304 | 96 |
| 254 | 397 | 344 | 461 | 525 | 217 | 195 | 72 |
| 255 | 224 | 162 | 217 | 247 | 122 | 92 | 24 |
| 256 | 379 | 308 | 413 | 471 | 207 | 174 | 72 |
| 257 | 389 | 316 | 423 | 482 | 212 | 179 | 72 |
| à reporter | 41.096 | 41.496 | 40.682 | 32.380 | 8.968 | 9.028 | 1.584 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports .. | 41.096 | 41.496 | 40.682 | 32.380 | 8.968 | 9.028 | 1.584 |
| 258 | 283 | 247 | 332 | 378 | 155 | 140 | 48 |
| 259 | 283 | 247 | 332 | 378 | 155 | 140 | 48 |
| 260 | 534 | 548 | 734 | 836 | 292 | 305 | 96 |
| 261 | 387 | 330 | 442 | 504 | 212 | 187 | 72 |
| 262 | 399 | 354 | 475 | 549 | 218 | 200 | 72 |
| TOTAUX DU BATIMENT B2 | | | | | <u>10.000è</u> | <u>10.000è</u> | <u>1.920è</u> |
| 300 | 249 | 379 | - | - | 133 | 229 | - |
| 301 | 305 | 464 | - | - | 163 | 280 | - |
| 302 | 362 | 551 | - | - | 194 | 333 | - |
| 303 | 207 | 316 | - | - | 111 | 191 | - |
| 304 | 154 | 234 | - | - | 82 | 141 | - |
| 305 | 166 | 253 | - | - | 89 | 153 | - |
| 306 | 166 | 253 | - | - | 89 | 153 | - |
| 307 | 198 | 162 | 217 | 247 | 106 | 98 | 15 |
| 308 | 198 | 162 | 217 | 247 | 106 | 98 | 15 |
| 309 | 232 | 162 | 217 | 247 | 124 | 98 | 15 |
| 310 | 232 | 162 | 217 | 247 | 124 | 98 | 15 |
| 311 | 386 | 363 | 486 | 554 | 206 | 219 | 30 |
| 312 | 386 | 363 | 486 | 554 | 206 | 219 | 15 |
| 313 | 232 | 162 | 217 | 247 | 124 | 98 | 15 |
| 314 | 232 | 162 | 217 | 247 | 124 | 98 | 15 |
| 315 | 194 | 162 | 217 | 247 | 103 | 98 | 15 |
| 316 | 194 | 162 | 217 | 247 | 103 | 98 | 15 |
| 317 | 207 | 186 | 249 | 283 | 110 | 112 | 15 |
| 318 | 207 | 182 | 244 | 278 | 110 | 110 | 15 |
| 319 | 207 | 182 | 244 | 278 | 110 | 110 | 15 |
| 320 | 390 | 363 | 486 | 554 | 208 | 219 | 42 |
| 321 | 234 | 162 | 217 | 247 | 125 | 98 | 30 |
| 322 | 234 | 162 | 217 | 247 | 125 | 98 | 30 |
| 323 | 198 | 162 | 217 | 247 | 106 | 98 | 30 |
| 324 | 198 | 162 | 217 | 247 | 106 | 98 | 30 |
| 325 | 216 | 186 | 249 | 283 | 116 | 112 | 30 |
| à reporter | 49.166 | 49.441 | 48.045 | 40.773 | 3.303 | 3.757 | 402 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports . . | 49.166 | 49.441 | 48.045 | 40.773 | 3.303 | 3.757 | 402 |
| 326 | 216 | 182 | 244 | 278 | 116 | 110 | 30 |
| 327 | 216 | 182 | 244 | 278 | 116 | 110 | 30 |
| 328 | 216 | 186 | 249 | 283 | 116 | 112 | 30 |
| 329 | 203 | 162 | 217 | 247 | 109 | 98 | 30 |
| 330 | 203 | 162 | 217 | 247 | 109 | 98 | 30 |
| 331 | 234 | 162 | 217 | 247 | 125 | 98 | 30 |
| 332 | 234 | 162 | 217 | 247 | 125 | 98 | 30 |
| 333 | 390 | 363 | 486 | 554 | 208 | 219 | 42 |
| 334 | 393 | 363 | 486 | 554 | 210 | 219 | 42 |
| 335 | 237 | 162 | 217 | 247 | 126 | 98 | 21 |
| 336 | 237 | 162 | 217 | 247 | 126 | 98 | 21 |
| 337 | 203 | 162 | 217 | 247 | 109 | 98 | 21 |
| 338 | 203 | 162 | 217 | 247 | 109 | 98 | 21 |
| 339 | 221 | 186 | 249 | 283 | 118 | 112 | 21 |
| 340 | 221 | 182 | 244 | 278 | 118 | 110 | 21 |
| 341 | 221 | 182 | 244 | 278 | 118 | 110 | 21 |
| 342 | 221 | 186 | 249 | 283 | 118 | 112 | 21 |
| 343 | 208 | 162 | 217 | 247 | 111 | 98 | 21 |
| 344 | 208 | 162 | 217 | 247 | 111 | 98 | 21 |
| 345 | 237 | 162 | 217 | 247 | 126 | 98 | 21 |
| 346 | 237 | 162 | 217 | 247 | 126 | 98 | 21 |
| 347 | 393 | 363 | 486 | 554 | 210 | 219 | 42 |
| 348 | 397 | 363 | 486 | 554 | 212 | 219 | 48 |
| 349 | 335 | 247 | 332 | 378 | 179 | 150 | 48 |
| 350 | 335 | 247 | 332 | 378 | 179 | 150 | 48 |
| 351 | 286 | 247 | 332 | 378 | 153 | 150 | 48 |
| 352 | 286 | 247 | 332 | 378 | 153 | 150 | 48 |
| 353 | 226 | 186 | 249 | 283 | 121 | 112 | 24 |
| 354 | 226 | 182 | 244 | 278 | 121 | 110 | 24 |
| 355 | 226 | 182 | 244 | 278 | 121 | 110 | 24 |
| 356 | 226 | 186 | 249 | 283 | 121 | 112 | 24 |
| 357 | 290 | 247 | 332 | 378 | 155 | 150 | 48 |
| 358 | 290 | 247 | 332 | 378 | 155 | 150 | 48 |
| à reporter | 57.641 | 56.341 | 57.294 | 51.304 | 7.833 | 7.929 | 1.422 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports .. | 57.641 | 56.341 | 57.294 | 51.304 | 7.833 | 7.929 | 1.422 |
| 359 | 335 | 247 | 332 | 378 | 179 | 150 | 48 |
| 360 | 335 | 247 | 332 | 378 | 179 | 150 | 48 |
| 361 | 397 | 363 | 486 | 554 | 212 | 219 | 48 |
| 362 | 400 | 363 | 486 | 554 | 214 | 219 | 54 |
| 363 | 228 | 186 | 249 | 283 | 122 | 112 | 27 |
| 364 | 228 | 182 | 244 | 278 | 122 | 110 | 27 |
| 365 | 228 | 182 | 244 | 278 | 122 | 110 | 27 |
| 366 | 228 | 186 | 249 | 283 | 122 | 112 | 27 |
| 367 | 400 | 363 | 486 | 554 | 214 | 219 | 54 |
| 368 | 259 | 224 | 300 | 342 | 139 | 135 | 27 |
| 369 | 262 | 220 | 295 | 336 | 140 | 133 | 27 |
| 370 | 347 | 317 | 425 | 485 | 185 | 192 | 54 |
| 371 | 405 | 347 | 466 | 539 | 217 | 210 | 81 |
| TOTAUX DU BATIMENT B3 | | | | | <u>10.000è</u> | <u>10.000è</u> | <u>1.971è</u> |
| 400 | 117 | 178 | - | - | 77 | 128 | - |
| 401 | 137 | 208 | - | - | 90 | 149 | - |
| 402 | 204 | 311 | - | - | 134 | 223 | - |
| 403 | 332 | 506 | - | - | 217 | 362 | - |
| 404 | 337 | 513 | - | - | 220 | 368 | - |
| 405 | 290 | 441 | - | - | 190 | 316 | - |
| 406 | 158 | 241 | - | - | 104 | 173 | - |
| 407 | 259 | 206 | 277 | 315 | 170 | 148 | 15 |
| 408 | 225 | 162 | 217 | 247 | 147 | 116 | 15 |
| 409 | 190 | 162 | 217 | 247 | 124 | 116 | 15 |
| 410 | 190 | 162 | 217 | 247 | 124 | 116 | 15 |
| 411 | 268 | 246 | 329 | 375 | 175 | 176 | 15 |
| 412 | 264 | 246 | 329 | 375 | 173 | 176 | 30 |
| 413 | 257 | 246 | 329 | 375 | 168 | 176 | 30 |
| 414 | 259 | 246 | 329 | 375 | 170 | 176 | 30 |
| 415 | 177 | 162 | 217 | 247 | 116 | 116 | 15 |
| 416 | 177 | 162 | 217 | 247 | 116 | 116 | 15 |
| 417 | 220 | 162 | 217 | 247 | 144 | 116 | 15 |
| à reporter | 65.754 | 64.328 | 64.783 | 59.843 | 2.659 | 3.267 | 210 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports .. | 65.754 | 64.328 | 64.783 | 59.843 | 2.659 | 3.267 | 210 |
| 418 | 259 | 206 | 275 | 314 | 170 | 147 | 15 |
| 419 | 264 | 206 | 277 | 315 | 173 | 148 | 15 |
| 420 | 230 | 162 | 217 | 247 | 150 | 116 | 15 |
| 421 | 195 | 162 | 217 | 247 | 127 | 116 | 15 |
| 422 | 195 | 162 | 217 | 247 | 127 | 116 | 15 |
| 423 | 273 | 246 | 329 | 375 | 178 | 176 | 36 |
| 424 | 269 | 246 | 329 | 375 | 176 | 176 | 36 |
| 425 | 262 | 246 | 329 | 375 | 171 | 176 | 36 |
| 426 | 264 | 246 | 329 | 375 | 173 | 176 | 36 |
| 427 | 183 | 162 | 217 | 247 | 120 | 116 | 18 |
| 428 | 183 | 162 | 217 | 247 | 120 | 116 | 18 |
| 429 | 225 | 162 | 217 | 247 | 147 | 116 | 18 |
| 430 | 264 | 206 | 275 | 314 | 173 | 147 | 18 |
| 431 | 269 | 206 | 277 | 315 | 176 | 148 | 21 |
| 432 | 234 | 162 | 217 | 247 | 153 | 116 | 21 |
| 433 | 200 | 162 | 217 | 247 | 131 | 116 | 21 |
| 434 | 200 | 162 | 217 | 247 | 131 | 116 | 21 |
| 435 | 277 | 246 | 329 | 375 | 181 | 176 | 42 |
| 436 | 274 | 246 | 329 | 375 | 179 | 176 | 42 |
| 437 | 267 | 246 | 329 | 375 | 174 | 176 | 42 |
| 438 | 269 | 246 | 329 | 375 | 176 | 176 | 42 |
| 439 | 189 | 162 | 217 | 247 | 124 | 116 | 21 |
| 440 | 189 | 162 | 217 | 247 | 124 | 116 | 21 |
| 441 | 230 | 162 | 217 | 247 | 150 | 116 | 21 |
| 442 | 269 | 206 | 275 | 314 | 176 | 147 | 21 |
| 443 | 274 | 206 | 277 | 315 | 179 | 148 | 24 |
| 444 | 238 | 162 | 217 | 247 | 156 | 116 | 24 |
| 445 | 310 | 266 | 357 | 407 | 202 | 191 | 48 |
| 446 | 218 | 175 | 234 | 267 | 142 | 125 | 24 |
| 447 | 215 | 175 | 234 | 267 | 141 | 125 | 24 |
| 448 | 209 | 175 | 234 | 267 | 137 | 125 | 24 |
| 449 | 212 | 175 | 234 | 267 | 138 | 125 | 24 |
| 450 | 293 | 266 | 357 | 407 | 192 | 191 | 48 |
| à reporter | 73.656 | 70.870 | 73.542 | 69.823 | 7.826 | 7.950 | 1.077 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports | 73.656 | 70.870 | 73.542 | 69.823 | 7.826 | 7.950 | 1.077 |
| 451 | 269 | 204 | 273 | 311 | 176 | 146 | 24 |
| 452 | 274 | 206 | 275 | 314 | 179 | 147 | 24 |
| 453 | 274 | 206 | 277 | 315 | 179 | 148 | 27 |
| 454 | 271 | 204 | 273 | 311 | 177 | 146 | 27 |
| 455 | 285 | 261 | 350 | 399 | 186 | 187 | 54 |
| 456 | 325 | 315 | 422 | 481 | 213 | 226 | 81 |
| 457 | 212 | 186 | 249 | 283 | 138 | 133 | 27 |
| 458 | 269 | 204 | 273 | 311 | 176 | 146 | 27 |
| 459 | 274 | 206 | 275 | 314 | 179 | 147 | 27 |
| 460 | 406 | 360 | 483 | 554 | 264 | 256 | 54 |
| 461 | 406 | 360 | 483 | 554 | 264 | 256 | 54 |
| 462 | 75 | 80 | - | - | - | - | - |
| 463 | 66 | 200 | - | - | 43 | 112 | - |
| TOTAUX DU BATIMENT B4 | | | | | 10.000è | 10.000è | 1.503è |
| 500 | 292 | 657 | - | - | 209 | 441 | - |
| 501 | 286 | 614 | - | - | 205 | 413 | - |
| 502 | 340 | 717 | - | - | 243 | 487 | - |
| 503 | 249 | 461 | - | - | 179 | 310 | - |
| 504 | 243 | 451 | - | - | 174 | 303 | - |
| 505 | 218 | 331 | - | - | 156 | 223 | - |
| 506 | 198 | 301 | - | - | 142 | 203 | - |
| 507 | 371 | 363 | 486 | 554 | 266 | 244 | 30 |
| 508 | 350 | 307 | 411 | 468 | 251 | 206 | 45 |
| 509 | 163 | 162 | 217 | 247 | 117 | 109 | 15 |
| 510 | 160 | 162 | 217 | 247 | 115 | 109 | 15 |
| 511 | 173 | 182 | 244 | 278 | 124 | 122 | 15 |
| 512 | 173 | 182 | 244 | 278 | 124 | 122 | 15 |
| 513 | 173 | 186 | 249 | 283 | 124 | 125 | 15 |
| 514 | 151 | 162 | 217 | 247 | 108 | 109 | 15 |
| 515 | 161 | 176 | 236 | 270 | 116 | 119 | 15 |
| 516 | 251 | 176 | 236 | 270 | 180 | 119 | 15 |
| 517 | 235 | 162 | 217 | 247 | 168 | 109 | 15 |
| à reporter | 81.249 | 79.614 | 80.149 | 77.359 | 3.001 | 3.873 | 210 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports .. | 81.249 | 79.614 | 80.149 | 77.359 | 3.001 | 3.873 | 210 |
| 518 | 380 | 363 | 486 | 554 | 273 | 244 | 30 |
| 519 | 383 | 363 | 486 | 554 | 274 | 244 | 36 |
| 520 | 356 | 307 | 411 | 468 | 255 | 206 | 54 |
| 521 | 169 | 162 | 217 | 247 | 121 | 109 | 18 |
| 522 | 166 | 162 | 217 | 247 | 119 | 109 | 18 |
| 523 | 184 | 186 | 249 | 283 | 132 | 125 | 18 |
| 524 | 179 | 182 | 244 | 278 | 129 | 122 | 18 |
| 525 | 179 | 182 | 244 | 278 | 129 | 122 | 18 |
| 526 | 179 | 186 | 249 | 283 | 129 | 125 | 18 |
| 527 | 157 | 162 | 217 | 247 | 112 | 109 | 18 |
| 528 | 167 | 176 | 236 | 270 | 120 | 119 | 18 |
| 529 | 255 | 176 | 236 | 270 | 183 | 119 | 18 |
| 530 | 238 | 162 | 217 | 247 | 171 | 109 | 18 |
| 531 | 385 | 363 | 486 | 554 | 276 | 244 | 36 |
| 532 | 389 | 363 | 486 | 554 | 279 | 244 | 46 |
| 533 | 496 | 438 | 588 | 670 | 356 | 295 | 63 |
| 534 | 245 | 247 | 332 | 378 | 176 | 166 | 46 |
| 535 | 241 | 247 | 332 | 378 | 173 | 166 | 46 |
| 536 | 190 | 186 | 249 | 283 | 136 | 125 | 21 |
| 537 | 185 | 182 | 244 | 278 | 133 | 122 | 21 |
| 538 | 185 | 182 | 244 | 278 | 133 | 122 | 21 |
| 539 | 185 | 186 | 249 | 283 | 133 | 125 | 21 |
| 540 | 231 | 247 | 332 | 378 | 165 | 166 | 46 |
| 541 | 231 | 245 | 328 | 374 | 165 | 165 | 46 |
| 542 | 334 | 245 | 328 | 374 | 239 | 165 | 46 |
| 543 | 334 | 247 | 332 | 378 | 239 | 166 | 46 |
| 544 | 391 | 363 | 486 | 554 | 280 | 244 | 46 |
| 545 | 389 | 363 | 486 | 554 | 279 | 244 | 54 |
| 546 | 196 | 186 | 249 | 283 | 141 | 125 | 27 |
| 547 | 191 | 182 | 244 | 278 | 137 | 122 | 27 |
| 548 | 191 | 182 | 244 | 278 | 137 | 122 | 27 |
| 549 | 191 | 186 | 249 | 283 | 137 | 125 | 27 |
| 550 | 391 | 363 | 486 | 554 | 280 | 244 | 54 |
| à reporter | 89.812 | 87.586 | 90.832 | 89.529 | 9.142 | 9.232 | 1.277 |

| N° des lots | DÉPENSES GÉNÉRALES | | | | DÉPENSES PAR IMMEUBLE | | |
|-----------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| | Type 1 en /100.000è | Type 2 en /100.000è | E.D.F. 1 A en /100.000è | E.D.F. 1 B en /100.000è | Type 1 en /10.000è | Type 2 en /10.000è | Ascenseurs |
| reports . . | 89.812 | 87.586 | 90.832 | 89.529 | 9.142 | 9.232 | 1.277 |
| 551 | 389 | 347 | 466 | 531 | 277 | 232 | 81 |
| 552 | 308 | 293 | 392 | 447 | 221 | 197 | 54 |
| 553 | 215 | 177 | 238 | 271 | 154 | 119 | 27 |
| 554 | 287 | 327 | 439 | 508 | 206 | 220 | 54 |
| TOTAUX DU BATIMENT B5 | | | | | <u>10.000è</u> | <u>10.000è</u> | <u>1.493è</u> |
| 600 | 245 | 746 | - | - | 273 | 664 | - |
| 601 | 233 | 709 | - | - | 260 | 631 | - |
| 602 | 185 | 564 | - | - | 207 | 502 | - |
| 603 | 185 | 564 | - | - | 207 | 502 | - |
| 604 | 269 | 409 | - | - | 300 | 364 | - |
| 605 | 448 | 682 | - | - | 500 | 607 | - |
| 606 | 219 | 333 | - | - | 244 | 296 | - |
| 607 | 448 | 682 | - | - | 500 | 607 | - |
| 608 | 556 | 846 | - | - | 621 | 753 | - |
| 609 | 166 | 186 | 250 | 285 | 185 | 166 | - |
| 610 | 632 | 611 | 819 | 934 | 707 | 544 | - |
| 611 | 216 | 245 | 328 | 374 | 241 | 218 | - |
| 612 | 473 | 414 | 555 | 633 | 528 | 369 | - |
| 613 | 551 | 595 | 798 | 909 | 615 | 530 | - |
| 614 | 280 | 327 | 439 | 500 | 312 | 291 | - |
| 615 | 417 | 386 | 517 | 589 | 466 | 343 | - |
| 616 | 233 | 173 | 232 | 264 | 260 | 154 | - |
| 617 | 236 | 173 | 232 | 264 | 263 | 154 | - |
| 618 | 424 | 356 | 477 | 543 | 474 | 316 | - |
| 619 | 246 | 173 | 232 | 264 | 274 | 154 | - |
| 620 | 248 | 173 | 232 | 264 | 277 | 154 | - |
| 621 | 464 | 386 | 512 | 589 | 518 | 343 | - |
| 622 | 286 | 327 | 439 | 506 | 319 | 291 | - |
| 623 | 636 | 595 | 793 | 909 | 710 | 530 | - |
| 624 | 512 | 414 | 555 | 633 | 571 | 369 | - |
| 625 | 151 | 166 | 223 | 254 | 168 | 148 | - |
| TOTAUX DU BATIMENT B6 | | | | | <u>10.000è</u> | <u>10.000è</u> | |
| 1.000 | <u>30</u> | <u>35</u> | <u>-</u> | <u>-</u> | | | |
| TOTAUX | <u>100.000è</u> | <u>100.000è</u> | <u>100.000è</u> | <u>100.000è</u> | | | |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | |
|----|----|---|-------------|-------------|------------------------|------------------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | |
| | | | | | report | 13.011 | |
| 73 | B1 | E | 1er étage | 113 | Studio "St F1" | 191 | |
| 74 | B1 | | 1er étage | 111 | Appartement "2pp B" | 294 | |
| 75 | B1 | | 2è étage | 209 | Appartement "2pp C" | 299 | |
| 76 | B1 | | 2/3è étages | 207 | Appartement "2pp E3" | 273 | |
| 77 | B1 | | 2/3è étages | 205 | Appartement "2pp E2" | 276 | |
| 78 | B1 | | 2/3è étages | 203 | Appartement "2pp E3" | 273 | |
| 79 | B1 | | U | 2/3è étages | 201 | Appartement "2pp D2" | 276 |
| 80 | B1 | | | 2/3è étages | 202 | Appartement "3/4pp D" | 519 |
| 81 | B1 | | | 2/3è étages | 204 | Appartement "3/4pp B" | 525 |
| 82 | B1 | | | 2è étage | 206 | Appartement "2/3pp I4" | 373 |
| 83 | B1 | O | 2è étage | 208 | Appartement "2/3pp I5" | 377 | |
| 84 | B1 | | 2è étage | 210 | Appartement "2pp J3" | 322 | |
| 85 | B1 | | 2è étage | 212 | Appartement "2pp A3" | 304 | |
| 86 | B1 | I | 2è étage | 214 | Appartement "2/3pp I3" | 396 | |
| 87 | B1 | | 2è étage | 216 | Appartement "2/3pp I7" | 396 | |
| 88 | B1 | | 2/3è étages | 218 | Appartement "3/4pp A" | 537 | |
| 89 | B1 | | 2/3è étages | 217 | Appartement "2/3pp D2" | 344 | |
| 90 | B1 | N | 2è étage | 215 | Studio "St B1" | 183 | |
| 91 | B1 | | 2è étage | 213 | Studio "St F1" | 197 | |
| 92 | B1 | | 2è étage | 211 | Appartement "2pp B" | 299 | |
| 93 | B1 | | 3è étage | 301 | Appartement "2pp C" | 304 | |
| 94 | B1 | | 3è étage | 302 | Appartement "2/3pp I4" | 380 | |
| 95 | B1 | | 3è étage | 304 | Appartement "2/3pp I5" | 384 | |
| 96 | B1 | D | 3è étage | 306 | Appartement "2pp J4" | 328 | |
| 97 | B1 | | 3è étage | 308 | Appartement "2pp A3" | 310 | |
| 98 | B1 | | 3è étage | 310 | Appartement "2/3pp I3" | 402 | |
| 99 | B1 | | 3/4è étages | 312 | Appartement "3/4pp C" | 549 | |
| | | | | | à reporter | 22.322 | |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-------------|------------|------------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 22.322 |
| 100 | B1 | E | 3è étage | 305 | Studio "St F1" | 203 |
| 101 | B1 | | 3è étage | 303 | Appartement "2pp B" | 304 |
| 102 | B1 | | 4/5è étages | 401 | Appartement "3pp A" | 418 |
| 103 | B1 | | 4è étage | 402 | Studio "St P2" | 226 |
| 104 | B1 | | 4è étage | 404 | Studio "St P1" | 226 |
| 105 | B1 | | 4è étage | 406 | Studio "St R" | 244 |
| 106 | B1 | U | 4è étage | 408 | Appartement "2/3pp I6" | 409 |
| 107 | B1 | | 4è étage | 403 | Appartement "2/3pp E" | 325 |
| 200 | B2 | | R. de C. | | Commerce C13, R13 | 417 |
| 201 | B2 | Q | R. de C. | | Commerce C12 | 302 |
| 202 | B2 | | R. de C. | | Commerce C11 | 329 |
| 203 | B2 | | R. de C. | | Commerce C10 | 197 |
| 204 | B2 | | R. de C. | | Commerce C8 | 199 |
| 205 | B2 | I | R. de C. | | Commerce C6 | 200 |
| 206 | B2 | | R. de C. | | Commerce C5, R5 | 323 |
| 207 | B2 | | R. de C. | | Commerce C7, R7 | 320 |
| 208 | B2 | | R. de C. | | Commerce C9 | 293 |
| 209 | B2 | N | 1er étage | 110 | Appartement "2/3pp P" | 336 |
| 210 | B2 | | 1er étage | 108 | Studio "St B2" | 177 |
| 211 | B2 | | 1er étage | 106 | Studio "St B11" | 186 |
| 212 | B2 | | 1er étage | 104 | Studio "St B2" | 177 |
| 213 | B2 | | 1er étage | 102 | Studio "St A6" | 202 |
| 214 | B2 | U | 1er étage | 101 | Studio "St A6" | 238 |
| 215 | B2 | | 1er étage | 103 | Studio "St B2" | 216 |
| 216 | B2 | | 1er étage | 105 | Studio "St B11" | 226 |
| 217 | B2 | | 1er étage | 107 | Studio "St B2" | 216 |
| | | | | | à reporter | 29.231 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-------------|---------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 29.231 |
| 218 | B2 | E | 1er étage | 109 | Studio "St B11" | 226 |
| 219 | B2 | | 1er étage | 111 | Studio "St B2" | 216 |
| 220 | B2 | | 1er étage | 113 | Appartement "2/3pp K" | 395 |
| 221 | B2 | D | 1er étage | 115 | Appartement "3pp D" | 412 |
| 222 | B2 | | 1er étage | 117 | Studio "St B2" | 190 |
| 223 | B2 | | 1er étage | 119 | Studio "St B2" | 190 |
| 224 | B2 | Q | 1er étage | 112 | Appartement "2/3pp N" | 384 |
| 225 | B2 | | 2è étage | 210 | Appartement "2/3pp P" | 340 |
| 226 | B2 | | 2è étage | 208 | Studio "St B2" | 182 |
| 227 | B2 | O | 2è étage | 206 | Studio "St B11" | 191 |
| 228 | B2 | | 2è étage | 204 | Studio "St B10" | 182 |
| 229 | B2 | | 2/3è étages | 202 | Appartement "2/3ppD1" | 356 |
| 230 | B2 | I | 2/3è étages | 201 | Appartement "2/3ppD1" | 405 |
| 231 | B2 | | 2è étage | 203 | Studio "St B10" | 219 |
| 232 | B2 | | 2è étage | 205 | Studio "St B11" | 228 |
| 233 | B2 | N | 2è étage | 207 | Studio "St B2" | 219 |
| 234 | B2 | | 2è étage | 209 | Studio "St B11" | 228 |
| 235 | B2 | | 2è étage | 211 | Studio "St B2" | 219 |
| 236 | B2 | Z | 2è étage | 213 | Appartement "2/3pp K" | 398 |
| 237 | B2 | | 2è étage | 215 | Appartement "3pp D" | 416 |
| 238 | B2 | | 2è étage | 217 | Studio "St B2" | 195 |
| 239 | B2 | U | 2è étage | 219 | Studio "St B2" | 195 |
| 240 | B2 | | 2è étage | 212 | Appartement "2/3pp N" | 387 |
| 241 | B2 | | 3è étage | 306 | Appartement "2/3pp P" | 343 |
| 242 | B2 | | 3è étage | 304 | Studio "St B10" | 186 |
| 243 | B2 | | 3/4è étages | 302 | Appartement "2/3pp L" | 345 |
| | | | | | à reporter | 36.478 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | | |
|-----|----|----------|-------------|------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | | |
| | | | | | report | 36,478 | | |
| 244 | B2 | E | 3/4è étages | 301 | Appartement "2/3pp L" | 393 | | |
| 245 | B2 | | 3è étage | 303 | Studio "St B10" | 221 | | |
| 246 | B2 | | 3è étage | 305 | Studio "St B11" | 231 | | |
| 247 | B2 | | 3è étage | 307 | Studio "St B2" | 221 | | |
| 248 | B2 | | 3è étage | 309 | Appartement "2/3pp M" | 375 | | |
| 249 | B2 | | 3è étage | 311 | Appartement "3pp E" | 385 | | |
| 250 | B2 | | U | 3è étage | 313 | Studio "St B2" | 200 | |
| 251 | B2 | | | 3è étage | 315 | Studio "St B2" | 200 | |
| 252 | B2 | | | 3è étage | 308 | Appartement "2/3pp N" | 391 | |
| 253 | B2 | | | 4/5è étage | 402 | Appartement "4pp D" | 612 | |
| 254 | B2 | Q | | 4/5è étage | 401 | Appartement "2/3pp L" | 397 | |
| 255 | B2 | | | 4è étage | 403 | Studio "St B10" | 224 | |
| 256 | B2 | | | 4è étage | 405 | Appartement "2/3pp M" | 379 | |
| 257 | B2 | | | 4è étage | 407 | Appartement "3pp E" | 389 | |
| 258 | B2 | | | I | 4/5è étages | 409 | Appartement "2pp E7" | 283 |
| 259 | B2 | | | | 4/5è étages | 411 | Appartement "2pp E7" | 283 |
| 260 | B2 | | 4/5è étages | | 404 | Appartement "4pp C" | 534 | |
| 261 | B2 | | 5è étage | | 501 | Appartement "2/3pp J" | 387 | |
| 262 | B2 | | N | | 5è étage | 503 | Appartement "2/3pp R" | 399 |
| 263 | B1 | | | | R. de C. | | Commerce C18-R7 | 230 |
| 265 | B2 | R. de C. | | | | Commerce C8A | 239 | |
| 300 | B3 | R. de C. | | | | Commerce C18 | 249 | |
| 301 | B3 | R. de C. | | | | Commerce C20 | 305 | |
| 302 | B3 | R. de C. | | | | Commerce C19 | 362 | |
| 303 | B3 | U | | R. de C. | | Commerce C17 | 207 | |
| 304 | B3 | | | R. de C. | | Commerce C16 | 154 | |
| 305 | B3 | | | R. de C. | | Commerce C15 | 166 | |
| 306 | B3 | | | R. de C. | | Commerce C14 | 166 | |
| | | | | | | à reporter | 44,591 | |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-----------|------------|----------------------|------------------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 44.591 |
| 307 | B3 | E | 1er étage | 103 | Studio "St B13" | 198 |
| 308 | B3 | | 1er étage | 101 | Studio "St B13" | 198 |
| 309 | B3 | | 1er étage | 102 | Studio "St B12" | 232 |
| 310 | B3 | | 1er étage | 104 | Studio "St B12" | 232 |
| 311 | B3 | U | 1er étage | 106 | Appartement "2pp K5" | 386 |
| 312 | B3 | | 1er étage | 108 | Appartement "2pp K5" | 386 |
| 313 | B3 | | 1er étage | 110 | Studio "St B12" | 232 |
| 314 | B3 | | 1er étage | 112 | Studio "St B12" | 232 |
| 315 | B3 | Q | 1er étage | 113 | Studio "St B13" | 194 |
| 316 | B3 | | 1er étage | 111 | Studio "St B13" | 194 |
| 317 | B3 | | 1er étage | 109 | Studio "St C1" | 207 |
| 318 | B3 | | 1er étage | 107 | Studio "St D1" | 207 |
| 319 | B3 | I | 1er étage | 105 | Studio "St D1" | 207 |
| 320 | B3 | | 2è étage | 208 | Appartement "2pp K5" | 390 |
| 321 | B3 | | 2è étage | 210 | Studio "St B12" | 234 |
| 322 | B3 | | 2è étage | 212 | Studio "St B12" | 234 |
| 323 | B3 | N | 2è étage | 215 | Studio "St B13" | 198 |
| 324 | B3 | | 2è étage | 213 | Studio "St B13" | 198 |
| 325 | B3 | | 2è étage | 211 | Studio "St C2" | 216 |
| 326 | B3 | | 2è étage | 209 | Studio "St D2" | 216 |
| 327 | B3 | D | 2è étage | 207 | Studio "St D2" | 216 |
| 328 | B3 | | 2è étage | 205 | Studio "St C2" | 216 |
| 329 | B3 | | 2è étage | 203 | Studio "St B13" | 203 |
| 330 | B3 | | 2è étage | 201 | Studio "St B13" | 203 |
| 331 | B3 | | 2è étage | 202 | Studio "St B12" | 234 |
| 332 | B3 | | 2è étage | 204 | Studio "St B12" | 234 |
| 333 | B3 | | 2è étage | 206 | Appartement "2pp K5" | 390 |
| | | | | | | à reporter |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-------------|------------|----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 51,078 |
| 334 | B3 | | 3è étage | 308 | Appartement "2pp K5" | 393 |
| 335 | B3 | E | 3è étage | 310 | Studio "St B12" | 237 |
| 336 | B3 | | 3è étage | 312 | Studio "St B12" | 237 |
| 337 | B3 | | 3è étage | 315 | Studio "St B13" | 203 |
| 338 | B3 | | 3è étage | 313 | Studio "St B13" | 203 |
| 339 | B3 | | 3è étage | 311 | Studio "St C2" | 221 |
| 340 | B3 | U | 3è étage | 309 | Studio "St D2" | 221 |
| 341 | B3 | | 3è étage | 307 | Studio "St D2" | 221 |
| 342 | B3 | | 3è étage | 305 | Studio "St C2" | 221 |
| 343 | B3 | | 3è étage | 303 | Studio "St B13" | 208 |
| 344 | B3 | Q | 3è étage | 301 | Studio "St B13" | 208 |
| 345 | B3 | | 3è étage | 302 | Studio "St B12" | 237 |
| 346 | B3 | | 3è étage | 304 | Studio "St B12" | 237 |
| 347 | B3 | | 3è étage | 306 | Appartement "2pp K5" | 393 |
| 348 | B3 | | 4è étage | 408 | Appartement "2pp K5" | 397 |
| 349 | B3 | I | 4/5è étages | 410 | Appartement "2pp E5" | 335 |
| 350 | B3 | | 4/5è étages | 412 | Appartement "2pp E5" | 335 |
| 351 | B3 | | 4/5è étages | 415 | Appartement "2pp E6" | 286 |
| 352 | B3 | | 4/5è étages | 413 | Appartement "2pp E6" | 286 |
| 353 | B3 | N | 4è étage | 411 | Studio "St C2" | 226 |
| 354 | B3 | | 4è étage | 409 | Studio "St D2" | 226 |
| 355 | B3 | | 4è étage | 407 | Studio "St D2" | 226 |
| 356 | B3 | | 4è étage | 405 | Studio "St C2" | 226 |
| 357 | B3 | U | 4/5è étages | 403 | Appartement "2pp E6" | 290 |
| 358 | B3 | | 4/5è étages | 401 | Appartement "2pp E6" | 290 |
| 359 | B3 | | 4/5è étages | 402 | Appartement "2pp E5" | 335 |
| 360 | B3 | | 4/5è étages | 404 | Appartement "2pp E5" | 335 |
| | | | | | à reporter | 58,311 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-----------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 55,311 |
| 361 | B3 | | 4è étage | 406 | Appartement "2pp K5" | 397 |
| 362 | B3 | E | 5è étage | 504 | Appartement "2pp K5" | 400 |
| 363 | B3 | | 5è étage | 507 | Studio "St C2" | 228 |
| 364 | B3 | | 5è étage | 505 | Studio "St D2" | 228 |
| 365 | B3 | | 5è étage | 503 | Studio "St D2" | 228 |
| 366 | B3 | | 5è étage | 501 | Studio "St C2" | 228 |
| 367 | B3 | U | 5è étage | 502 | Appartement "2pp K5" | 400 |
| 368 | B3 | | 6è étage | 605 | Studio "St T" | 259 |
| 369 | B3 | | 6è étage | 603 | Studio "St S" | 262 |
| 370 | B3 | | 6è étage | 601 | Appartement "2pp S" | 347 |
| 371 | B3 | Q | 6è étage | 602 | Appartement "2/3pp A" | 405 |
| 400 | B4 | | R. de C. | | Commerce C23 | 117 |
| 401 | B4 | | R. de C. | | Commerce C24 | 137 |
| 402 | B4 | I | R. de C. | | Commerce C26 | 204 |
| 403 | B4 | | R. de C. | | Commerce C25 | 332 |
| 404 | B4 | | R. de C. | | Commerce C21 | 337 |
| 405 | B4 | | R. de C. | | Commerce C22 | 290 |
| 406 | B4 | | R. de C. | | Commerce C22B | 158 |
| 407 | B4 | N | 1er étage | 104 | Studio "St J1" | 259 |
| 408 | B4 | | 1er étage | 102 | Studio "St B5" | 225 |
| 409 | B4 | | 1er étage | 101 | Studio "St B9" | 190 |
| 410 | B4 | | 1er étage | 103 | Studio "St B9" | 190 |
| 411 | B4 | U | 1er étage | 105 | Appartement "2pp F" | 268 |
| 412 | B4 | | 1er étage | 107 | Appartement "2pp G" | 264 |
| 413 | B4 | | 1er étage | 109 | Appartement "2pp F" | 257 |
| 414 | B4 | | 1er étage | 111 | Appartement "2pp G" | 259 |
| | | | | | à reporter | 65.180 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|-----------|------------|---------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 65.180 |
| 415 | B4 | E | 1er étage | 113 | Studio "St B9" | 177 |
| 416 | B4 | | 1er étage | 115 | Studio "St B9" | 177 |
| 417 | B4 | | 1er étage | 108 | Studio "St B5" | 220 |
| 418 | B4 | | 1er étage | 106 | Studio "St I1" | 259 |
| 419 | B4 | D | 2è étage | 204 | Studio "St J1" | 264 |
| 420 | B4 | | 2è étage | 202 | Studio "St B5" | 230 |
| 421 | B4 | | 2è étage | 201 | Studio "St B9" | 195 |
| 422 | B4 | | 2è étage | 203 | Studio "St B9" | 195 |
| 423 | B4 | Q | 2è étage | 205 | Appartement "2pp G" | 273 |
| 424 | B4 | | 2è étage | 207 | Appartement "2pp F" | 269 |
| 425 | B4 | | 2è étage | 209 | Appartement "2pp G" | 262 |
| 426 | B4 | | 2è étage | 211 | Appartement "2pp F" | 264 |
| 427 | B4 | I | 2è étage | 213 | Studio "St B9" | 183 |
| 428 | B4 | | 2è étage | 215 | Studio "St B9" | 183 |
| 429 | B4 | | 2è étage | 208 | Studio "St B5" | 225 |
| 430 | B4 | | 2è étage | 206 | Studio "St I1" | 264 |
| 431 | B4 | N | 3è étage | 304 | Studio "St J1" | 269 |
| 432 | B4 | | 3è étage | 302 | Studio "St B5" | 234 |
| 433 | B4 | | 3è étage | 301 | Studio "St B9" | 200 |
| 434 | B4 | | 3è étage | 303 | Studio "St B9" | 200 |
| 435 | B4 | U | 3è étage | 305 | Appartement "2pp F" | 277 |
| 436 | B4 | | 3è étage | 307 | Appartement "2pp G" | 274 |
| 437 | B4 | | 3è étage | 309 | Appartement "2pp F" | 267 |
| 438 | B4 | | 3è étage | 311 | Appartement "2pp G" | 269 |
| 439 | B4 | | 3è étage | 313 | Studio "St B9" | 189 |
| 440 | B4 | | 3è étage | 315 | Studio "St B9" | 189 |
| 441 | B4 | | 3è étage | 308 | Studio "St B5" | 230 |
| | | | | | à reporter | 71.418 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|----------------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 71,418 |
| 442 | B4 | | 3è étage | 306 | Studio "St I1" | 269 |
| 443 | B4 | E | 4è étage | 404 | Studio "St J1" | 274 |
| 444 | B4 | | 4è étage | 402 | Studio "St B5" | 238 |
| 445 | B4 | | 4è étage | 401 | Appartement "2pp M" | 310 |
| 446 | B4 | | 4è étage | 403 | Studio "St K" | 218 |
| 447 | B4 | | 4è étage | 405 | Studio "St K" | 215 |
| 448 | B4 | U | 4è étage | 407 | Studio "St K" | 209 |
| 449 | B4 | | 4è étage | 409 | Studio "St K" | 212 |
| 450 | B4 | | 4è étage | 411 | Appartement "2pp M" | 293 |
| 451 | B4 | | 4è étage | 408 | Studio "St G1" | 269 |
| 452 | B4 | Q | 4è étage | 406 | Studio "St I1" | 274 |
| 453 | B4 | | 5è étage | 504 | Studio "St J2" | 274 |
| 454 | B4 | | 5è étage | 502 | Studio "St G2" | 271 |
| 455 | B4 | | 5è étage | 501 | Appartement "2pp H" | 285 |
| 456 | B4 | I | 5è étage | 503 | Appartement "2/3pp G" | 325 |
| 457 | B4 | | 5è étage | 505 | Studio "St L" | 212 |
| 458 | B4 | | 5è étage | 508 | Studio "St G2" | 269 |
| 459 | B4 | | 5è étage | 506 | Studio "St I2" | 274 |
| 460 | B4 | N | 6è étage | 602 | Appartement "2pp L" | 406 |
| 461 | B4 | | 6è étage | 604 | Appartement "2pp L" | 406 |
| 462 | B4 | | | | Terrasse | 75 |
| 463 | B4 | | Sous-sol | | Réserve R43 | 66 |
| 500 | B5 | U | R. C. et s/sol | | Commerce C30, R30 | 292 |
| 501 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C32, R32 | 286 |
| 502 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C33, R33 | 340 |
| 503 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C31, R31 | 249 |
| | | | | | à reporter | 78,229 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|-----|----|---|----------------|------------|-----------------------|--------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 78.229 |
| 504 | B5 | | R. C. et s/sol | | Commerce C29, R29 | 243 |
| 505 | B5 | | R. de C. | | Commerce C27 | 218 |
| 506 | B5 | E | R. de C. | | Commerce C28 | 198 |
| 507 | B5 | | 1er étage | 104 | Appartement 2pp K1 | 371 |
| 508 | B5 | | 1er étage | 102 | Appartement "2/3pp F" | 350 |
| 509 | B5 | | 1er étage | 101 | Studio "St B2" | 163 |
| 510 | B5 | U | 1er étage | 103 | Studio "St B2" | 160 |
| 511 | B5 | | 1er étage | 105 | Studio "St D" | 173 |
| 512 | B5 | | 1er étage | 107 | Studio "St D" | 173 |
| 513 | B5 | | 1er étage | 109 | Studio "St C" | 173 |
| 514 | B5 | | 1er étage | 111 | Studio "St B2" | 151 |
| 515 | B5 | Q | 1er étage | 113 | Studio "St A1" | 161 |
| 516 | B5 | | 1er étage | 110 | Studio "St A3" | 251 |
| 517 | B5 | | 1er étage | 108 | Studio "St B4" | 235 |
| 518 | B5 | | 1er étage | 106 | Appartement "2pp K2" | 380 |
| 519 | B5 | I | 2è étage | 204 | Appartement "2pp K2" | 383 |
| 520 | B5 | | 2è étage | 202 | Appartement "2/3pp F" | 356 |
| 521 | B5 | | 2è étage | 201 | Studio "St B2" | 169 |
| 522 | B5 | | 2è étage | 203 | Studio "St B2" | 166 |
| 523 | B5 | N | 2è étage | 205 | Studio "St C" | 184 |
| 524 | B5 | | 2è étage | 207 | Studio "St D" | 179 |
| 525 | B5 | | 2è étage | 209 | Studio "St D" | 179 |
| 526 | B5 | | 2è étage | 211 | Studio "St C" | 179 |
| 527 | B5 | D | 2è étage | 213 | Studio "St B2" | 157 |
| 528 | B5 | | 2è étage | 215 | Studio "St A1" | 167 |
| 529 | B5 | | 2è étage | 210 | Studio "St A3" | 255 |
| 530 | B5 | | 2è étage | 208 | Studio "St B4" | 238 |
| | | | | | à reporter | 84.241 |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 | |
|-----|----|-------------|-------------|-------------|-----------------------|----------------------|-----|
| | | | | N° Appt | Type | | |
| | | | | | report | 84.241 | |
| 531 | B5 | E | 2è étage | 206 | Appartement "2pp K2" | 385 | |
| 532 | B5 | | 3è étage | 304 | Appartement "2pp K3" | 389 | |
| 533 | B5 | | 3/4è étages | 302 | Appartement "3pp B" | 496 | |
| 534 | B5 | | 3/4è étages | 301 | Appartement "2pp E1" | 245 | |
| 535 | B5 | | 3/4è étages | 303 | Appartement "2pp E1" | 241 | |
| 536 | B5 | | 3è étage | 305 | Studio "St C" | 190 | |
| 537 | B5 | | U | 3è étage | 307 | Studio "St D" | 185 |
| 538 | B5 | | | 3è étage | 309 | Studio "St D" | 185 |
| 539 | B5 | | | 3è étage | 311 | Studio "St C" | 185 |
| 540 | B5 | | Q | 3/4è étages | 313 | Appartement "2pp E1" | 231 |
| 541 | B5 | 3/4è étages | | 315 | Appartement "2pp D1" | 231 | |
| 542 | B5 | 3/4è étages | | 310 | Appartement "2pp D3" | 334 | |
| 543 | B5 | 3/4è étages | | 308 | Appartement "2pp E4" | 334 | |
| 544 | B5 | 3è étage | | 306 | Appartement "2pp K3" | 391 | |
| 545 | B5 | I | | 4è étage | 402 | Appartement "2pp K4" | 389 |
| 546 | B5 | | | 4è étage | 401 | Studio "St C" | 196 |
| 547 | B5 | | 4è étage | 403 | Studio "St D" | 191 | |
| 548 | B5 | N | 4è étage | 405 | Studio "St D" | 191 | |
| 549 | B5 | | 4è étage | 407 | Studio "St C" | 191 | |
| 550 | B5 | | 4è étage | 404 | Appartement "2pp K4" | 391 | |
| 551 | B5 | | 5è étage | 502 | Appartement "2/3pp A" | 389 | |
| 552 | B5 | | 5è étage | 501 | Appartement "2pp P" | 308 | |
| 553 | B5 | | 5è étage | 503 | Studio "St H" | 215 | |
| 554 | B5 | | U | 5è étage | 505 | Appartement "2pp N" | 287 |
| 600 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R42 | 245 | |
| 601 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R41 | 233 | |
| | | | | | à reporter | 91.489 | |

SUPPRIMER

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | 6 |
|----------------|---------------|---|---------------------|------------|------------------------|----------------------|
| | | | | N° Appt | Type | |
| | | | | | report | 91.489 |
| 602 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R40 | 185 |
| 603 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R39 | 185 |
| 604 | B6 | E | R. de C. | | Commerce "C37" | 269 |
| 605 | B6 | | R. C/S. sol | | Commerce C38, R38 | 448 |
| 606 | B6 | | R. de C. | | Commerce C36 | 219 |
| 607 | B6 | | R. de C. | | Commerce C35 | 448 |
| 608 | B6 | U | R. de C. | | Commerce C34 | 556 |
| 609 | B6 | | 1er étage | 105 | Studio "St N" | 166 |
| 610 | B6 | | 2/3è étages | 206 | Appartement "4pp B" | 632 |
| 611 | B6 | | 1er étage | 107 | Appartement "2pp I" | 216 |
| 612 | B6 | Q | 2è étage | 208 | Appartement "3pp C" | 473 |
| 613 | B6 | | 2/3è étages | 210 | Appartement "4pp A" | 551 |
| 614 | B6 | | 1er étage | 109 | Appartement "2pp R" | 280 |
| 615 | B6 | | 1er étage | 114 | Appartement "2/3pp B" | 417 |
| 616 | B6 | | 1er étage | 112 | Studio "St E" | 233 |
| 617 | B6 | I | 1er étage | 110 | Studio "St E" | 236 |
| 618 | B6 | | 1er étage | 108 | Appartement "2/3pp C" | 424 |
| 619 | B6 | | 1er étage | 106 | Studio "St E" | 246 |
| 620 | B6 | | 1er étage | 104 | Studio "St E" | 248 |
| 621 | B6 | N | 1er étage | 102 | Appartement "2/3pp B" | 464 |
| 622 | B6 | | 1er étage | 101 | Appartement "2pp R" | 286 |
| 623 | B6 | | 2/3è étages | 202 | Appartement "4pp A" | 636 |
| 624 | B6 | | 2è étage | 204 | Appartement "3pp C" | 512 |
| 625 | B6 | U | 1er étage | 103 | Studio "St M" | 151 |
| 626 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R 39 A | 24 |
| 627 | B6 | | Sous-sol | | Réserve R 39 B | 161 |
| 1.000 | | | | | Jouissance terrain | 30 |
| | | | | | TOTAL | 100.000/ 100.000° |

PUBLICITE FONCIERE

Le présent état descriptif de division sera publié au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE.

A cet effet, il est précisé que le titre de propriété de la SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE CHAMONIX SUD résulte d'une acquisition faite par elle suivant acte reçu par Maître DAUBLON, Notaire Associé à PARIS, le vingt et un mars mil neuf cent soixante dix neuf, suivi d'un acte rectificatif reçu aux minutes de l'Office Notarial de Maîtres THIBIERGE et DAUBLON, le vingt trois mars mil neuf cent soixante dix neuf. Les deux actes sont en cours de publication au Bureau des Hypothèques de BONNEVILLE.

